



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

BURKINA FASO

Comité de la Balance des Paiements

BALANCE DES PAIEMENTS ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BURKINA FASO - 2021



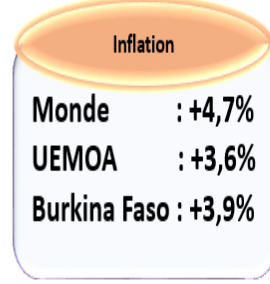
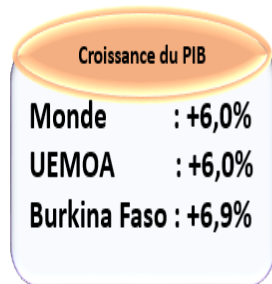
BURKINA FASO
Ministère de l'Economie,
des Finances et de la
Prospective

Comité de la Balance des
Paiements

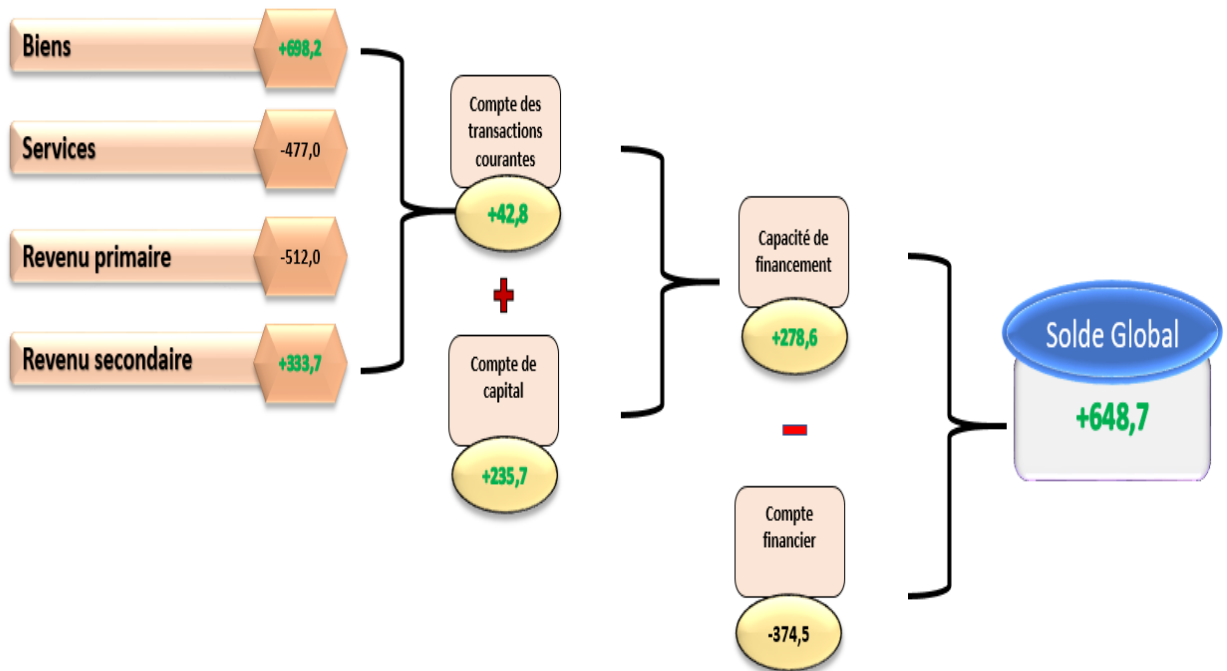
BALANCE DES PAIEMENTS
ET POSITION EXTERIEURE GLOBALE

BURKINA FASO 2021

Contexte national et international en 2021



Balance des paiements 2021 (en milliards)



SOMMAIRE	
LISTE DES TABLEAUX	ii
LISTE DES GRAPHIQUES	ii
LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS	iii
AVANT-PROPOS	iv
RESUME	v
INTRODUCTION	1
1. Environnement international	1
2. Evolution de la situation économique dans l'UEMOA	2
3. Evolution de la situation économique au Burkina Faso	2
I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES	4
1.1- Balance commerciale	7
1.1.1- Exportations de biens	10
1.1.2- Importations de biens	12
1.2- Balance des services	15
1.2.1- Exportations de services	16
1.2.2- Importations de services	16
1.3- Compte du revenu primaire	16
1.4- Compte du revenu secondaire	18
II- COMPTE DE CAPITAL	20
2.1- Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits	20
2.2- Transferts en capital	20
III- COMPTE FINANCIER	20
3.1- Investissements directs étrangers	21
3.2- Investissements de portefeuille	22
3.3- Dérivés financiers	23
3.4- Autres investissements	23
IV- CAPITAUX MONETAIRES	25
4.1- Actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale	25
4.2- Actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts	26
V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE	27
5.1- Evolution de la position extérieure globale nette	27
5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette	28
5.3- Structure géographique de la position extérieure globale nette	28
CONCLUSION	29
ANNEXES	vi

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations.....	7
Tableau 2 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens	7
Tableau 3 : Répartition géographique des exportations du Burkina.....	12
Tableau 4 : Répartition géographique des importations de biens du Burkina.....	15
Tableau 5 : Répartition géographique des exportations du Burkina.....	19
Tableau 6 : Evolution du compte de capital.....	20
Tableau 7 : Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale.....	26
Tableau 8 : Evolution des actifs et engagements des AID.....	27

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du taux de croissance et de l'inflation du Burkina Faso et de l'UEMOA.....	3
Graphique 2 : Evolution du solde global de la balance des paiements.....	4
Graphique 3 : Evolution de la structure du compte des transactions courantes.....	5
Graphique 4 : Evolution du compte des transactions courantes.....	5
Graphique 5 : Evolution du compte des biens et services.....	6
Graphique 6 : Evolution de la balance des biens et services.....	6
Graphique 7 : Evolution du solde commercial.....	9
Graphique 8 : Evolution des parts des principaux produits d'exportation.....	10
Graphique 9 : Evolution des exportations d'or et de coton.....	11
Graphique 10 : Evolution des importations par fonction d'utilisation.....	13
Graphique 11 : Structure des importations de biens.....	13
Graphique 12 : Evolution des composantes du compte de services.....	16
Graphique 13 : Evolution des composantes du revenu primaire.....	17
Graphique 14 : Evolution des composantes du revenu secondaire.....	18
Graphique 15 : Evolution du compte financier.....	21

LISTE DES SIGLES ET ABRÉVIATIONS

AEN	: Actifs Extérieurs Nets
AFD	: Agence Française de Développement
AID	: Autres Institutions de Dépôts
BAD	: Banque Africaine de Développement
BCE	: Banque Centrale Européenne
BCEAO	: Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BID	: Banque Islamique de Développement
BIDC	: Banque d'Investissement et de Développement de la CEDEAO
BOAD	: Banque Ouest Africaine de Développement
BRVM	: Bourse Régionale des Valeurs Mobilières
BTP	: Bâtiments et Travaux Publics
CAF	: Coût Assurance Fret
CEDEAO	: Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CEMAC	: Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale
CFA	: Communauté Financière Africaine
DGC	: Direction Générale du Commerce
DGCOOP	: Direction Générale de la Coopération
DGD	: Direction Générale des Douanes
DGTCP	: Direction Générale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DTS	: Droits de Tirage Spéciaux
ECID	: Enquête Coordonnée sur les Investissements Directs Etrangers
FAGACE	: Fonds Africain de Garantie et de Coopération Economique
FAO	: Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FMI	: Fonds Monétaire International
FOB	: Free On Board
IDE	: Investissements Directs Etrangers
IHPC	: Indice Harmonisé des Prix à la Consommation
INSD	: Institut National de la Statistique et de la Démographie
ISBLM	: Institutions Sans But Lucratif au service des Ménages
MBP5	: Manuel de la Balance des Paiements, 5ème édition
MBP6	: 6ème édition du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale
MSFM	: Manuel des Statistiques Financières et Monétaires
ONG	: Organisation Non Gouvernementale
OPEP	: Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole
PAM	: Programme Alimentaire Mondial
PC	: Prélèvement Communautaire
PCS	: Prélèvement Communautaire de Solidarité
PEG	: Position Extérieure Globale
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNG	: Position Nette du Gouvernement
SCN	: Système de Comptabilité Nationale
SSE	: Statistiques du Secteur Extérieur
SYSCOA	: Système Comptable Ouest Africain
UEMOA	: Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UMOA	: Union Monétaire Ouest Africaine

AVANT-PROPOS

Conformément aux dispositions du Traité de l'UMOA et du Règlement communautaire relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'UEMOA, la BCEAO est chargée de l'établissement des comptes extérieurs des Etats membres de l'Union. A cet effet, le présent document analyse l'évolution de la balance des paiements et de la position extérieure globale du Burkina Faso au titre de l'année 2021.

Les comptes extérieurs ou internationaux d'une économie traduisent l'incidence financière des relations économiques entre les résidents et les non-résidents de cette économie. Ils sont harmonisés avec les comptes du Système de Comptabilité Nationale. Les comptes extérieurs comprennent : la balance des paiements, la Position Extérieure Globale (PEG) et le compte des autres changements des actifs et passifs financiers. La balance des paiements est un état statistique qui résume les transactions entre résidents et non-résidents d'un pays ou d'une région durant une période donnée. La PEG donne, à un moment déterminé, la valeur des actifs financiers et des passifs des résidents d'une économie à l'égard des non-résidents. Le compte des autres changements des actifs et passifs financiers retrace les autres flux, tels que les réévaluations, et rapproche la balance des paiements et la PEG en mettant en évidence les changements dus aux événements économiques autres que les transactions.

La balance des paiements comprend le compte des transactions courantes ou compte courant, le compte de capital et le compte financier. Le compte courant enregistre les échanges de biens, de services, de revenus primaires et de revenus secondaires. Le compte de capital retrace les acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits et les transferts en capital. Le compte financier recense les variations des acquisitions nettes d'actifs financiers et des accroissements nets de passifs. Contrairement au compte des transactions courantes et au compte de capital qui font apparaître les écritures en débit et crédit, le compte financier reflète les opérations sur les actifs et les passifs financiers sur une base nette. En effet, les débits enregistrés sur une catégorie donnée d'actifs ou de passifs sont compensés par les crédits sur les mêmes actifs ou passifs. Le solde du compte financier est égal à la différence entre les acquisitions nettes d'actifs financiers et les accroissements nets de passifs. Ainsi, un solde négatif du compte financier traduit des entrées nettes de capitaux alors qu'un solde positif reflète des sorties nettes de capitaux. Le solde du compte financier est désigné par « capacité (excédent) ou besoin (déficit) de financement » vis-à-vis du reste du monde. Il correspond, en théorie, à la somme des soldes des comptes des transactions courantes et de capital.

Depuis 2011, les comptes extérieurs du Burkina Faso sont élaborés conformément à la sixième édition du manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6) du Fonds Monétaire International. Le MBP6, édicté en 2009, prend en compte les développements liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux. Il assure également une meilleure cohérence avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur de la cinquième édition du manuel de la balance des paiements (MBP5).

Les comptes extérieurs de l'année 2021¹ prennent en compte les estimations de la production artisanale d'or effectuées sur la base des résultats de l'enquête nationale sur le secteur de l'orpaillage réalisée en 2017 par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD).

Dans ce document, la balance des paiements est présentée suivant deux (2) optiques : l'optique de la BCEAO et celle du FMI. A la différence de la présentation FMI qui intègre les opérations financières de tous les secteurs institutionnels dans le compte financier, l'optique BCEAO exclut de ce compte les investissements de portefeuille, les dérivés financiers et les autres investissements de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts (banques). Ces opérations du secteur monétaire, retracées dans le poste des avoirs et engagements extérieurs nets, forment le solde de la balance des paiements.

Un glossaire des principaux termes utilisés dans le document figure en annexe 1.

=====

¹La monnaie de référence est le franc CFA, sauf indication contraire. Le séparateur de milliers est matérialisé par un point « . ».

RESUME

L'année 2021 a été marquée par la reprise au niveau mondial de l'activité économique, après la récession observée en 2020 en lien avec la pandémie de la Covid-19. L'économie mondiale a ainsi affiché un taux de croissance de 6,0% en 2021 contre -3,1% en 2020, selon les dernières estimations du Fonds Monétaire International (FMI), publiées en octobre 2022.

Dans ce contexte international, l'activité économique a progressé dans l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) au cours de l'année sous revue. Le produit intérieur brut (PIB) de l'Union a enregistré, en termes réels, un taux de croissance de 6,0% en 2021, après 1,8% en 2020. Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, s'est établi à 3,6% en 2021, après une réalisation de 2,1% en 2020.

S'agissant des matières premières exportées par l'Union, à la faveur de la reprise de la demande à l'échelle mondiale en 2021, l'indice des principaux produits exportés a affiché une hausse de 15,9% en 2021 après +1,2% en 2020.

Au Burkina Faso, le PIB réel a enregistré un taux de croissance de 6,9% en 2021, en accélération de 5,0 points de pourcentage, après 1,9% en 2020. Cette croissance a été tirée par les secteurs tertiaire (+12,5%) et secondaire (+8,2%). En revanche, l'activité dans le secteur primaire s'est affichée en baisse de 6,4% contre une hausse de 6,5% en 2020.

Le taux d'inflation, en moyenne annuelle, est ressorti à 3,9% en 2021, contre +1,9% en 2020.

Dans ce contexte, le solde global de la balance des paiements du Burkina Faso est ressorti excédentaire de 648.737 millions au titre de l'année 2021, après +470.752 millions un an plus tôt.

Le compte des opérations courantes, structurellement déficitaire avant 2020, est ressorti de nouveau excédentaire en 2021 en s'affichant à 42.840 millions (+0,4% du PIB), après +269.285 millions en 2020 (+2,6% du PIB). Le repli de l'excédent (-226.445 millions) est lié à la dégradation des comptes du revenu primaire et secondaire, l'excédent du compte des biens et services ayant enregistré une augmentation. En effet, la balance des biens s'est améliorée de 80.048 millions (+13,0%) résultant d'une augmentation des exportations plus importante que celle des importations. Le déficit de la balance des services s'est creusé en lien notamment avec la hausse des achats de services de transport, dictée par l'accroissement des importations de marchandises et le renchérissement de ces services.

Le solde structurellement déficitaire du compte du revenu primaire s'est creusé de 60,1% en 2021 pour s'établir à -512.020 millions, en relation notamment avec la progression des revenus nets payés aux non-résidents au titre des revenus des investissements (+230.800 millions).

Quant au compte du revenu secondaire, en s'établissant à 333.721 millions en 2021 contre 404.503 millions en 2020, son solde excédentaire a enregistré un repli de 17,5%, expliqué principalement par la contraction des transferts courants en faveur de l'Administration publique, malgré la progression de ceux au profit du secteur privé.

Le compte de capital a affiché un solde excédentaire de 235.720 millions en 2021, en augmentation de 38.452 millions par rapport à 2020 (soit +19,5%), imprimée principalement par le poste "Transferts de capital".

S'agissant du compte financier, le flux des actifs et passifs financiers a enregistré des entrées nettes de capitaux de 374.498 millions en 2021, après des sorties nettes de 8.475 millions en 2020. Cette évolution est imprimée par les effets conjugués de la progression des entrées de capitaux au titre des investissements de portefeuille et de la diminution des sorties de capitaux sous forme d'investissements directs, notamment en remboursement de dette aux investisseurs directs étrangers.

Du fait des évolutions ci-dessus, les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont accrus de 257.603 millions en 2021 pour s'établir à +467.416 millions et ceux des Autres Institutions de Dépôts (AID) ont également augmenté de 391.134 millions (en ressortant à 2.455.932 millions). Il en résulte un accroissement des Actifs Extérieurs Nets (AEN) du Burkina Faso de 648.737 millions (5,7% du PIB), correspondant au solde global de la balance des paiements.

En ce qui concerne la PEG du Burkina Faso, elle est ressortie débitrice de 3.860.229 millions (-34,2% du PIB nominal), contre -4.065.009 millions (-39,4% du PIB) un an plus tôt, en atténuation de 5,0%, imprimée par un accroissement du stock d'actifs financiers plus important que celui du stock de passifs.

/-/ /-/ /-/ /-/ /-/ /-/ /-/ /-/ /-/ /-/ /-

INTRODUCTION

La balance des paiements est un instrument d'analyse et d'aide à la décision économique qui traduit la situation de compétitivité de l'économie vis-à-vis du reste du monde.

1. Environnement international

L'environnement économique et financier international a été marqué en 2021 par une nette reprise de l'activité économique, après la récession enregistrée en 2020 du fait de l'avènement de la pandémie de la Covid-19. Cette reprise a été portée par le regain de dynamisme de la demande, induit par la réouverture des économies et les soutiens budgétaires et monétaires. Selon les estimations du Fonds Monétaire International (FMI), publiées le 05 octobre 2022, l'économie mondiale a enregistré en 2021 un taux de croissance de 6,0% contre -3,1% en 2020, soit une hausse de 9,1 points de pourcentage. Cette croissance a été observée aussi bien dans les économies avancées que dans les pays émergents et les pays en développement.

Au niveau des économies avancées, la croissance s'est établie à 5,2% en 2021 contre -4,5% en 2020. Aux Etats-Unis d'Amérique, elle est passée de -3,4% en 2020 à 5,7% en 2021. Au niveau de la Zone euro, le taux de croissance de l'économie s'est établi à 5,2% contre -6,3% en 2020 avec des hausses importantes de la production enregistrées au Royaume Uni (+7,4%), en France (+6,8%) et en Italie (+6,6%).

Dans les pays émergents et en développement, le taux de croissance économique s'est situé en 2021 à 6,6% contre -2,1% en 2020. Cette reprise a été notée dans l'ensemble de ces pays, notamment en Chine (avec un taux de croissance de 8,1% après 2,3% en 2020), en Inde (+8,7% en 2021 contre -7,3% en 2020), au Brésil (+4,6%, contre -4,1% en 2020) et en Russie (+4,7%, contre -3,0% en 2020).

L'Afrique subsaharienne a enregistré une progression du produit intérieur brut de 4,7% en 2021 contre un repli de 1,6% en 2020. Cette performance a été tirée notamment par l'Afrique du Sud (croissance du PIB de 4,9% après une diminution de 6,4% en 2020) et le Nigeria (hausse de l'activité de 3,6% en 2021 après une baisse de 1,8% en 2020).

En ce qui concerne **les principaux pays de destination des exportations du Burkina Faso**, ils ont tous enregistré une hausse de leur production en 2021. En effet, la Suisse, premier client des produits du Burkina Faso, a vu son taux de croissance s'établir à 3,3% en 2021 après une récession de 2,5% en 2020. L'Inde, deuxième acheteur des produits du Burkina, a connu une hausse de son PIB dont le taux de croissance s'est situé à 8,7% en 2021, contre -7,3% en 2020. L'économie singapourienne, troisième acheteur des produits du Burkina, a également connu une croissance de son PIB de 6,0% en 2021 contre -5,4% en 2020.

L'inflation a connu une évolution à la hausse en 2021 dans toutes les régions du monde. Dans les économies avancées, le taux d'inflation s'est établi à 3,3% en 2021 contre 0,9% en 2020. Ce niveau d'inflation se situe au-dessus des objectifs de stabilité des prix visés par les principales banques centrales. Dans les pays émergents et en développement, il est ressorti, en moyenne, à 5,5% en 2021 après 3,6% en 2020. En Afrique subsaharienne, l'inflation s'est située à 10,7% en 2021 après 10,3% en 2020. Cette évolution du niveau général des prix à la consommation résulte des déséquilibres entre l'offre et la demande, caractérisés par une demande vigoureuse face à une production contrainte, ainsi que des perturbations sur la logistique et les chaînes d'approvisionnement mondiales, consécutives aux goulots d'étranglement et aux mesures de restriction de mobilité adoptées dans le prolongement de la Covid-19.

Sur les marchés des changes, l'euro s'est apprécié face aux principales devises en 2021. Son cours s'est accru de 3,7% pour s'établir à 1,1835 dollar des Etats-Unis d'Amérique. La monnaie de la zone euro est également ressortie en hausse par rapport au yen japonais (+6,6%) et au franc suisse (+1,0%). Elle a également pris de la valeur face aux devises des pays émergents. En revanche, la devise européenne s'est dépréciée face au dollar australien (-4,9%), à la livre sterling (-3,3%) et au dollar canadien (-3,0%).

Le franc CFA s'est renforcé face à l'ensemble des monnaies des pays membres de la CEDEAO, en lien avec l'appréciation de l'euro, sa monnaie d'arrimage. Sur une base annuelle, le franc CFA s'est apprécié vis-à-vis des monnaies des pays de l'Afrique de l'Ouest, notamment de 22,5% face au naira nigérian, de 10,0% et 7,0% vis-à-vis du leone sierra-léonais et du cedi ghanéen respectivement.

Les cours mondiaux des principales matières premières exportées par l'Union ont augmenté, à

la faveur de la reprise de la demande à l'échelle mondiale, dans un contexte où de multiples contraintes ont pesé sur l'offre et l'approvisionnement des marchés. L'indice des principaux produits exportés affiche une hausse de 15,9% en 2021 après +1,2% en 2020. Les prix des principaux produits alimentaires importés ont également connu une accélération de leur rythme de progression (+14,5% en 2021 après +3,3% en 2020).

2. Evolution de la situation économique dans l'UEMOA

Le taux de croissance du PIB de l'UEMOA est estimé à 5,9% en 2021 contre 1,8% en 2020, porté par l'ensemble des secteurs d'activité, notamment le secteur tertiaire en lien avec l'augmentation des activités de transport, d'hôtellerie et de restauration. La contribution du secteur tertiaire à la croissance a été de 4,7 points de pourcentage (pdp), les secteurs primaire et secondaire contribuant respectivement à hauteur de 0,1 et 1,2 pdp.

Le taux d'inflation en moyenne annuelle est ressorti à 3,5% en 2021 dans l'Union contre une réalisation de 2,2% en 2020. Cette évolution s'explique essentiellement par les tensions sur les prix des produits alimentaires, en lien notamment avec, d'une part, la baisse de la production céréalière lors de la campagne 2020/2021 et, d'autre part, les difficultés d'approvisionnement des marchés, en raison des incidences de la crise sécuritaire.

La pression sur les finances publiques des Etats membres de l'UEMOA s'est maintenue en 2021, en raison de l'importance des dépenses réalisées dans le cadre de la mise en œuvre des actions de relance économique. En effet, le déficit global, base engagements, dons compris est resté élevé, ressortant à 5,5% en 2021 contre 5,6% en 2020, pour une norme communautaire de 3,0% au maximum, en vigueur avant la crise de la Covid-19.

Selon les estimations d'avril 2022 de la BCEAO, le solde déficitaire du compte des transactions courantes se creuserait de 1.578,4 milliards pour s'établir à 5.752,4 milliards en 2021, sous l'effet de l'aggravation du déficit de la balance des biens et services (+29,8%), ainsi que de celui du revenu primaire (+6,3%). Rapporté au PIB, le déficit courant ressortirait à 5,8% après 4,5% en 2020. Les échanges extérieurs des pays de l'Union se traduiraient par une balance des paiements excédentaire de 475,6 milliards après 15,8 milliards en 2020.

La situation monétaire de l'Union a été caractérisée en 2021 par un accroissement des actifs extérieurs nets des institutions monétaires et du stock des réserves officielles de change de l'Union. Ces actifs ont augmenté de 609,2 milliards pour s'élever à 7.746,6 milliards à fin décembre 2021. Le stock des réserves officielles de change de la BCEAO a atteint 14.040 milliards à fin décembre 2021, en hausse de 2.309 milliards. Cette performance est imputable à la conjonction de plusieurs facteurs, notamment l'allocation générale de DTS effectuée par le FMI en faveur de ses Etats membres, la mobilisation d'importantes ressources extérieures par les Etats et le rapatriement effectif des recettes d'exportation. L'encours des créances intérieures a connu une augmentation de 16,5% par rapport à son niveau de fin décembre 2020, induite par l'effet combiné de la consolidation de 26,8% des créances nettes sur les Administrations Publiques Centrales (APUC) et de la hausse des crédits à l'économie (+11,3% après +4,8% en 2020). Reflétant l'évolution de ses contreparties, la masse monétaire s'est accrue de 16,3%, pour ressortir à 41.465,6 milliards à fin décembre 2021. Ce renforcement de la liquidité globale s'est traduit par un net accroissement des dépôts (4.704,0 milliards ou 17,2%) et de la circulation fiduciaire (1.104,7 milliards ou 13,3%).

3. Evolution de la situation économique au Burkina Faso

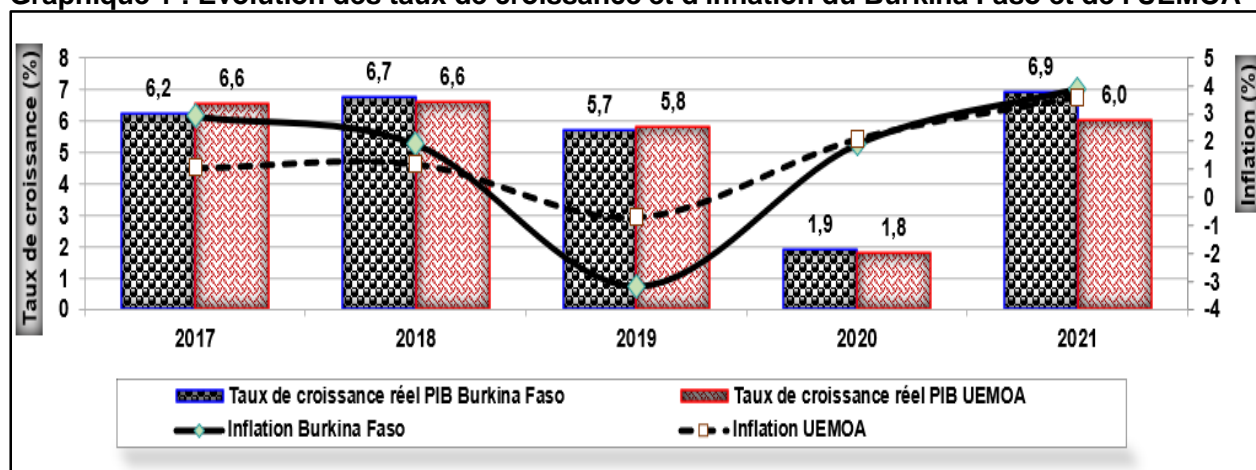
L'activité économique en 2021 s'est déroulée dans un contexte international et national marqué par la reprise progressive des activités, l'avancée des campagnes de vaccination contre la Covid-19 et la persistance des attaques terroristes entraînant des déplacements internes de populations. Dans ce contexte, la reprise économique s'est manifestée par une progression des activités liées au tourisme, aux transports, aux services de l'hôtellerie et de la restauration.

En effet, sur la base des dernières estimations, le taux de croissance du PIB réel est ressorti à 6,9% en 2021 contre 1,9% en 2020. Cette croissance a été tirée par les secteurs tertiaire (en hausse de 12,5% avec une contribution à la croissance de 5,4 pdp) et secondaire (+8,2% avec une contribution à la croissance de 2,4 pdp). Quant à l'activité dans le secteur primaire, elle s'est affichée en baisse de

6,4% contre une hausse de 6,5% en 2020, contribuant négativement à la croissance de 1,3 pdp.

La relative bonne performance du secteur tertiaire est due principalement à la reprise des activités dans les branches « transport et auxiliaires de transport », « commerce », « hôtellerie et restauration » et « postes et télécommunications » ainsi qu'à l'entrée en production en 2020 des sociétés minières SOMISA SA et Nordgold Samtenga SA.

Graphique 1 : Evolution des taux de croissance et d'inflation du Burkina Faso et de l'UEMOA



Source : BCEAO

L'inflation, en moyenne annuelle, est ressortie à 3,9% en 2021 contre 1,9% en 2020. Cette hausse est imputable notamment à la flambée des prix des « produits alimentaires et boissons non alcoolisées » (+7,3%) et des « boissons alcoolisées, tabac et stupéfiants » (+4,7%).

Les opérations financières de l'Etat ont été exécutées en 2021 dans un contexte marqué par l'adoption du PNDES-II pour la période 2021-2025, la suspension du pacte de convergence, de stabilité, de croissance et de solidarité de l'UEMOA ainsi qu'une persistance des enjeux sécuritaires et humanitaires.

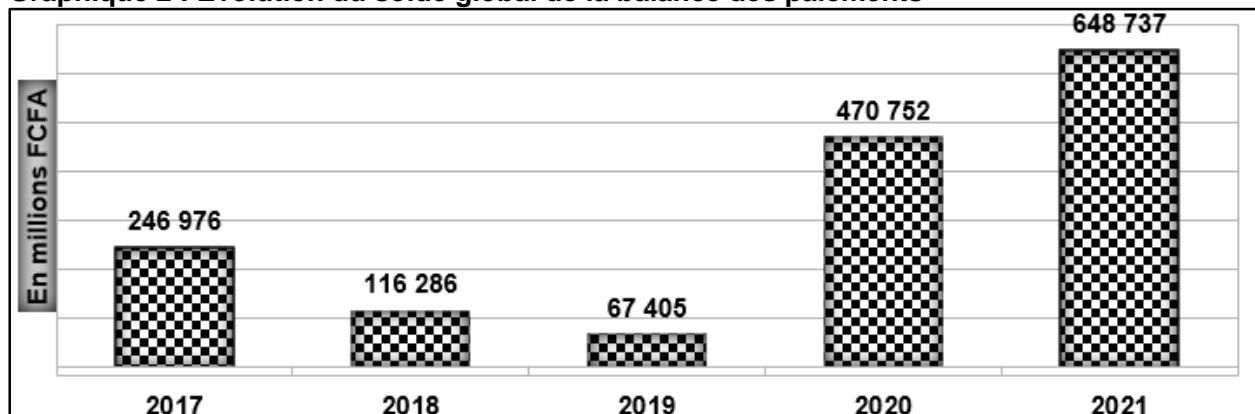
Les recettes ont progressé de 251,5 milliards pour atteindre un niveau de 2.189,07 milliards en 2021 et représenter 19,4% du PIB contre 19,1% en 2020. Le taux de pression fiscale s'est établi à 15,1% contre 13,5% en 2020. Quant aux dépenses, exécutées à hauteur de 2.870,21 milliards, elles ont augmenté de 399,8 milliards (+16,2%) par rapport à 2020. Au titre de l'année 2021, les dépenses ont représenté 25,5% du PIB contre 24,3% en 2020. Cette hausse est imputable aussi bien aux charges (+189,5 milliards) qu'aux acquisitions nettes d'actifs non financiers (+210,3 milliards). La rémunération des salariés s'est chiffrée à 942,6 milliards, progressant de 5,8% sur un an.

Il est ressorti un solde net de gestion positif en 2021 (+246,9 milliards). Ce solde s'est amélioré de 62,0 milliards (+33,5%) par rapport à celui de 2020. Prenant en compte les acquisitions nettes d'actifs non financiers, il a été enregistré une aggravation du besoin de financement de 148,3 milliards (+27,8%) pour s'établir à 681,1 milliards en 2021. Ce besoin a été couvert par une accumulation nette de passifs de 905,9 milliards, l'acquisition nette d'actifs financiers se chiffrant à 232,5 milliards.

L'évolution de la situation monétaire s'est traduite, entre fin décembre 2020 et fin décembre 2021, par une hausse de 32,9% des Actifs Extérieurs Nets (AEN) et une progression des créances intérieures (+3,2%), conduisant à un accroissement de la masse monétaire de 805,9 milliards.

Le solde global de la balance des paiements, correspondant à la variation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôts, s'est établi à +648,7 milliards en 2021, à la faveur de la hausse des actifs extérieurs nets des autres institutions de dépôt, de ceux de la Banque Centrale ainsi que des autres flux nets.

Graphique 2 : Evolution du solde global de la balance des paiements



Source : BCEAO

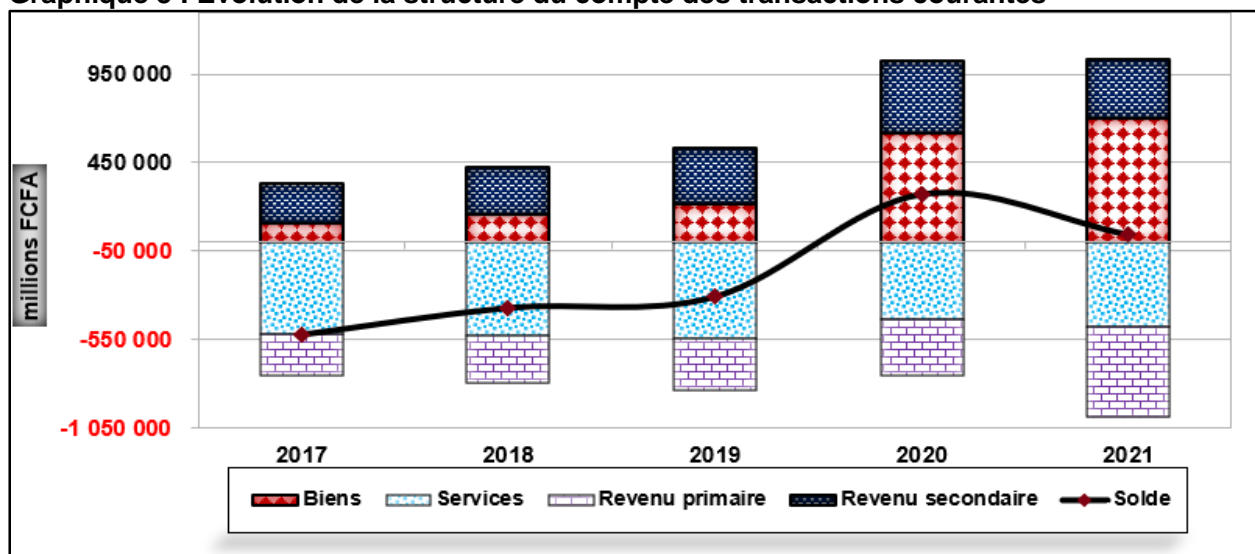
La suite du rapport est subdivisée en cinq (5) sections couvrant successivement : le compte des transactions courantes, le compte de capital, le compte financier, les capitaux monétaires et la position extérieure globale.

I- COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

Le compte des transactions courantes regroupe les comptes des biens et services, du revenu primaire ainsi que du revenu secondaire. En 2021, le solde de la balance des paiements courants est ressorti excédentaire de 42.840 millions après un excédent de 269.285 millions une année plus tôt, soit une diminution de 226.445 millions (-84,1%). Ce repli reflète l'évolution de l'ensemble de ses sous-comptes (creusement du déficit du revenu primaire et baisse de l'excédent du compte du revenu secondaire), à l'exception du compte des biens et services dont l'excédent s'est accru.

Le solde de la balance des biens s'est affiché excédentaire pour la quatrième année consécutive (+698.181 millions, après +618.133 millions en 2020), à la faveur du dynamisme de l'activité dans le secteur minier. En lien avec la reprise du dynamisme des importations après la contraction enregistrée en 2020 en raison de la Covid-19, le déficit du commerce international de services s'est accentué. Quant au déficit du compte du revenu primaire, il enregistre une aggravation en 2021, imprimée notamment par l'accroissement des paiements au titre des revenus des investissements, des intérêts sur la dette extérieure ainsi que des autres revenus primaires négatifs. Le solde excédentaire du compte du revenu secondaire s'est réduit sous l'effet principalement du repli des transferts courants reçus par le Gouvernement burkinabè.

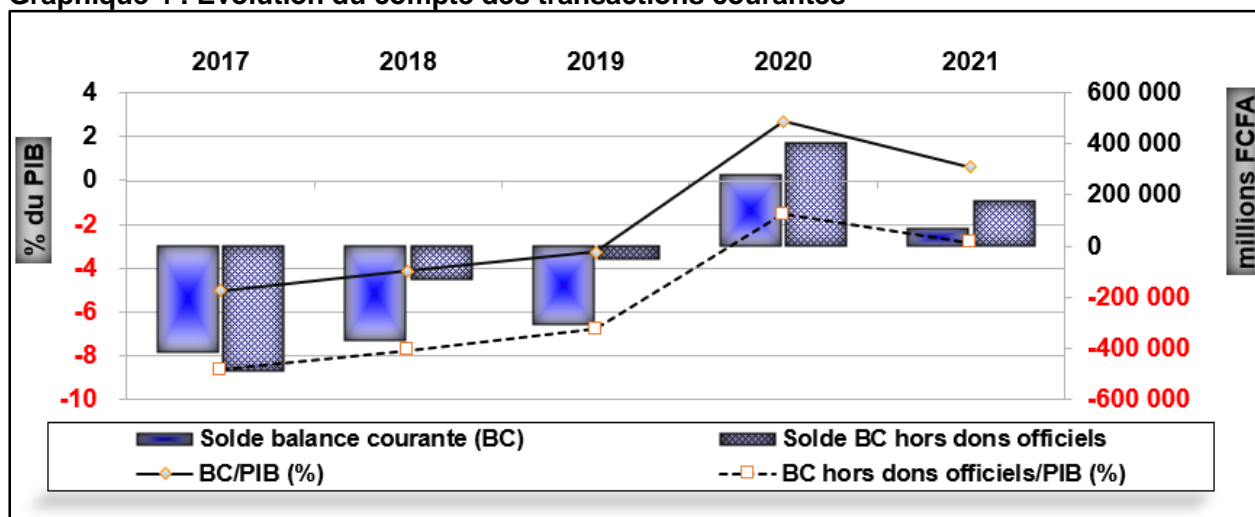
Graphique 3 : Evolution de la structure du compte des transactions courantes



Source : BCEAO

En pourcentage du PIB, le solde de la balance courante est ressorti à +0,4%, après un taux de +2,6% en 2020. Hors dons publics, le compte courant s'est situé à -0,3% du PIB, contre +1,1% du PIB en 2020. Sur la période 2017-2020, ce ratio s'est établi à -3,2% en moyenne.

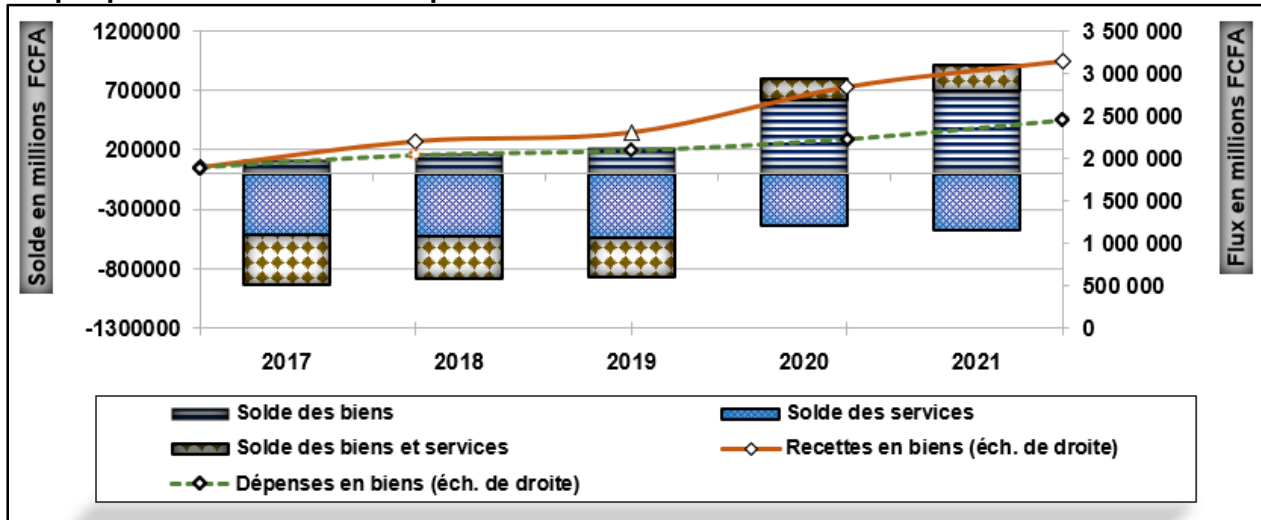
Graphique 4 : Evolution du compte des transactions courantes



Source : BCEAO

La balance des biens et services s'est affichée en excédent pour la deuxième année consécutive, traduisant un gain de 36.505 millions sur une année, en liaison avec la hausse du solde commercial (+80.049 millions), plus forte que l'aggravation du déficit des échanges de services (-43.544 millions).

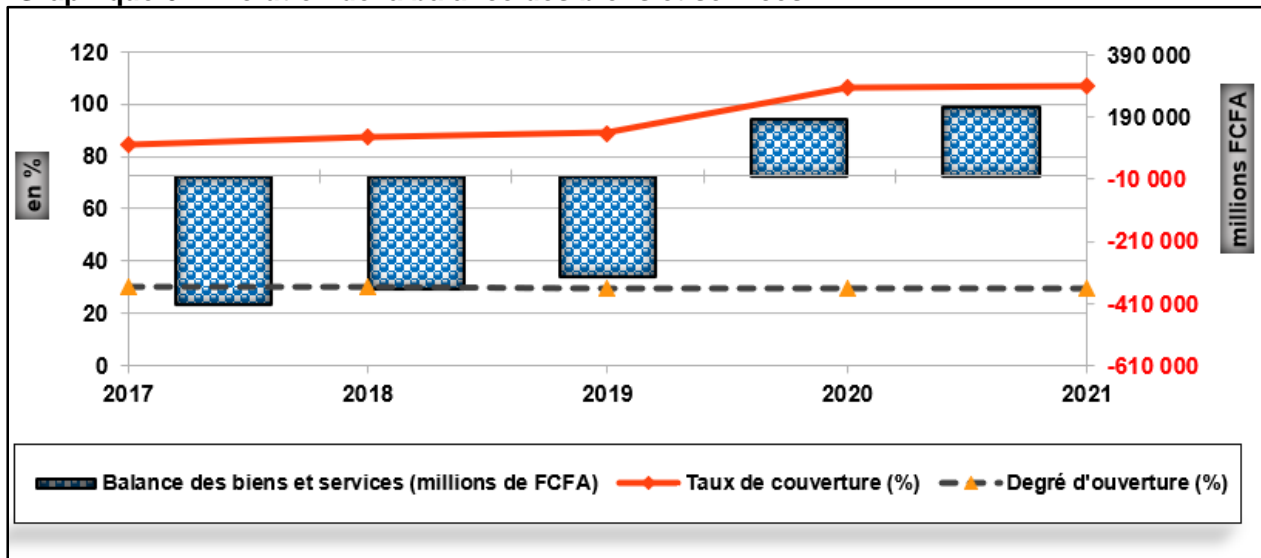
Graphique 5 : Evolution du compte des biens et services



Source : BCEAO

Le degré d'ouverture de l'économie burkinabè, mesuré par le rapport entre la somme des importations et des exportations des biens et services, et le double du PIB, s'est situé à 29,6% en 2021, contre 29,5% en 2020. En moyenne, sur la période 2017-2021, cet indicateur est ressorti à 29,7%. En 2021, les échanges commerciaux (exportations + importations) du Burkina Faso ont crû de 10,5%, après une progression de 15,5% l'année précédente. Sur les cinq (5) dernières années, ils ont augmenté de 10,9% en moyenne annuelle.

2 Graphique 6 : Evolution de la balance des biens et services



Source : BCEAO

L'écart de financement de l'économie burkinabè, qui reflète les soldes dégagés par les comptes courant et de capital, est en capacité de financement de +278.561 millions en 2021 après 466.554 millions en 2020, soit une régression de 187.993 millions. En pourcentage du PIB, il s'est établi à +2,5% après +4,5% en 2020. La capacité de financement est attribuable à la balance des biens, au compte de revenu secondaire et au compte de capital. Les déficits dégagés par la balance des services, le compte du revenu primaire ont contrebalancé cette capacité.

Le ratio du service de la dette, mesuré comme le rapport du service total de la dette publique extérieure² (paiements des amortissements et intérêts, d'une part, par les résidents au profit des prêteurs non-résidents, et d'autre part, par des non-résidents au bénéfice de prêteurs résidents) aux exportations de biens et services, est ressorti à 2,9% en 2021 contre 2,7% en 2020. Cette

² Il s'agit de la dette publique extérieure hors marché régional des titres publics

augmentation du ratio tient au fait que la hausse du service de la dette extérieure (+0,1% du PIB pour s'établir à 101.161 millions, correspondant à 0,9% du PIB) a été insuffisamment compensée par la progression des exportations de biens et services (+2,8% du PIB pour représenter 30,6% du PIB).

Tableau 1 : Evolution du ratio du service de la dette publique extérieure sur les exportations
(montants en millions de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Exportations de biens et services	2 274 863	2 505 809	2 617 656	3 136 031	3 456 854
Service de la dette extérieure	70 371	78 139	80 450	84 913	101 161
Service dette extérieure/Exportations B&S (%)	3,1	3,1	3,1	2,7	2,9

Sources : BCEAO, INSD, DGTCP

1.1- Balance commerciale

La balance commerciale ou balance des biens recense les transactions sur les marchandises générales, l'or non monétaire et les exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international³. Les importations et les exportations sont enregistrées sur la base de leurs valeurs FOB alors que les frais payés au titre du fret et de l'assurance sont retracés dans la balance des services.

Afin de répondre aux besoins d'établissement de la balance des paiements, des retraitements sont effectués sur les statistiques nationales du commerce extérieur. Ces statistiques, fondées sur le concept de frontière nationale, sont élaborées selon l'optique « commerce général ». En outre, les résultats des travaux de la Cellule sous-régionale de conciliation des données du commerce intra-UEMOA instituée par la BCEAO, qui permettent de réduire les asymétries dans les statistiques portant sur les échanges intra-communautaires et une meilleure évaluation du commerce non contrôlé, sont pris en compte.

Tableau 2 : Retraitements et ajustements des transactions sur biens
(en millions de FCFA)

	Exportations		Importations	
	2020	2021	2020	2021
Statistiques douanières (FOB/CAF)	2 517 977	2 806 080	2 405 323	2 612 497
Ajustement sur l'or non monétaire (1)	228 519	228 597		
Commerce non contrôlé intra-UEMOA (2)	38 676	42 870	11 095	12 760
Ajustement sur les exportations de produits animaliers (3)	48 543	60 971		
Ajustement lié à la correction des asymétries intra-UEMOA (4)	4 853	5 546	200 769	251 200
Exportations nettes dans le cadre du négoce	4 684	4 738		
Retraitement fret et assurances			-392 068	-425 837
<i>Fret</i>			-333 257	-361 962
<i>Assurances</i>			-58 810	-63 876
Statistiques retenues en balance des paiements (FOB/FOB)	2 843 251	3 148 802	2 225 119	2 450 620

Sources : BCEAO, INSD.

(1) L'ajustement sur l'or non monétaire consiste en l'intégration de la valeur estimée de l'or non monétaire exporté à partir de la production artisanale, fixée à 9,5 tonnes depuis l'enquête réalisée par l'INSD en 2017, avec une progression annuelle estimée à 2,2% par l'INSD.

³ Le négoce international est l'achat de biens par un résident (de l'économie qui établit la balance des paiements) à un non-résident, et leur revente ultérieure à un autre non-résident sans que les biens entrent dans l'économie en question.

(2) Le commerce non contrôlé désigne l'ensemble des flux commerciaux non saisis par les statistiques douanières. Il est estimé suivant la méthodologie dite des flux financiers et monétaires qui consiste à déterminer la valeur du commerce informel entre les Etats de l'Union sur la base des statistiques des billets externes détenus dans les encaisses de la BCEAO, des virements bancaires intra-UEMOA fournis par STAR-UEMOA ainsi que des données sur les transferts électroniques. Des coefficients issus d'une enquête réalisée par la BCEAO permettent de répartir ces flux financiers et monétaires entre les règlements de commerce formel et informel.

(3) En raison des défauts notables de déclarations des exportations du bétails sur pieds, un ajustement est apporté aux statistiques douanières en y ajoutant le différentiel de valeur par rapport aux estimations faites par le Ministère en charge des ressources animales sur la base de l'enquête ENDRAH et du SIM/Bétail.

(4) Les travaux de la Cellule sous-régionale de réconciliation des données intra-UEMOA fournissent une matrice corrigée des échanges officiels de biens entre les différents pays de l'Union. Cette rubrique consacre la prise en compte des ajustements arrêtés par la Cellule.

Note : En raison des arrondis, un agrégat peut ne pas apparaître exactement égal au total de ses composantes.

Encadré 1 : Note sur la collecte des statistiques relatives aux exportations de bétail

Les ressources animales constituent l'un des principaux produits d'exportation du Burkina Faso. Cependant, du fait des sous-déclarations et de certains modes d'acheminement (transhumance notamment) de ces produits en dehors des frontières nationales, les statistiques douanières y relatives apparaissent fortement sous-estimées. A titre d'exemple, de 2017 à 2021, les exportations d'animaux vivants sont estimées en moyenne à 1.877 millions de FCFA par an selon les statistiques douanières.

Afin de pallier cette insuffisance, les statistiques produites par le Ministère en charge des ressources animales ont été exploitées.

La méthodologie utilisée par ce Ministère est ci-après décrite.

PROCEDURE D'ESTIMATION DE LA VALEUR DES EXPORTATIONS DE BETAIL AU MARAH

i) Collecte du nombre de têtes d'animaux exportés

Les exportateurs de bétail doivent disposer d'un document appelé « laissez-passer », mis à leur disposition par la Direction Générale des Services Vétérinaires (DGSV). Ledit document est présenté à chaque Poste de Contrôle Vétérinaire (PCV) lorsque le commerçant embarque ses animaux pour le pays de destination.

L'agent public du PCV vérifie le « laissez-passer » et relève le nombre de têtes de chaque espèce à bord du véhicule de transport. Ensuite les relevés ou leurs copies sont envoyés à la Direction régionale en charge des ressources animales dont relève l'agent public pour saisie dans la base de données ENDRAH (Entrepôt National de Données sur les Ressources Animales et Halieutiques).

Après cette saisie, un travail de vérification, de contrôle et d'apurement est fait en vue de s'assurer de la qualité et de la cohérence des données. Ces données validées sont ensuite utilisées pour divers besoins.

ii) Collecte des prix du bétail

Les données sur les prix sont obtenues à travers un dispositif de collecte d'informations par jour de marché sur les marchés à bétail dénommé Système d'Information sur les Marchés à bétail (SIM bétail). Ce dispositif, tout comme l'entrepôt de données ENDRAH sont gérés par les services du Ministère en charge des ressources animales, notamment la DGESS / MARAH. Les données collectées sont ensuite saisies et traitées par le Système d'Information sur les Marchés à bétail (SIM bétail) pour estimer les prix moyens des différentes espèces. Ces prix moyens sont calculés pour chaque type de marché à bétail, à savoir les marchés de consommation, les marchés de production, les marchés de regroupement et les marchés d'exportation.

iii) Calcul de la valeur des exportations

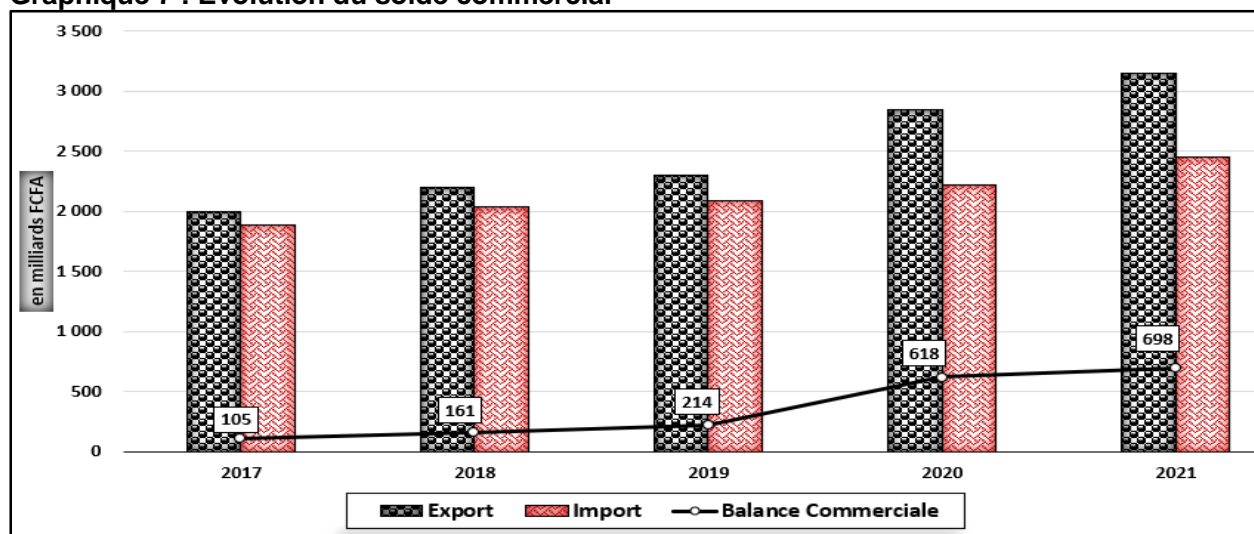
La valeur des exportations est ensuite estimée en multipliant les effectifs des espèces exportés par leurs prix moyens annuels respectifs obtenus sur les marchés d'exportation.

Les résultats des travaux du Ministère en charge des ressources humaines sur les exportations de bétail au titre des années 2020 et 2021 sont résumés ci-après.

Exportations des espèces par destination en 2020									
	BENIN	COTE D'IVOIRE	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	GHANA	NIGERIA	TOTAL
Asins							5		5
Bovins	37 685	72 673	141	86		520	35 189	2 760	149 054
Caprins	1 590	2 309	2 020	1 270		167	108 202		115 558
Coq	1 900								1 900
Equins			2				105		107
Ovins	11 305	320 495	1 919	1 142	700	5 542	58 722		399 825
Source : ENDRAH/DGESS/MARAH									
Exportations des espèces par destination en 2021									
	BENIN	COTE D'IVOIRE	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	GHANA	AUTRES PAYS	TOTAL
Bovins	130	108 304	842	12	141	774	21 497	7	131 707
Camelins		20							20
Caprins	80	11 770	2 730			326	86 617	60	101 583
Equins			3			5	39		47
Ovins	630	354 068	2 914	60	100	2 048	49 879	100	409 799
Source : ENDRAH/DGESS/MARAH									
Prix moyens d'exportation par espèce			Valeurs des exportations par espèce						
Espèce	2020	2021	(en nombre de têtes)		(en millions de FCFA)				
Asins	84 673	90 025	Aspèces	2020	2021	2020	2021		
Bovins	205 619	218 451	Asins	5	-	0	-		
Camelins	270 646	275 500	Bovins	149 054	131 707	30 648	28 771		
Caprins	34 241	35 241	Camelins	-	20	-	6		
Coq	2 863	2 957	Caprins	115 558	101 583	3 957	3 580		
Equins	248 500	253 480	Coq	1 900	-	5	-		
Ovins	50 915	53 127	Equins	107	47	27	12		
Pintades	3 044	3 144	Ovins	399 825	409 799	20 357	21 771		
Source : DGESS/MRAH (Base de données SIM/Bétail)			Total			54 995	54 140		
			Source : Calculs sur la base des données de ENDRAH et du SIM/bétail						

En 2021 la balance des biens est ressortie excédentaire en se situant à 698.181 millions, après 618.133 millions en 2020, soit une hausse de 13,0% due à la plus forte progression de la valeur des exportations (+305.550 millions, soit +10,7%) par rapport à celle des importations (+225.501 millions, soit +10,1%). Le ratio balance commerciale sur PIB a connu une légère hausse, passant de 6,0% en 2020 à 6,2% en 2021. Le taux de couverture quant à lui, est passé de 127,8% en 2020 à 128,5% en 2021.

Graphique 7 : Evolution du solde commercial



Sources : BCEAO, INSD

1.1.1- Exportations de biens

1.1.1.1- Evolution globale des exportations de biens

Sur la base des données douanières traitées par l'INSD et ajustées pour les besoins de la balance des paiements, les exportations (FOB) du Burkina Faso se sont situées au niveau historique de 3.148.802 millions, en hausse de 10,7% comparativement à l'année 2020. Cet accroissement est imprimé par les exportations minières dont celles de l'or non monétaire qui ont enregistré une augmentation de 5,3% (+112.274 millions, pour atteindre 2.400.554 millions) et du zinc (+26.243 millions, soit +42,7%).

Les ventes extérieures des marchandises générales sont en progression de 32,9% pour se situer à 743.509 millions. Cette hausse est en lien avec les exportations du coton (+113.887 millions, soit +68,9%) et des fruits comestibles (+27.313 millions, soit +49,6%) qui ont connu de fortes hausses par comparaison avec la baisse des expéditions des céréales (-13.877 millions, soit -86,3%).

Les ré-exportations ont été valorisées à 36.591 millions, contre 26.679 millions une année plus tôt, soit une hausse de 9.913 millions (+37,2%). Elles ont porté principalement sur les engins de BTP pour 13.399 millions (+36,4%), les véhicules automobiles valorisées à 11.766 millions (en hausse de 121,2%) et les produits pétroliers pour un montant de 6.832 millions (-3,7%). Ces ré-exportations ont été à destination du Mali (6.856 millions), de la Côte d'Ivoire (6.306 millions), du Libéria (4.532 millions), du Ghana (4.506 millions), de l'Ethiopie (1.852 millions), de la France (1.834 millions), du Niger (1.620 millions), du Togo (1.574 millions), de la Turquie (1.493 millions) et du Sénégal (1.223 millions).

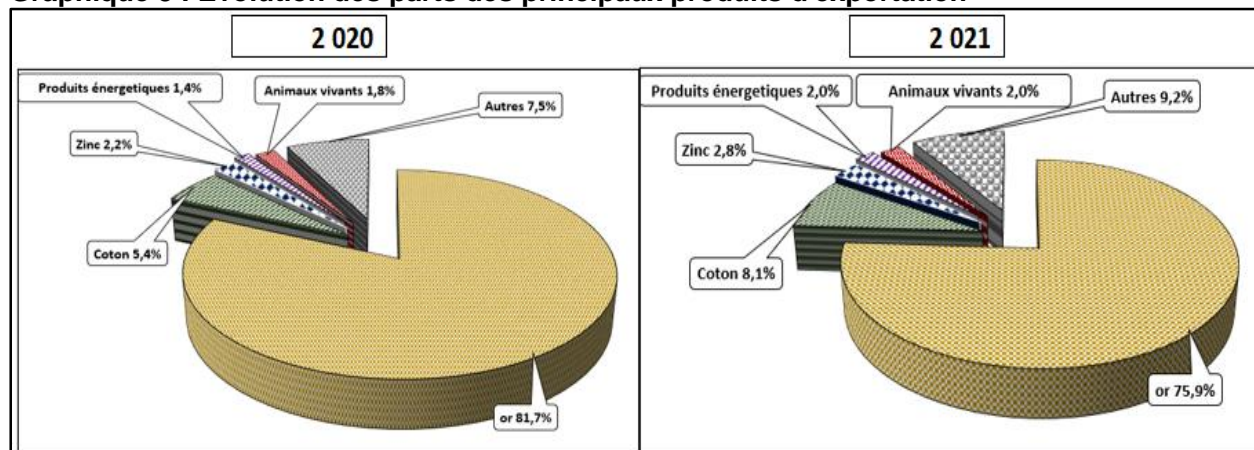
Le taux d'exportation, mesurant le poids des exportations de biens par rapport au PIB, est ressorti à 27,9%, après 27,6% en 2020.

1.1.1.2- Composition des exportations de biens

Les exportations du Burkina sont restées marquées par une prédominance des produits miniers malgré le repli noté du poids de l'or au profit des autres produits.

Les cinq (05) principaux produits exportés en 2021 sont : l'or non monétaire avec une part de 75,9% de la valeur totale des exportations, contre 81,7% un an auparavant, suivi du coton (8,1% après 5,4% une année plus tôt), le zinc (2,8% après 2,2%), la noix de cajou (2,0% après 1,4%) et les animaux vivants⁴ (2,0% après 1,8%).

Graphique 8 : Evolution des parts des principaux produits d'exportation



Sources : BCEAO, INSD

L'or et le coton représentent à eux seuls en moyenne 81,9% des exportations du pays sur la période 2011-2021. En 2021, l'exportation des deux produits pris ensemble représentait 84,0% des exportations totales du pays. Une année auparavant ce poids était de 87,1%, soit une baisse de 3,1 points de pourcentage (pdp).

L'or

Les exportations d'or, qui occupent le premier rang des produits vendus à l'étranger depuis 2009, se

⁴ Les données douanières relatives aux exportations de bétail ont été ajustées pour pallier les insuffisances de déclaration à l'exportation des animaux sur pied (cf. Encadré 1).

sont fixées à 2.400.554 millions en 2021, en hausse de 5,3% sur un an, à la faveur d'une progression des quantités (+7,5%), les prix de vente en FCFA ayant accusé un repli (-1,5%) en raison de la baisse du taux de change du dollar par rapport au franc CFA⁵, malgré la hausse du cours international de l'or en dollar (+1,7%).

Les expéditions officielles d'or, au titre de l'année 2021, se sont traduites par une hausse du volume, passant de 62.672 kg en 2020 à 67.360 kg en 2021. Cette bonne tenue des exportations est la conséquence de la hausse de l'extraction d'or par l'entrée en production en 2020 de nouvelles mines, notamment celles de Sanbrado et de Samtenga. Depuis 2020, le Burkina s'est ainsi placé au 5^{ème} rang des producteurs d'or en Afrique après le Ghana, l'Afrique du Sud, le Soudan et le Mali.

Le volume des exportations de l'or issu de la production artisanale représente 13,6% (10.544 kg) des exportations totales d'or en 2021 contre 14,2% en 2020. La quantité retenue a été estimée sur la base des résultats de l'enquête réalisée par l'INSD en 2017. En rappel, cette enquête a permis d'estimer à 9,5 tonnes la production artisanale totale d'or en 2016. Quant au prix à l'exportation de cette production artisanale, il a été estimé à partir des statistiques miroir sur le commerce international de marchandises, disponibles dans la base de données des Nations Unies (UN COMTRADE database).

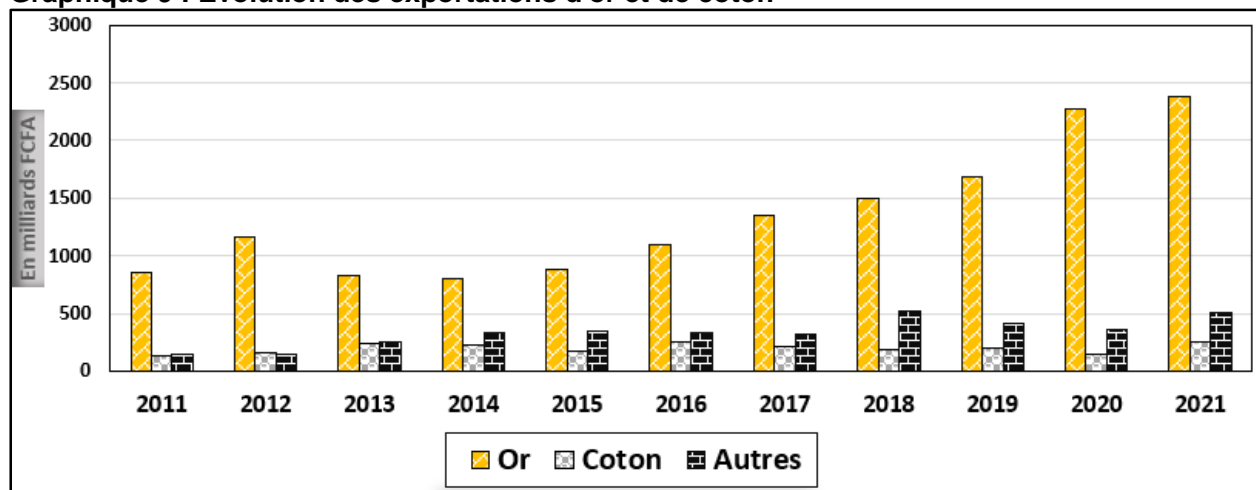
Les exportations d'or industriel ont été orientées principalement vers la Suisse (88,3% contre 82,3% en 2020) et l'Inde (11,4% contre 7,4%). Ces deux destinations ont ainsi cumulé 99,7% des exportations d'or industriel du Burkina Faso.

Le coton

Les exportations de coton se sont situées à 254.562 millions en 2021, en progression de 68,9%, sous l'effet d'une évolution des prix en franc CFA (+9,3%) et de la hausse des quantités (+54,6%). En effet, les sociétés cotonnières ont exporté au total 260.832 tonnes de coton fibre en 2021, après 168.719 tonnes un an auparavant, suite à la progression (+6,6%) de la production de coton graine au cours de la campagne 2019/2020 et au déstockage de la production non vendue en 2020 du fait de la Covid-19.

Les exportations de coton ont été orientées principalement vers la Suisse qui en a absorbé 47,1%, suivie par Singapour (28,1%), les Etats-Unis d'Amérique (11,6%) et l'Île Maurice (6,7%). Ces quatre (04) pays ont cumulé 93,5% des exportations de coton du Burkina Faso en 2021.

Graphique 9 : Evolution des exportations d'or et de coton



Sources : BCEAO, INSD

1.1.1.3- Orientation géographique des exportations

Le continent européen est demeuré la principale destination des produits exportés par le Burkina Faso en 2021, suivi de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amérique.

⁵ Baisse de 3,7% du cours moyen du dollar US pour s'établir à 554,5 FCFA en 2021.

Europe

A l'instar des années précédentes, les biens du Burkina Faso ont été destinés majoritairement à l'Europe, avec 67,4% des exportations totales, en repli de 5,1 points de pourcentage sur un an, après une progression de 20,2 points de pourcentage en 2020. Les expéditions de biens du Burkina Faso vers l'Union Européenne sont de l'ordre de 2,4% du total contre 65,0% pour les autres pays d'Europe. La Suisse demeure le premier client du pays avec une part de 64,8% des exportations totales, après 68,9% en 2020. Les exportations vers la Suisse ont été constituées essentiellement d'or non monétaire (94,0% du total des exportations d'or industriel) et du coton dans une moindre mesure (5,8%).

Asie

L'Asie est le deuxième continent de destination des biens du Burkina Faso avec une part de 12,9% du total des exportations en 2021 après 9,8% une année plutôt. Les exportations en valeur vers l'Inde ont progressé de 98.617 millions (+57,9%), suivie de Singapour (+38.950 millions, soit +56,4%) et de la Chine (+9.553 millions, soit 644,5%).

La progression des exportations à destination de l'Inde est en lien avec la hausse des achats d'or de +79.019 millions, soit +47,1%. Celle en direction de Singapour porte principalement sur le coton (+28.422 millions, soit +67,0%) et concernant la hausse des exportations vers la Chine, elle porte essentiellement sur le sésame (+8.201 millions, soit +705,0%).

Afrique

La part des exportations du Burkina Faso vers l'Afrique est ressortie à 8,0% (252.710 millions) en 2021 après 7,7% (215.160 millions) en 2020. Cette progression (+37.550 millions, soit +17,5%) est la résultante de la hausse des exportations vers l'UEMOA (+25.331 millions, soit +19,6%) notamment vers le Mali (+19.841 millions, soit 44,1%), le Togo (7.169 millions, soit +51,8%) et la Côte d'Ivoire (6.645 millions, soit +23,1%).

Amérique

L'Amérique est le quatrième continent de destination des biens du Burkina Faso avec une part de 1,0% du total des exportations en 2021 après 0,2% une année auparavant. Les expéditions vers ce continent ont été multipliées par près de cinq (+382,1%) passant ainsi de 6.759 millions à 32.787 millions, avec les hausses importantes enregistrées vers les Etats-Unis d'Amérique (+25.460 millions, +428,3%) et dans une moindre mesure par le Canada (+483 millions, +71,6%) et le Brésil (+19,4%).

Tableau 3 : Répartition géographique des exportations du Burkina Faso

	(en %)				
	2017	2018	2019	2020	2021
EUROPE	55,1	50	51	72,5	67,4
<i>DONT Suisse</i>	50,1	43,6	45,6	68,9	65,0
ASIE	18,8	21,1	21,7	9,8	12,9
AFRIQUE	11	11,2	9,7	7,7	8,0
<i>DONT UEMOA</i>	3,5	3,7	4,6	4,6	4,9
<i>DONT CEDEAO (HORS UEMOA)</i>	1,6	2,7	2,4	1,3	1,2
AMERIQUE	0,1	0,6	0,7	0,2	1,0
AUTRES PAYS	15	17,1	16,9	9,7	10,6
TOTAL	100	100	100	100	100

Sources : BCEAO, INSD

1.1.2- Importations de biens

1.1.2.1- Evolution globale des importations de biens

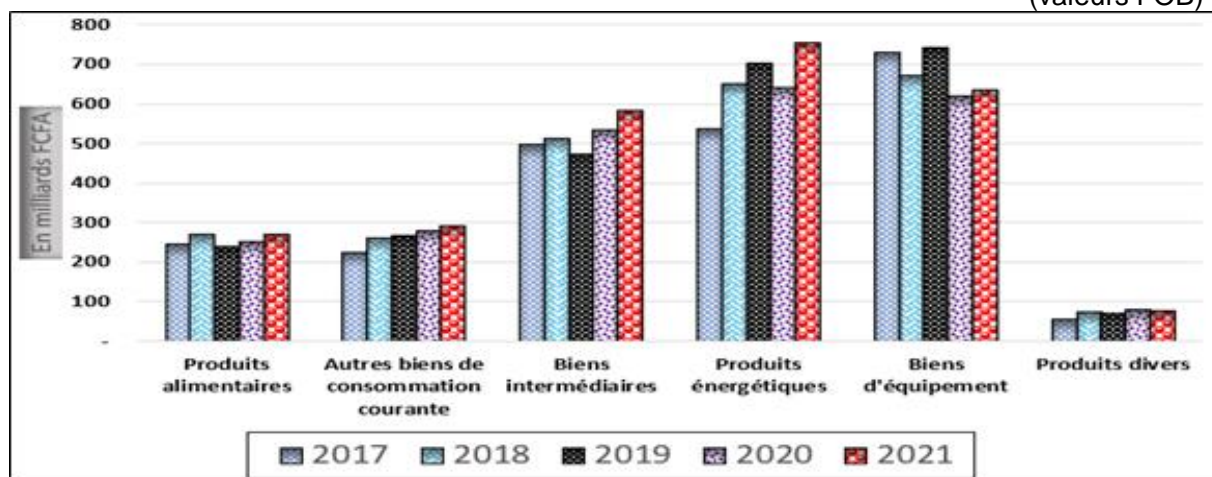
Les importations de biens (FOB) du Burkina Faso ont enregistré une hausse de 10,1% en 2021 en ressortant à 2.450.620 millions, après 2.225.119 millions un an plus tôt. Cette progression, imputable à l'ensemble des grands groupes de produits, s'explique par la reprise de l'activité économique,

notamment le rétablissement progressif des chaînes d'approvisionnement après leur interruption en 2020 pour cause de la pandémie de Covid-19.

Ainsi, les importations de produits énergétiques (+19,7%), de biens intermédiaires (+10,7%), de biens alimentaires (+9,3%), des autres biens de consommation courante (+5,6%) et des biens d'équipement (+3,8%) ont toutes connu des progressions notables.

Graphique 10 : Evolution des importations par groupe de produits

(valeurs FOB)

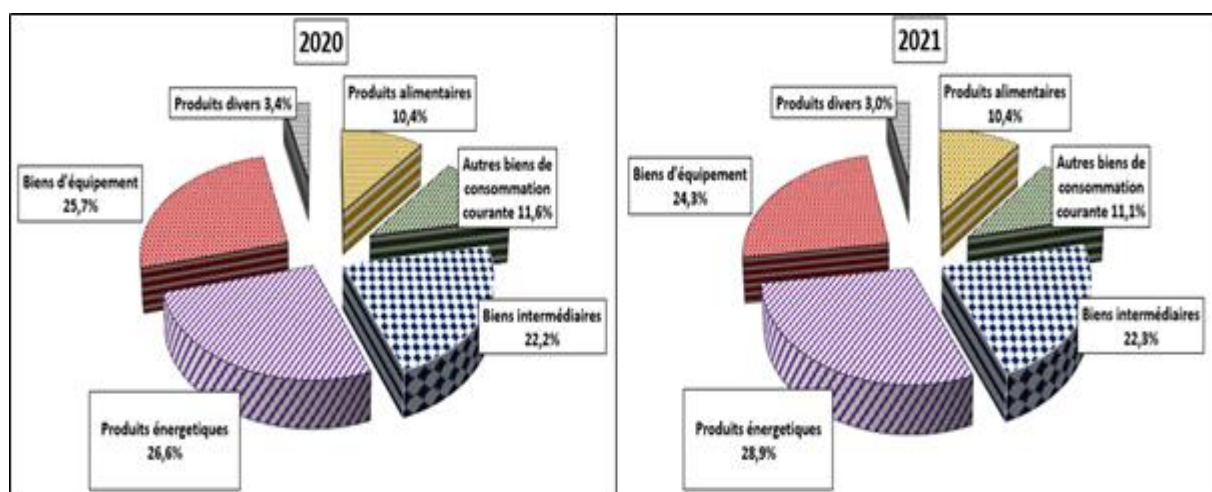


Sources : BCEAO, INSD

1.1.2.- Composition des importations de biens

Les achats extérieurs du Burkina Faso sont composés principalement de biens d'équipement (24,3% après 25,7% en 2020), de produits énergétiques (28,9% après 26,6%), de biens intermédiaires (22,3% après 22,2%), de produits alimentaires (10,4% en 2020 et 2021), des autres biens de consommation courante (11,1% après 11,6%) et de biens divers (3,0% après 3,4%).

Graphique 11 : Structure des importations de biens



Sources : BCEAO, INSD

Produits alimentaires

Les importations de produits alimentaires sont ressorties en hausse de 9,3% en 2021 par rapport à leur niveau de 2020, en s'établissant à 254.011 millions. Cette hausse est en lien principalement avec les « préparations à base de céréales » (+11.646 millions, soit +65,0%), les « boissons liquides alcooliques et vinaigres » (+5.971 millions, soit 95,7%) et les « préparations alimentaires diverses » (+3.655 millions, soit +10,5%). Parallèlement, des baisses ont été enregistrées pour les « produits de

la minoterie » (-4.085 millions, soit -18,5%) et pour les « graisses et huiles végétales » (-2.118 millions, soit -17,1%).

Autres biens de consommation courante

Les importations d'autres biens de consommation courante sont passées de 258.795 millions en 2020 à 273.193 millions en 2021, soit une hausse de 5,6% en une année, en lien avec la hausse des achats de « tabacs et de succédanés » (+4.624 millions, +17,2%), des « savons et huiles essentielles » (+3.584 millions, +36,5%).

Biens intermédiaires

Les achats de biens intermédiaires, composés en grande partie de matériaux de construction et de produits chimiques, ont augmenté de 10,7% en 2021 pour s'établir à 546.822 millions contre 494.053 millions en 2020, en lien avec les besoins des projets miniers en construction. Les acquisitions de « fonte, fer et acier et des ouvrages en ces matières » sont en hausse de 19.529 millions (+14,4%) et de 10.343 millions (+41,2%) pour les « produits divers des industries chimiques ».

Produits énergétiques

Les achats extérieurs de produits énergétiques ont progressé de 19,7% par rapport à leur niveau de 2020 pour ressortir à 708.709 millions en 2021, dans un contexte de reprise de l'activité économique mondiale marqué par la hausse du cours du pétrole. Comparés aux acquisitions totales en valeur, les produits énergétiques importés ont représenté 28,9%, en hausse de 2,3 points de pourcentage par rapport à leur poids de 2020. Les produits énergétiques ont ainsi occupé le premier rang des achats extérieurs du Burkina Faso en 2021, pour la deuxième année consécutive. La hausse des importations d'hydrocarbures est en lien avec la progression conjuguée de leurs cours en FCFA (+2,6%) et des quantités (+15,1%).

Biens d'équipement

Les importations de biens d'équipement, composées principalement de machines et appareils mécaniques, de machines et appareils électriques ainsi que de matériel de transport, sont en hausse en 2021 (+3,8%) pour s'établir à 594 521 millions contre 572.689 millions en 2020. Les achats de biens d'équipement occupent le deuxième rang des acquisitions de biens du Burkina Faso, avec une part estimée à 24,3% contre 25,7% un an auparavant.

Autres produits divers

Les importations de produits divers (articles de divertissement, articles pour sport, ouvrages divers, appareils d'éclairage, enseignes lumineuses, etc.) sont en repli de 2,1% en 2021 pour se situer à 73.364 millions contre 74.944 millions en 2020.

1.1.2.3- Orientation géographique des importations

En 2021, l'Afrique a détrôné l'Europe et est devenue le premier fournisseur de biens du Burkina Faso. L'Asie a été le deuxième fournisseur suivi de l'Europe et de l'Amérique.

Afrique

L'Afrique a été le premier fournisseur en biens du Burkina Faso. En 2021, les parts de marché de l'Afrique étaient de 34,4% dont 72,3% pour les autres pays de l'UEMOA. Dans les détails, la Côte d'Ivoire demeure le premier exportateur vers le Burkina Faso avec une part d'exportation de 14,3% en 2021 des importations totales après 12,1% en 2020.

En 2021, les importations de biens en provenance des pays de l'Afrique ont représenté 843.709 millions, en hausse de 9,2% sur un an. Les produits importés de ces pays d'Afrique sont notamment les biens énergétiques et alimentaires.

Asie

Les exportations de biens de l'Asie vers le Burkina Faso ont représenté 30,6% des importations totales de ce dernier en 2021. La Chine a été le deuxième fournisseur du Burkina Faso avec une part de marché de 12,4% du total, suivie de l'Inde (5,0%) et du Japon (2,5%).

Au cours de la période sous revue, les achats de biens du Burkina Faso en provenance de l'Asie sont estimés à 750.892 millions, soit une hausse de 29,6%. Ces achats ont porté pour l'essentiel sur les

appareils électroniques, les biens d'équipement, les céréales, les matériels de bureau, les textiles, les friperies et le thé.

Europe

L'Europe, troisième continent fournisseur du pays, a fourni 26,9% de la valeur totale des importations en 2021. La part de marché de l'Union Européenne a été de 20,9% dont la première provenance a été la France (7,0% en 2021 après 6,0% en 2020) suivie de l'Allemagne (2,5% en 2021 après 2,8%). Parmi les autres pays d'Europe, la Russie est, pour la troisième fois consécutive, le premier fournisseur de biens (huiles minérales, machines, produits pharmaceutiques, voitures automobiles et céréales entre autres) et au Burkina Faso avec une part de 4,5% après 5,7% en 2020.

En 2021, les achats de biens en provenance de l'Europe ont été en baisse de 4,3% et sont ressortis à 658.903 millions. Quant aux importations en provenance de l'Europe, elles sont constituées pour l'essentiel de produits pharmaceutiques et laitiers, de cigarettes, de matériels de télécommunications, de véhicules.

Amérique

Quant au continent américain, il a livré 7,8% des importations du Burkina Faso en 2021. Le premier fournisseur de la zone demeure les Etats-Unis d'Amérique avec une part de 6,2% des importations totales du Burkina. Les achats de biens en provenance du continent américain sont ressortis à 192.320 millions, soit une hausse de 8,6%.

Tableau 4 : Répartition géographique des importations de biens du Burkina (en %)

	2017	2018	2019	2020	2021
EUROPE	30,0	29,2	30,8	30,9	26,9
<i>DONT France</i>	7,5	6,6	6,5	6,6	7,0
ASIE	26,6	28,6	25,5	26,0	30,6
<i>DONT CHINE</i>	12,9	11,5	10,9	11,2	12,4
AFRIQUE	34,2	34,2	34,2	34,7	34,4
<i>DONT UEMOA</i>	26,1	24,8	23,9	24,4	24,9
<i>DONT CEDEAO</i>	4,5	4,6	6,4	5,9	5,5
AMERIQUE	8,5	7,6	8,6	8,0	7,8
AUTRES PAYS	0,6	0,4	1,0	0,3	0,2
TOTAL	100	100	100	100	100

Source : BCEAO

1.2- Balance des services

La balance des services recouvre les échanges extérieurs au titre des transports, des voyages et des autres services. Son solde, structurellement déficitaire, s'est creusé en passant de -433.499 millions en 2020 à -477.043 millions en 2021. Cette évolution s'explique par la hausse des importations de services de transport, imprimée par la progression des importations de marchandises.

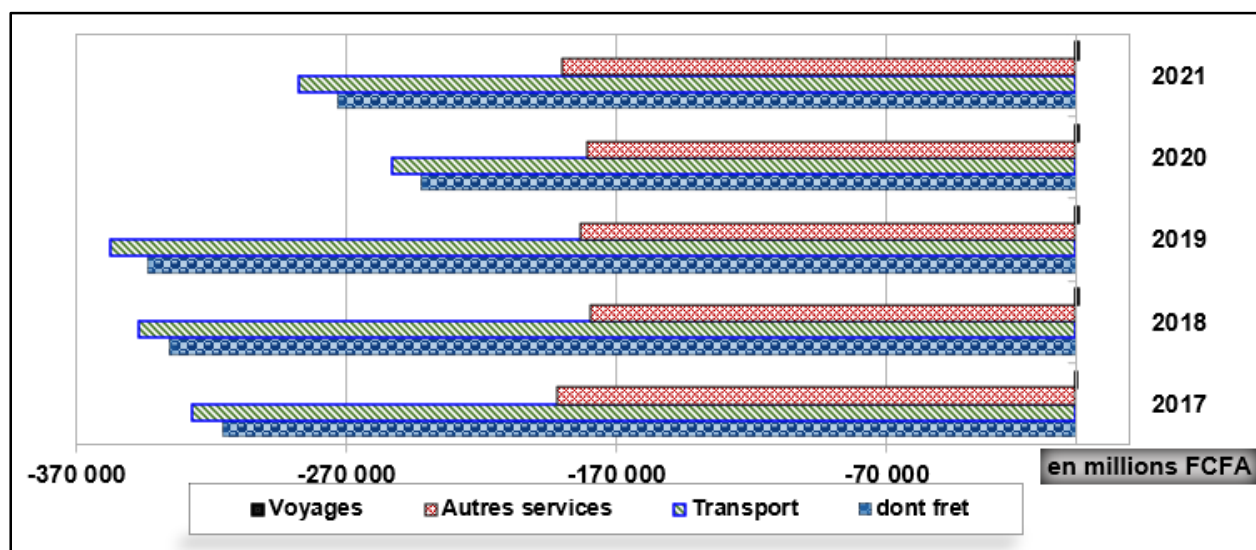
En effet, le fret, qui recense au crédit, les recettes perçues par les structures résidentes au titre du transport de marchandises pour le compte des non-résidents, et au débit les paiements effectués aux compagnies non-résidentes pour le transport au profit des agents résidents du Burkina Faso, est ressorti déficitaire de 273.063 millions en 2021, après un solde de -252.554 millions enregistré un an auparavant. L'accroissement du déficit du compte s'explique principalement par la hausse des marchandises importées par rapport à l'année 2020 (+8,6%).

Quant au poste « voyages », retraçant les flux de biens et services acquis lors de séjours de résidents à l'étranger et de non-résidents au Burkina Faso, à titre personnel ou professionnel, il a dégagé un excédent de 1.096 millions, après un excédent de 1.084 millions en 2020.

En ce qui concerne les autres services, constitués notamment des services de télécommunications, d'informatique, d'information, de fabrication, d'entretien et de réparation, de travaux de construction ainsi que des biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs, leur solde déficitaire s'est accru (+9.061 millions) en raison notamment de l'aggravation du déficit de services d'assurance

de fret (+5.023 millions).

Graphique 12 : Evolution des composantes du compte de services⁶



Source : BCEAO

1.2.1- Exportations de services

Au terme de l'année 2021, les exportations de services se sont situées à 308.022 millions, en hausse de 5,2% sur un an. En effet, les exportations des services de transport ont enregistré un accroissement de 6,4%, ressortant à 48.133 millions. S'agissant des recettes de voyage, elles ont également été en progression de 5,0%, en relation avec la réouverture des frontières qui étaient fermées du fait de la pandémie de Covid-19. Les recettes touristiques réglées par les résidents des autres pays de l'UEMOA se sont situées à 43.287 millions, soit un repli de 6.074 millions (-3,3%, contre -12,6% en 2020). Cependant, les autres services exportés, composés notamment des travaux de construction, des services financiers ainsi que des services de télécommunications, d'informatique et d'information, se sont accrus de 5,0% pour s'établir à 214.661 millions. L'accroissement des activités des institutions financières de droit burkinabè dans la sous-région est à l'origine de cette orientation.

1.2.2- Importations de services

En s'établissant à 827.865 millions en 2021, les importations de services ont enregistré une augmentation de 14,0%, en liaison notamment avec la hausse des importations des services de transport (+27,0%). Le montant du fret réglé aux opérateurs économiques non-résidents s'est accru de 11,0% pour ressortir à 253.373 millions contre 228.194 millions un an plus tôt. Les dépenses effectuées par les résidents au cours de leurs déplacements à l'étranger ont également augmenté de 4,0% en 2021, après une diminution de 37,4% un an auparavant. En ce qui concerne les dépenses de tourisme effectuées par les résidents du Burkina Faso dans les autres pays membres de l'Union, elles ont affiché une baisse de 19,8% sur une année pour se situer à 40.974 millions.

1.3- Compte du revenu primaire

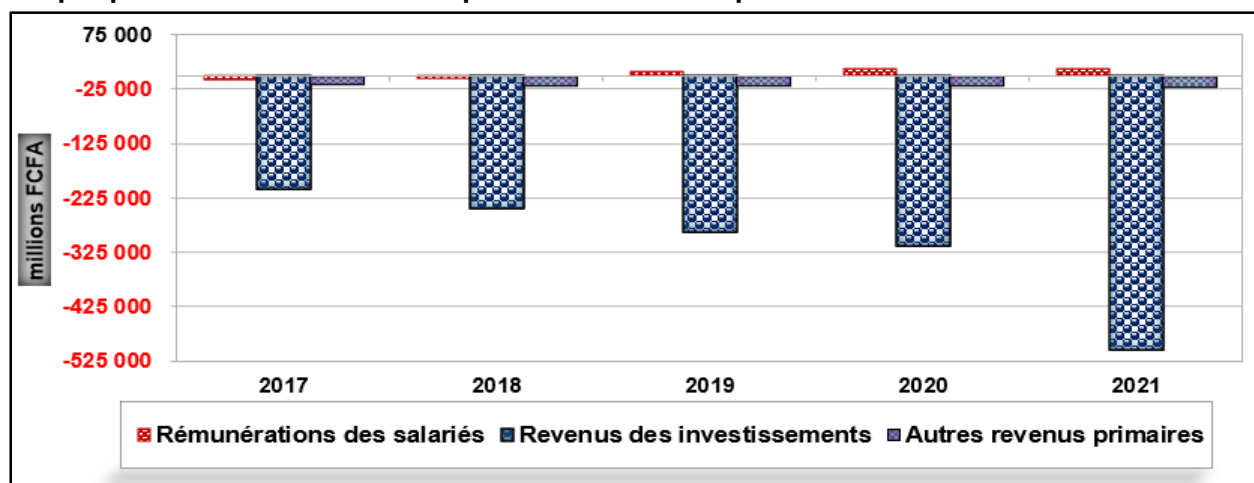
Le compte du revenu primaire enregistre les flux relatifs aux revenus liés au processus de production, ainsi qu'à la propriété d'actifs financiers et d'autres actifs non produits.

Le solde structurellement déficitaire du compte du revenu primaire s'est creusé de 60,1% en 2021 pour s'établir à -512.020 millions. Cette dégradation est expliquée notamment par la progression des revenus nets payés aux non-résidents au titre des revenus des investissements (+230.800 millions). Ces tendances ont été marginalement atténuées par la progression des paiements nets excédentaires

⁶ Pour mémoire, sur la base d'une enquête réalisée en 2021 sur le fret routier, un ajustement a été apporté aux montants des achats de fret, en tenant compte de la part de ce service assurée par les transporteurs nationaux, des ports de débarquement jusqu'aux frontières du pays. Cet ajustement explique le niveau plus réduit du déficit de ce sous poste au titre des années 2020 et 2021 par rapport aux années antérieures.

aux résidents au titre de la rémunération du travail (+268 millions).

Graphique 13 : Evolution des composantes du revenu primaire



Source : BCEAO

Les paiements nets au titre de la rémunération du travail se sont soldés par un excédent de 13.654 millions en 2021, en progression de 2,0%, expliquée par la progression au même taux des flux sortants de salaires aux non-résidents (pour s'établir à 20.734 millions), ainsi que des flux entrants (évalués à 34.378 millions) au titre des rémunérations versées aux travailleurs résidents par les structures non-résidentes telles que la Commission de l'UEMOA, les ambassades et les organisations internationales.

Les paiements nets au titre de la rémunération du capital au profit des non-résidents se sont accrus de 190.047 millions (+60,6%), sous l'effet d'une hausse des flux sortants de 230.800 millions (+56,5%), atténuée par la progression des flux entrants de 40.752 millions (+43,0%). Cette évolution reflète l'aggravation du solde déficitaire des revenus des investissements directs (-206.558 millions, soit -70,6%), sous forme de dividendes et des réinvestissements de bénéfices, ainsi que le creusement du déficit des autres investissements (-9.657 millions, soit -38,3%). Ces tendances ont été atténuées par l'accroissement du solde excédentaire des revenus sur les investissements de portefeuille (+26.168 millions), induite par la progression plus importante des intérêts reçus par les résidents sur les titres publics émis par les autres Etats de l'Union (+36.466 millions) par rapport à ceux versés aux non-résidents par le Trésor public du Burkina sur ses émissions de titres (+10.151 millions).

Les rapatriements de dividendes, estimés à un montant de 378.675 millions en 2021, ont été principalement effectués au profit des actionnaires non-résidents d'entreprises évoluant dans les secteurs des mines (avec une part de 58,1%), de l'industrie manufacturière (22,2%), du commerce de gros et de détail (8,6%), des télécommunications (6,0%) et de l'intermédiation financière (3,4%).

Les paiements d'intérêts dans le cadre du service de la dette publique extérieure se sont établis à 28.628 millions (en hausse de 5.082 millions, soit +21,6% par rapport à 2020), dont 24.622 millions au titre de la dette multilatérale et 4.005 millions sur la dette bilatérale.

Les paiements d'intérêts sur la dette multilatérale ont été opérés au profit essentiellement de la Banque Mondiale (9.606 millions), de la BOAD (7.992 millions), de la BAD (3.205 millions) et du Fonds de l'OPEP (978 millions).

Les principaux bénéficiaires des règlements d'intérêts au titre de la dette bilatérale sont Bank of China (807 millions), l'AFD (698 millions), BNP Paribas (657 millions), Eximbank of Taïwan (642 millions), Eximbank of India (617 millions) et le Fonds koweïtien (439 millions).

Les intérêts payés sur les titres publics burkinabè souscrits par les résidents des autres pays de l'UEMOA sont estimés à 61.777 millions contre 51.625 millions en 2020, soit un accroissement de 19,7%. Ils sont constitués de 7.673 millions d'intérêts (contre 10.792 millions en 2020) sur les bons et 54.103 millions (contre 40.832 millions en 2020) pour les obligations. Cette évolution est en lien avec celle de l'encours des titres publics burkinabè détenus par les non-résidents qui s'est accru de 483.427 millions pour se situer à 1.600.256 millions à fin décembre 2021 (213.878 millions de bons et 1.386.378 d'obligations).

Par ailleurs, les intérêts de la dette extérieure privée ont également progressé de 2.376 millions (+15,0%) pour se fixer à 18.218 millions.

En ce qui concerne les intérêts encaissés par les acteurs résidents sur les titres publics émis par les autres Etats de l'UEMOA, ils sont estimés à 100.063 millions en 2021, contre 63.957 millions en 2020, soit une progression de 57,3%.

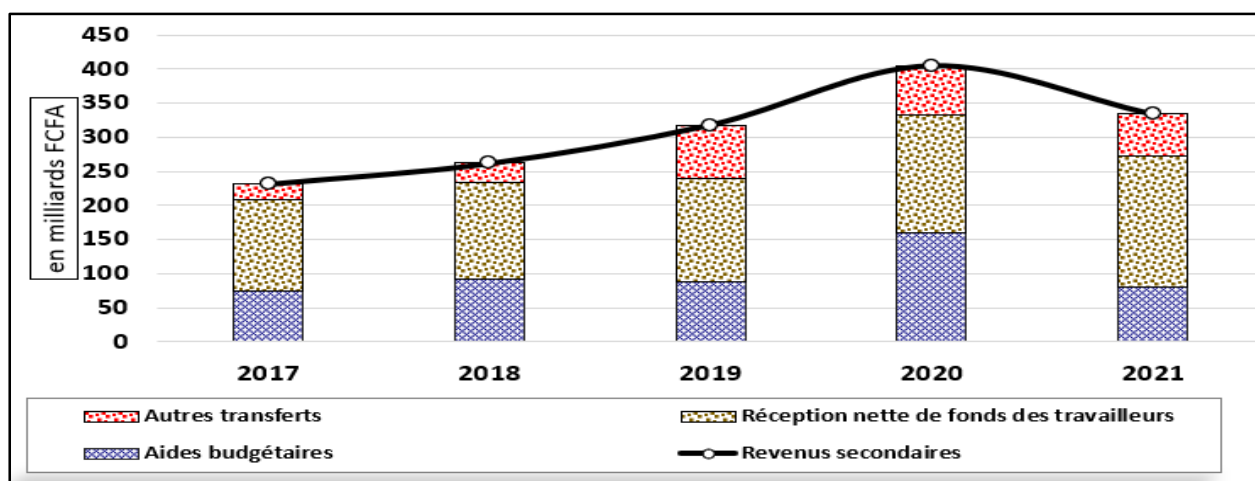
Les autres revenus primaires, qui enregistrent essentiellement les transactions relatives aux loyers, aux impôts sur la production et les importations ainsi qu'aux subventions, leur solde déficitaire s'est creusé de 2.389 millions (12,1%), en lien principalement avec l'accroissement des prélèvements communautaires de la CEDEAO et de l'UEMOA (PC et PCS).

1.4- Compte du revenu secondaire

Le compte du revenu secondaire recense les transferts courants entre résidents et non-résidents, matérialisés par les dons et aides en nature, les transferts d'économies sur salaires des migrants étrangers au Burkina Faso et burkinabè de l'étranger ainsi que les aides en espèces destinées à la consommation des biens et services.

En s'établissant à 333.721 millions en 2021 contre 404.503 millions en 2020, le solde excédentaire du compte du revenu secondaire a enregistré un repli de 17,5%, expliqué principalement par la contraction des transferts courants en faveur de l'Administration publique, malgré la progression de ceux au profit du secteur privé.

Graphique 14 : Evolution du compte du revenu secondaire



Source : BCEAO

En ce qui concerne les transferts courants nets au profit de l'Administration publique, ils ont diminué de 37,8% pour se situer à 146.183 millions après un montant de 235.021 millions en 2020. Cette évolution est portée notamment par la contraction des dons programmes et des transferts sous forme d'assistance et de secours d'urgence. Néanmoins, les réceptions de fonds au titre de l'aide alimentaire, en appui à la réponse nationale à la crise humanitaire caractérisée par le décompte de plus d'un million de personnes déplacées internes à fin décembre 2021, se sont reconstituées à hauteur de 35.840 millions. Par ailleurs, les transferts de l'Etat au titre de ses contributions au fonctionnement des organisations régionales et internationales se sont accrus de 31,6% pour s'établir à 21.243 millions en 2021.

L'aide budgétaire (dons programmes) s'est établie à 80.927 millions en 2021, après un montant de 159.678 millions en 2020, soit une diminution de 49,3%. Les aides budgétaires mobilisées proviennent essentiellement de la Banque Mondiale à hauteur de 44.897 millions (+2,6%), l'Union Européenne avec 14.011 millions (-82,0%), la France avec 6.560 millions (stable), l'AFD avec 5.740 millions (+40,0%), la Suisse avec 3.768 millions (-27,2%), l'Allemagne avec 3.411 millions (-26,5%), le Danemark avec 1.494 millions (-15,1%) et l'UEMOA pour 1.015 millions. Aucun décaissement n'avait été enregistré en 2020 pour ce dernier partenaire. Il est à noter également qu'aucun décaissement n'a été effectué par la BAD en 2021, contre un montant de 15.731 millions décaissé en 2020.

En ce qui concerne **l'assistance et le secours d'urgence**, cette forme d'aide a connu une contraction

de 60,3% après la hausse exceptionnelle de 71,5% enregistrée en 2020. Les montants mobilisés sont passés de 35.845 millions en 2019 à 61.472 millions en 2020, pour se situer à 24.423 millions en 2021. Les principaux partenaires pourvoyeurs de cette forme d'aide en 2021 ont été la Coopération japonaise avec un montant de 8.769 millions (représentant 35,9% du total, en baisse de 12,5%), les Affaires Mondiales Canada pour un montant de 6.581 millions (soit 26,9% du total, contre un montant nul en 2020), le Royaume de Belgique à hauteur de 3.650 millions (représentant 14,9% du total, en repli de 26,5%), l'Agence Italienne de Coopération avec un montant de 2.846 (soit 11,7 millions total, contre un montant nul en 2020), l'Agence Suédoise de Développement International pour un montant de 1.777 millions (7,3% du total, en baisse de 45,1%) et l'Agence Luxembourgeoise de Développement avec un montant de 799 millions (3,3% du total, en repli de 60,1%). Il est à noter que l'Agence américaine pour le développement international qui avait fourni un montant de 36.103 millions en 2020, n'a octroyé aucune aide de ce type en 2021.

S'agissant de l'aide alimentaire, son montant a été multiplié par huit (8) en 2021, après un fort repli (-81,9%) en 2020. Les montants mobilisés sont passés de 23.689 millions en 2019 à 4.296 millions en 2020 avant de ressortir à 35.840 millions en 2021. Les principaux fournisseurs de cette forme d'aide en 2021 ont été l'Agence américaine pour le développement international avec un montant de 30.247 millions (84,4% du total, contre un montant nul en 2020), la Coopération française avec un montant de 3.816 millions (10,6% du total, en hausse de 45,2%), la Coopération japonaise pour un montant de 1.516 millions (4,2% du total, en repli de 6,3%) et la Coopération luxembourgeoise avec un montant de 261 millions (0,7% du total, contre un montant nul en 2020).

Tableau 5 : Evolution des composantes du revenu secondaire

(en millions FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Administration publique	100 008	123 306	169 278	235 022	146 183
-dont dons programmes reçus	74 356	92 701	88 463	159 678	80 927
Autres secteurs	131 536	138 539	148 724	169 481	187 539
-dont réceptions nettes de fonds des travailleurs migrants	133 824	141 377	150 414	172 435	190 618
Revenu secondaire net	231 544	261 845	318 002	404 503	333 721

Sources : BCEAO, DGCOOP

Les entrées nettes de transferts courants au profit du secteur privé ont connu une hausse de 10,7% pour se situer à 187.539 millions en 2021 contre 169.481 millions en 2020. Cette évolution découle principalement de l'accroissement des réceptions de fonds des travailleurs burkinabè résidant à l'étranger (+5,2%), conjugué à la baisse des envois de fonds des travailleurs étrangers résidant au Burkina (-4,4%). La hausse des flux entrants de fonds des travailleurs migrants est due principalement au besoin d'assistance accru créé par la situation sécuritaire et les impacts de la crise sanitaire de la Covid-19. Le repli des envois de fonds s'expliquerait par le ralentissement de l'activité intérieure.

Les transferts de fonds reçus des migrants en 2021 proviennent pour 41,6% (contre 43,9% en 2020) du continent africain, 30,6% de l'Europe (29,0% en 2020) et 25,2% de l'Amérique (22,2% en 2020).

Pour le cas particulier des autres pays de l'UEMOA, 74.488 millions ont été reçus en 2021 (soit +19,5% d'accroissement). Ces fonds proviennent, par ordre décroissant des montants, de la Côte d'Ivoire (17,0% du total, en hausse de 38,2%), du Mali (4,4% du total, en accroissement de 35,3%), du Sénégal (1,5% du total, en repli de 47,5%) et du Togo (1,3% du total, en baisse de 7,4%). Les envois de fonds des migrants résidents du Burkina Faso en direction des pays de l'Union ont augmenté de 23,7% pour se situer à 78.396 millions. Les destinations par ordre d'importance décroissante sont la Côte d'Ivoire (avec un poids 21,9%, en hausse de 54,2%), suivie du Mali (avec une part de 15,9%, en hausse de 20,8%), du Sénégal (avec 17,9% du total, en hausse de 43,1%), du Togo (avec une proportion de 13,0%, en baisse de 0,2%) et du Bénin (avec un poids de 6,9%, en hausse de 6,0%).

Enfin, la progression du revenu secondaire du secteur privé est attribuable à l'amélioration du solde excédentaire des transferts reçus au titre de la coopération internationale. En effet, les ISBLM ont bénéficié de transferts courants dans le cadre notamment des actions de soutien aux populations vulnérables, à hauteur de 21.638 millions en 2021, en hausse de 3,0% sur un an.

II- COMPTE DE CAPITAL

Le compte de capital reflète les transferts en capital, ainsi que les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (terres et ressources du sous-sol, brevets, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.) entre résidents et non-résidents.

Au terme de l'année 2021, le compte de capital a affiché un solde excédentaire de 235.720 millions en augmentation de 38.452 millions par rapport à 2020, soit +19,5%, imprimée principalement par le poste "transferts de capital".

Tableau 6 : Evolution du compte de capital

(en millions de FCFA)

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits	196	211	127	228	233
Transferts de capital	172 644	175 626	125 804	197 041	235 488
Administration publique	119 947	122 390	71 772	141 931	179 305
Autres secteurs	52 698	53 236	54 032	55 110	56 183
Solde du compte de capital	172 840	175 837	125 931	197 269	235 720

Sources : BCEAO, DGTCP, DGCOOP

2.1- Acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits

Les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits ont dégagé un solde de +233 millions en 2021, après un excédent de 228 millions une année auparavant.

2.2- Transferts en capital

En s'établissant à 235.488 millions en 2021, les réceptions nettes de transferts en capital se sont accrues de 38.447 millions (+19,5%), en relation avec l'augmentation des transferts au profit de l'Administration publique et du secteur privé. En effet, les dons projets officiels se sont situés à 179.305 millions, soit +26,3% (+37.374 millions), après la forte hausse de 97,8% en 2020. Cette hausse tient aux efforts fournis par les partenaires financiers du pays pour l'accompagner dans la lutte contre les effets de la crise sécuritaire et pour la relance économique post-Covid-19.

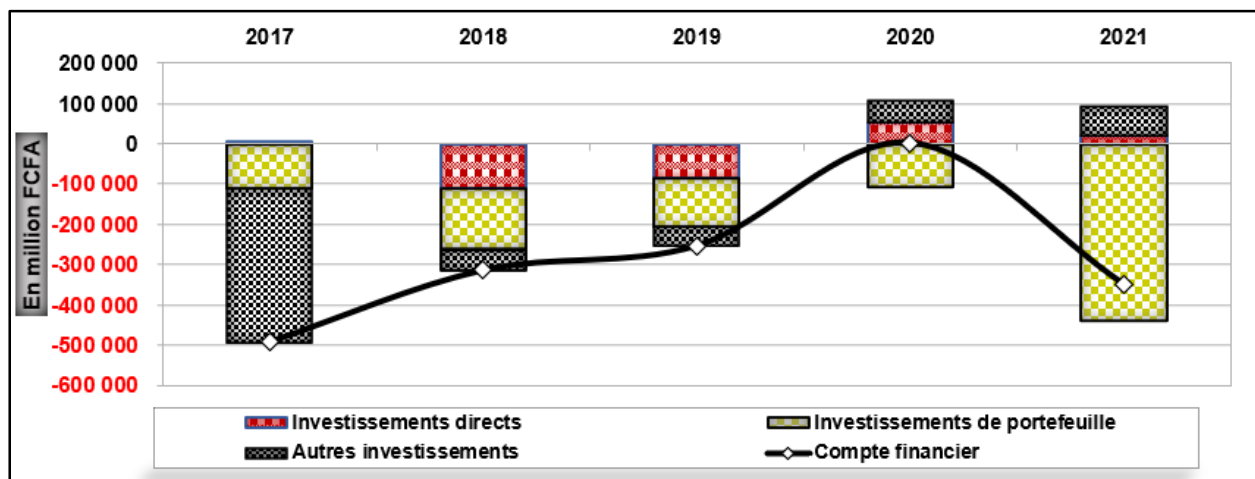
S'agissant des transferts en capital au profit des autres secteurs, ils ont enregistré une augmentation de 1.108 millions en 2021, correspondant à une hausse de 1,9% sur un an.

III- COMPTE FINANCIER

Le compte financier de la balance des paiements recense les variations nettes d'actifs et de passifs financiers issues des opérations d'investissements directs, d'investissements de portefeuille et des autres investissements, effectuées entre résidents et non-résidents. Un solde négatif traduit une entrée nette de capitaux et un solde positif reflète une sortie nette de capitaux.

En 2021, le flux des actifs et passifs financiers a enregistré des entrées nettes de capitaux de 374.498 millions, après des sorties de 8.475 millions en 2020, soit une variation de 366.024 millions. Cette évolution est imprimée par les effets conjugués de la progression des entrées de capitaux au titre des investissements de portefeuille de 334.716 millions (après des entrées de capitaux de 105.782 millions en 2020) et de la diminution des sorties de capitaux sous forme d'investissements directs à hauteur de 32.318 millions (après des sorties nettes de 52.746 millions en 2020). Parallèlement, les sorties de capitaux au titre des autres investissements ont progressé de 1.010 millions.

Graphique 15 : Evolution du compte financier



Source : BCEAO

3.1- Investissements directs étrangers

Les opérations d'investissements directs, c'est-à-dire les investissements étrangers dont le montant représente au moins 10,0% du capital de la société réceptrice, se sont soldées par des sorties nettes de ressources financières de 20.428 millions en 2021 (0,2% du PIB), après des entrées nettes de 52.746 millions (0,5% du PIB) en 2020, soit un repli de 32.318 millions. Les sorties d'IDE sont expliquées exclusivement par les transactions portant sur les instruments de dette qui se sont soldées par une sortie nette de capitaux de 53.231 millions, les échanges de titres de participation entre les entreprises résidentes et leurs maisons-mères ou autres sociétés apparentées non-résidentes s'étant traduits par des entrées de ressources financières (32.803 millions). La progression des opérations sur les titres de participation est imprimée par les réinvestissements de bénéfices dans les entreprises d'investissement direct pour 83.491 millions, les transactions directes sur les titres de participation par des non-résidents s'étant soldées par des sorties nettes à hauteur de 50.688 millions.

L'encours à fin décembre 2021 des IDE entrants au Burkina Faso s'est établi à 1.974.792 millions (en baisse de 2,2% par rapport à 2020), constitués à hauteur de 1.144.704 millions de titres de participation (soit 58,0% du total) et de 830.087 millions d'instruments de dette (soit 42,0%).

Les principaux pays de provenance des IDE entrants sous forme de participations sont le Canada, avec un encours de 350.570 millions (30,6% du total des participations entrant, en repli de 2,2% par rapport à 2020), la Russie avec un encours de 254.541 millions (22,2% du total, en hausse de 9,1%), le Mali avec un encours de 138.951 millions (12,1% du total, en baisse de 16,4%), la Côte d'Ivoire avec un encours de 126.655 millions (soit 11,1% du total, en accroissement de 13,1%), la France avec un encours de 121.122 millions (10,6% du total, en baisse de 4,3%), le Togo avec un encours de 68.390 millions (6,0% du total, en progression de 8,8%) et la Barbade avec un encours de 50.690 millions (4,4% du total, stable sur la période).

Ces participations sont majoritairement orientées vers les domaines d'activités que sont :

- l'exploitation minière avec un encours de 668.422 millions (58,4% du total des investissements sous forme de participations), en hausse de 9,3% ;
- l'activité d'intermédiation financière, d'assurance et retraite avec un encours de 303.834 millions (26,5% du total), en baisse de 0,5% ;
- l'industrie manufacturière avec un encours de 80.500 millions (7,0% du total), en recul de 7,6% ;
- le secteur des télécommunications avec un encours de 56.492 millions (soit 4,9% du total), en augmentation de 35,9% ;
- le commerce de gros et de détail avec un encours de 22.769 millions (soit 2,0% du total des investissements sous forme de participations), en diminution de 59,7%.

En ce qui concerne les IDE sous forme d'instruments de dette (dette contractée auprès d'une entité

détenant au moins 10% du capital de l'entreprise), le principal pays prêteur est le Canada avec un encours de 324.680 millions (soit 39,1% de l'encours total de la dette entre structures apparentées, en hausse de 8,7% sur un an). Il est suivi des Bermudes avec un encours de 223.100 millions (soit 26,9% du total, en progression de 11,2%), de la Barbade avec un encours de 75.101 millions, soit 9,0% du total, en baisse de 55,6%), de l'Australie avec un encours de 55.962 millions (soit 6,7% du total, en diminution de 47,5%), de l'Île Maurice avec un encours de 39.322 millions (soit 4,7% du total, dette contractée au cours de la période 2021) et du Royaume-Uni avec un encours de 33.6750 millions (soit 4,1% du total, en hausse de 4,1%).

Ces investissements entrant sous forme d'instruments de dette sont orientés essentiellement vers l'exploitation minière avec un encours de 760.344 millions (soit 91,6% du total des investissements sous forme d'instruments de dette, en baisse de 10,6%), suivie des secteurs du commerce de gros et de détails avec un encours de 19.226 millions (soit 2,3% du total, en baisse de 21,3%) et de la construction avec un encours de 18.541 millions (soit 2,2% du total, en hausse de 577,1%).

S'agissant des investissements directs réalisés par les entreprises burkinabè à l'étranger (IDE sortants), leur encours à fin décembre 2021 s'est établi à 85.130 millions de FCFA (en baisse de 21,9%), constitué à hauteur de 81.700 millions de titres de participation (soit 96,0% du total) et de 3.430 millions d'instruments de dette (soit 4,0%).

Les investissements sous forme de participations sont effectués essentiellement dans les pays de l'UEMOA, notamment le Sénégal (24.924 millions, soit 30,5% du total, en hausse de 27,2%), suivi du Mali (22.946 millions, soit 28,1% du total, en baisse de 9,1%), de la Côte d'Ivoire (14.683 millions, soit 18,0% du total, en repli de 14,3%), du Bénin (10,549 millions, soit 12,9% du total, stable sur les deux années) et du Togo (7.591 millions, soit 9,3% du total, en baisse de 24,8%).

Ces fonds propres sont détenus principalement dans des entreprises évoluant dans les domaines de l'intermédiation financière avec un encours de 63.076 millions (représentant 77,2% du total, en baisse de 2,9%) et de l'exploitation minière avec un encours de 17.076 millions (20,8% du total, stable par rapport à 2020).

Les créances sous forme d'IDE (créances des entités résidentes détenant plus de 10% du capital d'entités non résidentes) sur les non-résidents sont concentrées sur le Mali avec un encours de 1.185 millions (soit 34,5% du total, en baisse de 23,9%), la Côte d'Ivoire avec un encours de 1.135 millions (soit 33,1% du total, en recul de 37,0%) et le Niger (517 millions, soit 15,1% du total, en baisse de 54,9%).

Ces créances sous forme d'IDE ont été consentis au profit des entités évoluant principalement dans l'intermédiation financière, assurance et retraite avec un encours de 1.411 millions (correspondant à 41,1% du total, en recul de 66,7%), le commerce en gros et détails avec un encours de 1.253 millions (soit 36,7% du total, en baisse de 33,1%) et les industries manufacturières avec un encours de 532 millions (équivalant à 15,5% du total, en baisse de 59,6%).

3.2- Investissements de portefeuille

Les principales opérations enregistrées sous la rubrique « investissements de portefeuille » concernent les transactions sur les titres de participation dont la part détenue par des non-résidents représente moins de 10% du capital de l'entreprise, ainsi que les opérations sur les titres de créance.

Au cours de l'année 2021, les transactions sur les investissements de portefeuille se sont traduites par des entrées nettes de ressources de 440.498 millions (3,9% du PIB), après des entrées nettes de 105.782 millions (1,0% du PIB) enregistrées une année plus tôt, soit une augmentation de 334.716 millions. Cette évolution est attribuable à l'Administration publique, les transactions des acteurs privés résidents s'étant soldés par des sorties nettes de capitaux.

En effet, les entrées nettes de ressources relatives aux opérations sur titres du Trésor public burkinabè souscrits par les non-résidents en 2021 sont estimés à 483.427 millions contre 138.389 millions en 2020, soit une hausse de 345.037 millions (+249,3%). En ce qui concerne les transactions du secteur privé sur les titres de créances, elles ont occasionné des sorties nettes de ressources de 38.960 millions, après des sorties nettes de 44.455 millions en 2020. Cette évolution s'explique notamment par un moindre dynamisme des acteurs du secteur privé burkinabè sur le marché régional de titres publics.

3.3- Dérivés financiers

Le contrat de dérivés financiers est un instrument financier lié à un autre instrument, indice ou produit de base spécifique, négociable sur des marchés de gré à gré ou sur des marchés organisés, par lequel les entreprises peuvent se couvrir contre les risques de marché, de liquidité, de contrepartie ou politique.

Au cours de l'année 2021, comme les années antérieures, les entreprises burkinabè n'ont pas effectué de transactions sur les dérivés financiers.

3.4- Autres investissements

Les autres investissements concernent notamment les opérations relatives aux prêts et emprunts, y compris les crédits commerciaux.

Ces investissements ont enregistré des sorties nettes de capitaux à hauteur de 45.571 millions (0,4% du PIB), après des sorties nettes de 44.561 millions (0,4% du PIB) en 2020. Elles sont imputables exclusivement au secteur privé non bancaire, les transactions de l'Administration publique s'étant soldées par des entrées nettes de capitaux.

L'Administration publique a bénéficié d'entrées nettes de capitaux à hauteur de 350.337 millions, après des entrées de 272.398 millions en 2020, soit une progression de 28,6% imprimée par les financements extérieurs nets reçus. En effet, l'encours de la dette extérieure de l'Administration centrale est passé de 2.238.125 millions (21,7% du PIB) à fin décembre 2020 à 2.643.676 millions (23,4% du PIB) à fin 2021, soit un accroissement de 405.551 millions (+18,1%). Cette évolution s'explique par des décaissements⁷ de 337.292 millions, atténués par des amortissements de 72.533 millions, soit un financement net de 264.759 millions. En outre, les évolutions à fin décembre 2021 des taux de change des monnaies de libellé de la dette extérieure ont induit une augmentation théorique (perte de change théorique) de l'encours de la dette extérieure d'un montant de 54.870 millions.

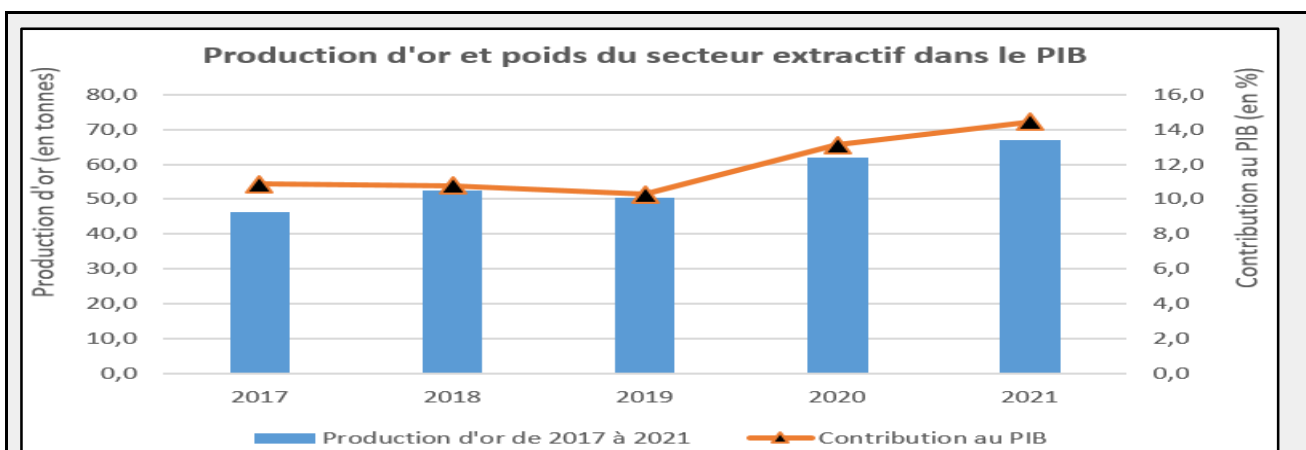
Les transactions au titre des autres investissements du secteur privé se sont soldées par des sorties nettes de capitaux de 395.908 millions, après des sorties nettes de 316.959 millions en 2020. Cet accroissement des sorties nettes est imputable notamment aux transactions sous forme de prêts, de crédits commerciaux et des autres comptes à payer vis-à-vis des non-résidents. Le bouleversement des transactions économiques induit par la Covid-19 expliquerait les baisses importantes de ce type d'engagements extérieurs.

Encadré 2 : Evolution récente de l'activité dans le secteur minier et répartition des détenteurs des mines en exploitation par nationalité

Depuis le boom minier déclenché à partir de 2008 avec les premières sociétés minières industrielles, l'activité extractive occupe une place prépondérante et croissante dans la création de valeur ajoutée nationale. Ainsi, en 2021, le secteur minier a contribué à hauteur de 14,4% à la formation du PIB, avec un poids moyen de 11,9% sur les cinq dernières années. La production industrielle d'or a progressé de manière continue, passant de 5,6 tonnes en 2008 à 67,0 tonnes en 2021. Au cours des quatre dernières années, elle s'est située au-dessus de 50 tonnes. Cette performance, en dépit de la crise sécuritaire, s'explique notamment par la bonne tenue du cours de l'or qui a atteint des niveaux historiques durant les périodes de fortes tensions internationales (Covid-19, crise russo-ukrainienne).

Outre l'or, le Burkina Faso exploite d'autres ressources minières telles que le zinc dont la production s'est affichée à 166.343 tonnes en 2021, contre 152.540 tonnes en 2020 (+8,3%).

⁷ Un montant de 85.922 millions est ajouté en ajustement pour corriger les décaissements opérés par la BID les six années antérieures et qui n'avaient pas été pris en compte, soit un montant moyen annuel de 14.320 millions.



Cette évolution des activités extractives impacte les comptes extérieurs sur plusieurs aspects :

- ❖ elles ont un impact immédiat sur la balance de biens et services à travers les exportations qu'elle dégage et les importations de services et de biens d'équipement nécessaires au développement des projets miniers ;
- ❖ le compte financier du pays est fortement influencé par les flux d'investissements directs étrangers sous forme de prise de participations et à travers les emprunts extérieurs importants pour la construction des mines industrielles ;
- ❖ le développement minier entraîne d'importantes sorties de capitaux en rémunération des capitaux étrangers, sous forme d'intérêts sur les emprunts et sous forme de rapatriements de dividendes.

La composition de l'actionnariat de ces sociétés détermine en grande partie l'impact consolidé du secteur sur les comptes extérieurs. De façon générale, l'essor du secteur, précédé par des entrées de capitaux au titre du compte financier, se traduit ensuite par une amélioration de la balance commerciale. Il s'ensuit une sortie des capitaux préalablement mobilisés (remboursement de principal) et des paiements de revenus en rémunération de ces capitaux (intérêts et dividendes).

Ainsi, lorsque l'actionnariat des sociétés est majoritairement étranger et que les emprunts sont essentiellement contractés à l'étranger auprès ou par le canal des maisons mères, l'essor de l'activité minière pourrait se traduire en définitive par des sorties nettes de capitaux.

L'analyse du paysage minier du Burkina Faso indique qu'en 2022, le pays compte dix (10) mines industrielles d'or en production et une (01) mine de zinc (en suspension après une inondation en avril 2022), huit (08) mines en construction et vingt sept (27) projets d'exploration minière à des étapes avancées.

Le secteur est animé principalement par des sociétés dont les maisons mères sont étrangères pour la plupart et installées principalement dans cinq pays que sont le Canada, la Russie, la Turquie, l'Inde et l'Australie.

➤ **les sociétés canadiennes (avec 40,9% des permis d'exploitation)**

Le Canada est le premier pays détenteur de projets miniers en exploitation au Burkina avec le groupe Endeavour Mining à travers ses cinq (05) filiales en production (Houndé Gold, Bouere-Dohoun, Wahghion Gold, Semafo Boungou et Semafo Burkina). Ce groupe détient également trois projets miniers en phase de maturité (Kari, Nabanga et Bantou) et plus d'une dizaine de permis d'exploration dans le pays.

Outre le groupe Endeavour, quatre autres sociétés canadiennes détiennent des sociétés minières en production au Burkina Faso. Il s'agit du groupe Trevali Mining Corporation qui détient la mine de zinc Nantou Mining jusqu'à sa mise en liquidation, du groupe Roxgold qui détient la mine Roxgold Sanu, du groupe Orezone Inc qui a acquis la mine Orezone Bomboré, et du groupe lamgold Corporation qui contrôle lamgold Essakane, premier producteur du pays.

➤ **les sociétés russes (avec 18,2% des permis d'exploitation)**

Le groupe russe NordGold est le deuxième producteur d'or au Burkina Faso avec trois mines en production (Samtenga, BISSA GOLD et SOMITA) et une en construction (NordGold Yimiougou SA). Il

détient également trois projets miniers (Yéou, Batié et Pouytenga) ;

➤ **les sociétés turques (avec 18,2% des permis d'exploitation)**

Le groupe turc AVESORO RESOURCE détient trois (03) mines industrielles dont NETIANA et OUARE en construction et BMC en arrêt ;

➤ **les sociétés indiennes (avec 9,1% des permis d'exploitation)**

Le groupe indien BALAJI détient la mine de Kalsaka en construction et celle d'Inata en arrêt ;

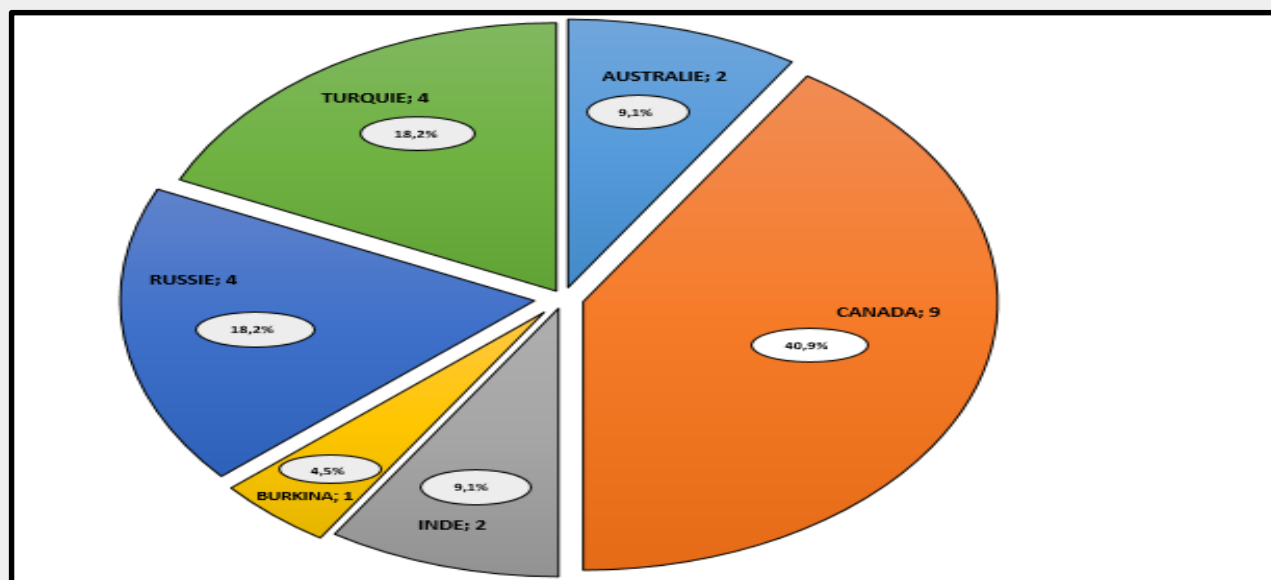
➤ **les sociétés australiennes (avec 9,1% des permis d'exploitation)**

Le groupe australien WEST AFRICAN RESOURCES LTD détient la mine en production de SOMISA et celle de Kiaka Gold en construction ;

➤ **la société burkinabè (représentant 4,5% des permis d'exploitation)**

Le groupe burkinabè Néré Mining a acquis en mars 2022 la mine Karma qui était précédemment détenue par le groupe Endeavour Mining.

Graphique : Répartition des permis d'exploitation par nationalité des sociétés mères



Les projets miniers à capitaux nationaux sont majoritairement constitués des mines semi-mécanisées. Seules les participations octroyées à l'Etat (10%) dans le capital social des grandes mines et la société contrôlant la mine KARMA rachetée en mars 2022 par le groupe burkinabè NERE MINING sont détenues par les nationaux.

IV- CAPITAUX MONETAIRES

Le solde de la balance des capitaux monétaires traduit l'incidence des transactions extérieures des secteurs public et privé non bancaires sur les actifs et engagements extérieurs des institutions de dépôts.

4.1- Actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale

Les principaux actifs extérieurs recensés au niveau de la Banque Centrale sont les avoirs de réserve, c'est-à-dire les avoirs extérieurs mis à la disposition ou sous le contrôle des autorités monétaires. Le poste « avoirs de réserve » enregistre les variations intervenues au niveau des avoirs en DTS, de la position de réserve au FMI et des avoirs en devises (sous forme de billets externes ou d'avoirs en compte auprès des institutions bancaires étrangères). Les engagements portent sur les recours aux crédits du FMI et les engagements vis-à-vis des banques et institutions étrangères.

Les actifs extérieurs nets de la Banque Centrale se sont accrus de 257.603 millions en 2021 pour s'établir à 467.416 millions, après un accroissement de 124.363 millions en 2020. Cette progression

des actifs extérieurs nets de la BCEAO est portée par la contraction de ses engagements extérieurs bruts (-173.300 millions, soit -24,6%), accentuée par l'accroissement de ses actifs extérieurs bruts (+84.303 millions, soit +7,6%) attribuable à la contrepartie en FCFA de l'allocation générale de DTS par le FMI en août 2021 pour un montant de 91.630 millions. Un ajustement lié aux fluctuations de change de 4.351 millions a également impacté l'évolution des AEN de la BCEAO. L'encours des crédits et prêts du FMI mobilisés en soutien au Gouvernement s'est réduit de 3,5% pour s'établir à 199.458 millions.

Tableau 7 : Evolution des actifs et engagements extérieurs de la Banque Centrale
(en millions de FCFA)

Postes	31 déc. 2020	Autres flux	31 déc. 2021	Var. en niveau	var. relative
ACTIFS	970 177	-10 380	1 044 099	84 303	7,6%
Position de réserve au FMI	13 343	-949	21 906	9 512	64,2%
Droits de tirage spéciaux (DTS)	118 485	-9 431	217 583	108 528	83,6%
Numéraires et dépôts : créances sur les autorités monétaires	2 276	0	575	-1 701	-74,7%
Numéraires et dépôts : créances sur les autres institutions	836 072	0	804 035	-32 036	-3,8%
ENGAGEMENTS	764 714	-14 732	576 683	-173 300	-24,6%
Crédits et prêts du FMI (autres que les réserves)	206 741	-8 645	199 458	1 362	-3,5%
Droits de tirage spéciaux (DTS)	44 717	-6 086	140 416	101 785	214,0%
Numéraires et dépôts détenus	193 814	0	236 808	42 994	22,2%
Autres comptes à payer	319 442	0	1	-319 441	-100,0%
Actifs extérieurs nets	205 462	4 351	467 416	257 603	127,5%
Variations des Actifs extérieurs nets	124 363		257 603		

Source : BCEAO

(*) Les autres flux concernent les changements des actifs et passifs financiers dus à d'autres causes que des transactions entre résidents et non-résidents. Il s'agit de l'annulation unilatérale d'une dette par le créancier, des gains et pertes de détention (variations de taux de change et de prix), et des reclassements.

4.2- Actifs et engagements extérieurs des autres institutions de dépôts

La position extérieure nette des Autres Institutions de Dépôts correspond au solde de leurs actifs et engagements extérieurs bruts.

L'évolution des différentes composantes de la position extérieure nette des AID fait ressortir une hausse de leurs actifs extérieurs bruts qui passent de 2.089.880 millions à fin décembre 2020 à 2.455.932 millions à fin décembre 2021, soit une progression de 17,5% (+366.052 millions), accentuée par le repli de leurs engagements extérieurs bruts de 25.082 millions (-8,0%) sur la même période. Ainsi, les actifs extérieurs nets des AID ont progressé de 391.134 millions en 2021, après un accroissement de 346.389 millions en 2020.

Tableau 8 : Evolution des actifs et engagements des AID

(en millions de FCFA)

Postes	31 déc. 2020	Autres flux	31 déc. 2021	Var. en niveau	var. relative
ACTIFS	2 089 880	0	2 455 932	366 052	17,5%
ENGAGEMENTS	311 678	0	286 596	-25 082	-8,0%
Actifs extérieurs nets	1 778 202	0	2 169 336	391 134	22,0%
Variations des Actifs extérieurs nets	346 389		391 134		

Source : BCEAO

La variation des actifs extérieurs nets de l'ensemble des institutions monétaires d'une année à l'autre constitue le solde de la balance des paiements et correspond à la somme algébrique des variations des actifs extérieurs nets de la Banque Centrale et des autres institutions de dépôts.

Les opérations courantes et de capital avec les non-résidents ont dégagé un excédent de financement (572.670 millions) qui a été renforcé par les entrées de capitaux enregistrées au niveau des transactions financières (80.389 millions). Ces évolutions se sont traduites par un solde global excédentaire de la balance des paiements, qui vient consolider le stock d'actifs extérieurs à la disposition de la Banque Centrale. En effet, le solde de la balance des paiements, qui correspond à la variation des actifs extérieurs nets des institutions de dépôts, après prise en compte des autres changements des actifs et passifs financiers, est ressorti à +648.737 millions en 2021 (5,7% du PIB), après un solde de +470.752 millions (4,6% du PIB) un an auparavant.

V- POSITION EXTERIEURE GLOBALE

5.1- Evolution de la position extérieure globale nette

Contrairement au compte financier de la balance des paiements qui recense les flux d'actifs et d'engagements extérieurs au cours de l'année, la PEG retrace les stocks d'actifs financiers et d'engagements au 31 décembre de chaque année. Elle traduit la situation patrimoniale de l'économie par rapport au reste du monde, à savoir les actifs financiers des résidents sur l'extérieur et l'or physique détenu comme avoirs de réserve, diminués de leurs engagements à l'égard des non-résidents.

A fin décembre 2021, la PEG du Burkina Faso est ressortie débitrice de 3.860.229 millions (-34,2% du PIB nominal), contre -4.065.009 millions (-39,4% du PIB) un an plus tôt, en atténuation de 5,0% imprimée par un accroissement du stock d'actifs financiers plus important que celui du stock de passifs.

En effet, les actifs ont enregistré une progression de 9,6%, passant de 6.966.189 millions (67,6% du PIB) à fin 2020, à 7.635.244 millions au 31 décembre 2021, représentant 67,6% du PIB. Cette progression est imprimée notamment par les investissements de portefeuille (+14,3%), la monnaie fiduciaire et les dépôts (+23,9%), les crédits commerciaux (+11,7%) et les autres comptes à recevoir (+1,9%), les investissements directs à l'étranger (-21,9%) ainsi que les prêts accordés par les institutions financières de la place aux non-résidents (-4,8%) ayant enregistré des replis. La forte progression des investissements de portefeuille (+393.601 millions) est liée principalement à la souscription des banques de la place aux titres publics des autres Etats de l'Union (+483.427 millions).

Les avoirs de réserve se sont établis à 1.044.099 millions au 31 décembre 2021, après une réalisation de 970.177 millions à fin 2020, correspondant à une progression de 7,6% imprimée principalement par les avoirs en DTS (+83,6%).

Quant aux passifs, ils ont enregistré une progression de 4,2%, passant de 11.031.198 millions à fin 2020 (soit 107,0% du PIB), à 11.495.473 millions au 31 décembre 2021, (soit 101,8% du PIB). Cette évolution est attribuable principalement à l'accroissement des passifs sous forme d'investissements de portefeuille (+18,2%), de prêts (+8,9%), de la contrepartie des allocations de DTS par le FMI (+214,0%) ainsi que de la monnaie fiduciaire et des dépôts (+10,4%), atténué par le repli des autres comptes à payer vis-à-vis des non-résidents (-34,9%), des crédits commerciaux (-12,0%) et des investissements directs (-2,2%).

5.2- Ventilation sectorielle de la position extérieure globale nette

La PEG nette de la Banque Centrale est ressortie créditrice de 279.385 millions au 31 décembre 2021, après un excédent de 205.462 millions à fin 2020. Celle des autres institutions de dépôts est passée de +1.778.202 millions à fin 2020 à +2.169.336 millions à fin 2021. S'agissant de l'Administration centrale, sa PEG nette est ressortie déficitaire de 4.105.494 millions, en détérioration de 27,5% sur un an. La PEG débitrice des autres secteurs s'est établie à 2.203.456 millions, en amélioration de 22,1%.

5.3- Structure géographique de la position extérieure globale nette

La PEG nette du Burkina Faso vis-à-vis des autres pays de l'UEMOA est ressortie créditrice de 369.098 millions à fin décembre 2021, après un excédent de 433.580 millions à fin décembre 2020. Elle s'est située à -886.025 millions vis-à-vis de la zone euro et à -3.343.302 millions par rapport aux autres pays du monde, après des positions débitrices respectives de 920.891 millions et -3.577.697 millions en 2020.

CONCLUSION

L'année 2021 a été marquée par une reprise de l'activité économique mondiale au rythme de 6,0%, après une récession en 2020 (-3,1%), en liaison avec le regain de dynamisme de la demande, induit par la réouverture des économies et les soutiens budgétaires et monétaires. Le cours moyen mondial de l'or, premier produit d'exportation du Burkina Faso, a enregistré un repli en FCFA (-1,5%), expliqué par la baisse du cours du dollars face au FCFA (-3,7%), en dépit de la hausse du cours international exprimé en dollar des Etats-Unis d'Amérique (+1,7%).

L'économie burkinabè a enregistré une accélération de son rythme de croissance à 6,9% en 2021, après 1,9% en 2020. C'est dans ce contexte que la balance des paiements a dégagé un solde excédentaire de 648.737 millions au titre de l'année 2021, après un excédent de 470.762 millions enregistré en 2020.

Le solde structurellement déficitaire de la balance courante avant 2020, est demeuré excédentaire malgré sa contraction de 280.421 millions en 2020 à 69.395 millions en 2021, en lien principalement avec les exportations d'or non monétaire qui se sont accrues de 5,3%. Les exportations de marchandises générales ont également progressé de 32,9%, en lien avec l'importante augmentation des ventes à l'extérieur de coton (+68,9%) et des fruits comestibles (+49,6%), les expéditions des céréales ayant au contraire baissé (-86,3%). Le solde déficitaire des services s'est détérioré de 10,0% sous l'impulsion de la hausse des importations de services de transport de marchandises, dictée par l'augmentation (+10,1%) des importations en 2021.

Le compte du revenu primaire s'est creusé de 60,1% en 2021 pour s'établir à -512.020 millions. Cette dégradation est expliquée notamment par la progression des revenus nets payés aux non-résidents au titre des revenus des investissements (+230.800 millions).

Le compte du revenu secondaire s'est détérioré sous l'effet de la baisse de l'aide d'assistance et de secours d'urgence mobilisée par l'Etat en soutien à la riposte contre la Covid-19.

Le solde de ces transactions courantes s'est établi à +0,4% du PIB, après une réalisation de +2,6% en 2020.

Le compte de capital a, quant à lui, affiché un solde excédentaire de 235.720 millions, en augmentation de 19,5% par rapport à 2020. Cette amélioration est imprimée notamment par la hausse des transferts en capital sous forme de dons projets au profit de l'Administration publique (+19,5%).

En 2021, le flux de transactions sur les actifs et les passifs financiers se sont soldés par des entrées nettes de 374.498 millions, après des sorties nettes de 8.475 millions en 2020. Cette évolution provient notamment des effets conjugués de la progression des entrées de capitaux au titre des investissements de portefeuille et de la diminution des sorties de capitaux sous forme d'investissements directs.

S'agissant de la position extérieure globale, elle est ressortie débitrice à -34,2% du PIB, contre -39,4% un an plus tôt, en raison d'un accroissement du stock d'actifs financiers plus important que celui du stock de passifs.

Afin de contenir les déficits des balances des services et du revenu primaire, les actions de politique économique ci-après pourraient être encouragées. Il s'agit notamment :

- ✓ d'élaborer et mettre en œuvre une stratégie visant à accroître l'investissement et le financement national dans le secteur minier de sorte à maîtriser davantage son incidence sur l'évolution du compte du revenu primaire ;
- ✓ de susciter le développement des activités de raffinage en vue, d'accroître la valeur ajoutée locale du secteur minier et de limiter les non-déclarations des exportations d'or ;
- ✓ de mettre en œuvre des mesures incitatives en faveur du renforcement des moyens des acteurs nationaux du secteur de l'assurance ;
- ✓ de diversifier et intensifier l'offre locale de produits alimentaires, des biens manufacturés et de ceux destinés à l'exportation, par le développement des chaînes de valeurs des filières bétail et viandes, fruits et légumes, lait, sésame et riz, à travers la création d'unités de production et de transformation ;
- ✓ de renforcer la politique d'industrialisation dans les domaines agro-alimentaires et du textile en vue

de la transformation des produits de base et soutenir l'élargissement de la base des exportations, dans la perspective de saisir les opportunités offertes par la Zone de libre-échange continentale Africaine (ZLECAf).

ANNEXES

Sommaire des annexes

Annexe 1 : Glossaire	33
Annexe 2 : Méthodologie de la sixième édition du manuel de la Balance des Paiements et de la Position extérieure globale dans les pays membres de l'UEMOA	38
Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions 2020(Présentation résumée)	43
Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions 2020(Optique BCEAO)	44
Annexe 5 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 1/8	45
Annexe 6 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions	53
Annexe 7 : Compte de transactions courantes	54
Annexe 8 : Compte de biens et services	54
Annexe 9 : Compte de biens	54
Annexe 10 : Evolution des exportations de biens	55
Annexe 11 : Exportations par principaux produits	55
Annexe 12 : Ventilation géographique des exportations de marchandises	56
Annexe 13 : Evolution des importations de biens	57
Annexe 14 : Importations par principaux produits	57
Annexe 15 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2020	57
Annexe 16 : Ventilation géographique des importations de marchandises	58
Annexe 17 : Evolution de la balance des services	59
Annexe 18 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2020	59
Annexe 19 : Evolution du compte du revenu primaire	59
Annexe 20 : Evolution du compte du revenu secondaire	59
Annexe 21 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2020	60
Annexe 22 : Evolution du compte de capital	60
Annexe 23 : Evolution du compte financier	60
Annexe 24 : Variation de la position extérieure globale nette entre le 31 décembre 2019 et le 31 décembre 2020	61
Annexe 25 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin décembre 2020	62
Annexe 26 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin décembre 2020	63

Annexe 1 : Glossaire

A

■ **Actifs ou avoirs extérieurs nets (AEN)**

Les AEN correspondent à la différence entre les actifs extérieurs bruts des institutions de dépôts et leurs engagements extérieurs.

■ **Actifs non financiers non produits**

Cette catégorie correspond aux ressources naturelles (terrains vendus aux ambassades, droits d'exploitation du sous-sol, droits d'exploitation forestière, eaux, droits de pêche, espace aérien et spectre électromagnétique), aux contrats, baux et licences, ainsi qu'aux actifs de commercialisation et de survaleur (marques et modèles déposés, logos, noms de domaine, etc.) achetés ou vendus.

■ **Administration publique**

Le secteur des administrations publiques regroupe l'État, les organismes divers d'administration centrale, les collectivités locales et les organismes de sécurité sociale.

■ **Autres institutions de dépôts ou institutions de dépôts à l'exception de la banque centrale**

Ce sont les intermédiaires financiers qui disposent de passifs sous forme de dépôts ou d'instruments financiers assimilables à des dépôts.

■ **Autres investissements (prêts et emprunts)**

Les « Autres investissements » composent une rubrique du compte financier qui englobe toutes les opérations sur les actifs et passifs financiers vis-à-vis des non-résidents qui ne relèvent ni des investissements directs, ni des investissements de portefeuille, ni des instruments financiers dérivés, ni des avoirs de réserve. En pratique, cela recouvre, pour l'essentiel, les dépôts auprès des banques, ainsi que les opérations de prêts et emprunts entre banques le plus souvent, mais aussi effectuées par des administrations publiques, des sociétés d'assurances, des entreprises, et des fonds d'investissement de toute nature.

■ **Autres secteurs**

La rubrique « Autres secteurs » enregistre les opérations effectuées par des agents économiques autres que la banque centrale, les administrations publiques et les institutions financières monétaires. Il s'agit des autres sociétés financières (sociétés d'assurance, entreprises d'investissement, sociétés de financement, organismes de placement collectif (OPC) – sauf les OPC monétaires qui sont classés parmi les institutions financières monétaires), des entreprises industrielles et commerciales, des ménages et entrepreneurs individuels. Ce secteur résiduel comprend enfin les institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM) comme les associations ou les fondations.

■ **Avoirs de réserve**

Les avoirs de réserve sont les avoirs extérieurs qui sont à la disposition immédiate de la banque centrale dont elle peut disposer immédiatement pour répondre à des besoins de financement de la balance des paiements, pour intervenir sur les marchés des changes afin d'influer sur le taux de change, ainsi que pour d'autres besoins connexes (par exemple maintenir la confiance dans la monnaie et dans l'économie et permettre d'emprunter à l'étranger). Ils sont constitués des créances brutes en or monétaire et en devises, y compris sous forme de titres émis par des non-résidents, des avoirs en droits de tirage spéciaux (DTS) et de la position nette de réserve au FMI.

B

■ **Balance des paiements**

La balance des paiements est un document statistique élaboré sous forme comptable, élément de la comptabilité nationale recensant les flux de biens, de services, de revenus, de transferts de capitaux, et les flux financiers que les résidents d'un pays dans leur ensemble (particuliers, entreprises ou État) entretiennent avec ceux du reste du monde.

Par construction, la balance des paiements est toujours équilibrée, aux erreurs et omissions près, car les opérations sont enregistrées selon le principe de la comptabilité en partie double. En effet, aucun échange ne peut avoir lieu sans avoir été financé. Par contre, les soldes intermédiaires (des sous-

balances) peuvent être excédentaires ou déficitaires. Ainsi, on dit couramment, par abus de langage, que la balance des paiements est en déficit (ou en excédent) lorsqu'on veut dire en réalité que la balance des transactions courantes (ou parfois la balance commerciale) est déficitaire (importations plus importantes) ou excédentaire (exportations plus importantes)

■ **Bénéfices réinvestis**

Les bénéfices réinvestis sont la partie non distribuée et mise en réserve des résultats opérationnels courants après impôts des filiales et participations revenant à l'investisseur direct.

■ **Biens**

Les biens sont des actifs physiques produits sur lesquels des droits de propriété peuvent être établis et dont la propriété économique peut être transférée d'une unité institutionnelle à une autre par le biais de transactions.

C

■ **Compte de capital**

Le compte de capital enregistre les transferts en capital, c'est-à-dire les opérations qui donnent lieu au transfert de propriété d'un actif fixe (dons pour investissement, indemnités d'assurance dommage, etc.) ou à la remise d'un engagement par le créancier sans que rien ne soit reçu en échange (remises de dettes, pertes sur créances, aides à l'investissement, etc.) ainsi que les acquisitions/cessions d'actifs non financiers non produits.

■ **Court terme**

Pour les statistiques de balance des paiements, le court terme correspond à une échéance inférieure ou égale à un an (échéance « à l'origine », c'est-à-dire au moment où l'opération financière est engagée, par différence avec la notion d'échéance « résiduelle »).

■ **Crédits commerciaux et avances**

Les crédits commerciaux et avances recouvrent les financements accordés par les entreprises résidentes à des clients non-résidents (avoirs) ou par les non-résidents à des entreprises résidentes (engagements), quelle que soit l'échéance de ces crédits, ainsi que les avances payées à la commande. Les crédits commerciaux et avances surviennent lorsque le paiement des biens et services n'est pas effectué en même temps que le transfert de propriété d'un bien ou la fourniture d'un service. Les crédits commerciaux entre sociétés ayant une relation d'investissement direct figurent à la rubrique « Investissements directs » ; les autres crédits commerciaux sont enregistrés sous la rubrique « Autres investissements ».

■ **Crédit intérieur**

Le crédit intérieur est constitué de l'ensemble des créances détenues par le système bancaire sur l'Etat (position nette du Gouvernement) et les unités institutionnelles résidentes privées (crédit à l'économie).

D

■ **Dettes extérieures**

C'est l'ensemble des passifs sous forme de dette des résidents d'une économie envers des non-résidents. La dette extérieure brute se compose des seuls passifs financiers vis-à-vis des non-résidents en instruments de dette (titres du marché monétaire, obligations, emprunts), ce qui exclut notamment les actions et les instruments financiers dérivés. On soustrait de la dette extérieure brute les actifs financiers des résidents pour calculer la dette extérieure nette, qui se compose des positions nettes en instruments de dette.

■ **Dettes intérieures**

Elle est composée des dettes contractées par les unités institutionnelles résidentes auprès d'acteurs résidents dans le pays.

■ **Droits de tirage spéciaux**

Les droits de tirage spéciaux (DTS) sont des avoirs de réserve internationaux créés par le FMI et alloués à ses pays membres pour compléter les réserves officielles dont ils disposent déjà. Le DTS

est constitué d'un panier de devises librement utilisables (dollar américain, euro, livre sterling et yen). Depuis le 1^{er} octobre 2016, la monnaie chinoise, le renminbi (RMB) ou yuan, a été incluse dans les DTS.

E

■ Envois de fonds des travailleurs

Les envois de fonds des travailleurs reprennent les montants transférés au Burkina Faso par des travailleurs non-résidents et vice versa. Les envois de fonds des travailleurs figurent dans la rubrique « Revenus secondaires ».

■ Erreurs et omissions

En principe, les comptes de la balance des paiements sont équilibrés, mais, dans la pratique, des déséquilibres sont causés par les imperfections des données-source et des méthodes d'établissement des statistiques. Calculés par soustraction, les erreurs et omissions sont par construction égales à la différence entre le solde du compte financier d'une part, la somme des soldes du compte de capital et du compte de transactions courantes d'autre part.

I

■ Indices BRVM 10 et BRVM Composite

L'indice BRVM 10 est composé des dix valeurs les plus actives du marché des actions de la BRVM. Il est révisé trimestriellement.

L'indice BRVM Composite retrace l'évolution de toutes les actions cotées, y compris celles du BRVM 10. Un indice boursier est une mesure statistique calculée par le regroupement des valeurs des titres de plusieurs sociétés cotées.

■ Intérêt

Les intérêts constituent une forme de revenu de la propriété que reçoivent les propriétaires de certains actifs financiers (dépôts, titres autres que les actions, crédits, autres comptes à recevoir). Ils s'enregistrent sur la base des « droits constatés ».

■ Investissement de Portefeuille

Les investissements de portefeuille comprennent toutes les opérations sur titres négociables entre résidents et non-résidents (achats à l'émission, négociations et remboursements), à l'exception des opérations comprises au sein des investissements directs, des avoirs de réserve et des instruments financiers dérivés. Ils sont détenus sous forme de titres de participation et de titres de créance à long et à court terme.

■ Investissements directs

Les investissements directs couvrent les opérations effectuées par des investisseurs résidant dans une économie afin d'acquérir, d'accroître ou de liquider un intérêt durable dans une entreprise résidant dans une autre économie et de détenir ou de liquider une influence dans sa gestion.

■ ISBLSM

L'ISBLSM est un sigle signifiant en économie (plus particulièrement pour la comptabilité nationale) Institution sans but lucratif au service des ménages.

L

■ Long terme

Pour les statistiques de balance des paiements, le long terme correspond à une échéance initiale supérieure à un an.

R

■ Résidence

La résidence de toute unité institutionnelle est le territoire économique avec lequel elle entretient la relation la plus importante; elle peut être exprimée comme le lieu où se trouve le centre d'intérêt

économique prédominant, indifféremment de la nationalité.

■ **Revenu d'investissement**

Les revenus des investissements correspondent aux recettes ou paiements afférents aux avoirs ou engagements financiers extérieurs. Ils sont décomposés en fonction de la nature des opérations financières auxquelles ils se rattachent (revenus d'investissements directs, revenus d'investissements de portefeuille, revenus des autres investissements et revenus des avoirs de réserve). Les revenus des investissements constituent une rubrique du compte de transactions courantes.

■ **Revenu primaire**

Les revenus primaires représentent les flux qui reviennent aux agents économiques pour leur participation au processus de production (rémunérations des salariés), pour la fourniture d'actifs financiers (revenus d'investissement) ou pour la location de ressources naturelles (loyers). Les impôts et subventions sur les produits et la production sont également inclus dans les revenus primaires.

■ **Revenu secondaire**

Les revenus secondaires retracent les transferts courants entre résidents et non-résidents. Un transfert est une écriture qui correspond à la fourniture d'un bien, d'un service, d'un actif financier ou d'un autre actif non produit sans la contrepartie d'un élément de valeur économique. Les transferts courants sont tous les transferts qui ne constituent pas des transferts en capital.

S

■ **Services**

Contrairement aux biens, pour lesquels les activités de production et de commercialisation sont nettement séparées, les échanges de services sont étroitement liés à leur production. Les échanges de services incluent les transports et les voyages.

T

■ **Transactions courantes**

Le compte des transactions courantes retrace les flux de biens, services, revenu primaire et revenu secondaire entre le Burkina Faso et le reste du monde. Son solde est égal à la différence entre les exportations et revenus à recevoir et les importations et revenus à payer par les résidents.

■ **Transports**

Cette ligne enregistre les transactions déclarées au titre de l'acheminement des marchandises et des transports de passagers, les frais associés à l'exception de l'avitaillement et une estimation de la part des frais d'expédition contenus dans les transactions de marchandises. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées sous la ligne « voyages », mais avec les services de transport. À l'inverse, les transports intérieurs effectués par les non-résidents et les transports à l'intérieur d'un pays étranger effectués par les résidents sont inclus dans les voyages.

V

■ **Voyages**

La rubrique « Voyages » retrace les dépenses des personnes physiques lors de leurs déplacements à l'étranger. Au crédit, figurent l'ensemble des dépenses au Burkina Faso des personnes physiques non-résidentes effectuées au titre de leurs frais de séjour de durée inférieure à un an ainsi que les frais engagés au titre des services personnels (de santé, de scolarité, etc.) acquis auprès des résidents. Au débit, figurent les dépenses de même nature effectuées à l'étranger par des résidents. Les dépenses et recettes de transport liées aux voyages internationaux ne sont pas enregistrées dans la ligne « Voyages », mais avec les services de transport.

U

■ **Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)**

L'UEMOA compte 8 pays membres : Bénin, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Guinée-Bissau, Mali, Niger, Sénégal et Togo.

■ Union Européenne (UE)

L'Union européenne compte actuellement 28 pays (Etats membres) : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, la Bulgarie, Chypre, la Croatie, le Danemark, l'Espagne, l'Estonie, la Finlande, la France, la Grèce, la Hongrie, l'Irlande, l'Italie, la Lituanie, la Lettonie, le Luxembourg, Malte, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la République tchèque, la Roumanie, la Slovaquie, la Slovénie et la Suède.

Z**■ Zone Euro**

C'est une zone monétaire qui regroupe les pays de l'Union européenne qui ont adopté l'euro (EUR, €) comme monnaie unique. Sur les 28 États membres de l'UE, 19 utilisent l'euro : Allemagne, Autriche, Belgique, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, Grèce, Slovénie, Chypre, Malte, Slovaquie, Estonie, Lettonie et Lituanie.

=====

Annexe 2 : Méthodologie de la sixième édition du manuel de la Balance des Paiements et de la Position extérieure globale dans les pays membres de l'UEMOA

La confection de la balance des paiements des Etats membres de l'UEMOA a été confiée à la BCEAO aux termes des dispositions du Traité de l'UMOA et des Statuts de la BCEAO. A cet égard, la Banque Centrale s'est dotée d'un dispositif d'élaboration des comptes extérieurs, qu'elle révisé régulièrement pour l'adapter à l'environnement des pays de l'Union et aux normes internationales.

L'élaboration des comptes extérieurs s'appuyait sur un cadre de collecte de données mis en place depuis 1996, suivant la méthodologie du MBP5. Le dispositif de l'Union est basé sur des enquêtes annuelles, complétées par des sources hors enquêtes, dont les résultats sont compilés dans une application informatique dédiée au calcul de la balance des paiements.

Avec l'entrée en vigueur de la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale (MBP6), publiée en 2008, par le FMI, les Autorités de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest ont exprimé leur volonté d'engager des actions en vue de l'adoption de cette méthodologie. A cet égard, une note d'orientation a été élaborée et soumise à leur attention en octobre 2010. Cette note décrit notamment les principaux changements à apporter au dispositif régional, assorti d'un chronogramme de travail étalé sur la période 2011 et 2012.

1. RAPPEL DES MOTIVATIONS DE LA REFORTE DU DISPOSITIF SOUS REGIONAL

La refonte du dispositif sous-régional de l'UEMOA a été principalement motivée par l'entrée en vigueur de la méthodologie de la sixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale, dont l'introduction vise :

- à prendre en compte les développements récents liés à la mondialisation des échanges, notamment l'accélération des mouvements de capitaux et de la main d'œuvre, les innovations financières et technologiques ainsi que la multiplication des regroupements économiques et monétaires régionaux ;
- au renforcement de l'intégration avec les autres comptes statistiques introduits ou révisés après l'entrée en vigueur du MBP5 (SCN2008, MSFM2008, dette extérieure, IDE, dérivés financier, etc.).

Outre les changements induits par l'introduction de la sixième édition du Manuel du FMI, la refonte du dispositif d'élaboration de la balance des paiements de l'Union vise également l'amélioration du cadre de collecte et d'analyse des données, en vue notamment :

- d'adapter et renforcer le cadre d'analyse de la ventilation géographique et sectorielle des données ;
- d'améliorer le cadre de suivi des données sur les positions d'actifs et de passifs financiers, en vue d'assurer une meilleure cohérence entre les flux de balance des paiements et les variations de la Position Extérieure Globale ;
- d'améliorer le champ de couverture des enquêtes pour les balances des paiements nationales et la balance des paiements régionale.

2. DEROULEMENT DES TRAVAUX ET PRINCIPAUX CHANGEMENTS OPERES

2.1 Déroulement des travaux

Les travaux se sont étalés sur la période 2011-2012 selon une approche participative, avec l'implication en amont des Directions Nationales et des Directions des Services Centraux de la Banque, ainsi que l'appui d'une équipe d'assistance technique du FMI. A cet effet, un Groupe de Travail comprenant toutes les structures internes de la Banque Centrale, impliquées dans les travaux de confection de la balance des paiements a été créé. En outre, les Autorités de la Banque ont sollicité et obtenu du FMI, une mission d'assistance technique pour accompagner la BCEAO dans le passage à l'utilisation de la sixième édition du Manuel du FMI.

Tout au long du processus, les documents produits par le Service de la Balance des Paiements logé au sein de la Direction des Statistiques, qui a assuré le Secrétariat du Groupe Technique, ont été

soumis aux différentes parties prenantes, pour prendre en compte leurs observations au fur et à mesure de leur production.

Pour la validation finale du nouveau dispositif, un séminaire regroupant la mission d'assistance technique du FMI et les agents de la BCEAO a été organisé du 16 avril au 3 mai 2012 au Siège de la BCEAO à Dakar.

2.2 Principaux changements opérés

Les principaux changements ci-après ont été opérés en prenant en compte les innovations apportées par le MBP6 et le souci d'amélioration de la qualité des données :

- la prise en compte des précisions et clarifications apportées par le MBP6 ;
- la prise en compte des nouvelles composantes types de la balance des paiements et de la position extérieure dans la définition des rubriques des questionnaires, ainsi que des sources et des méthodes d'estimation des données ;
- la révision du cadre de suivi des données sur les positions d'actifs et de passifs financiers, par la collecte simultanée des encours de début et de fin de période, ainsi que des « autres flux » ;
- la présentation des rubriques du compte financier en termes de variations nettes d'actifs et de passifs, en lieu et place des flux bruts créditeurs et débiteurs ;
- la révision de la ventilation géographique des données, pour tenir compte du changement de la zone d'ancrage du FCFA depuis la substitution de l'euro au franc français ;
- l'adoption d'une ventilation sectorielle plus détaillée, en vue d'assurer l'analyse des composantes de la balance des paiements par branche d'activité ;
- l'élargissement du champ des entités enquêtées, pour intégrer certaines institutions régionales telles que la BIDC, le FAGACE, la Cour de Justice de la CEDEAO, etc. ;
- l'introduction de questionnaires dédiés à la collecte de données sur les transactions des institutions de l'UEMOA avec les non-résidents de l'Union, pour des fins de compilation de la balance des paiements régionale de l'UEMOA.

3. DESCRIPTION DU DISPOSITIF EN VIGUEUR

3.1. Nouveau champ des entités enquêtées

Au total, 90 supports de collecte ont été retenus pour l'enquête annuelle de la balance des paiements, contre 54 dans l'ancien dispositif, répartis comme suit :

- des questionnaires destinés aux enquêtes nationales de la balance des paiements, au nombre de 58 contre 43 précédemment, soit 15 nouvelles créations ;
- des états de dépouillement pour la collecte des transactions des institutions régionales avec les résidents des pays membres, dont le nombre est passé de 11 précédemment à 23 dans le nouveau dispositif ;
- et des questionnaires à adresser aux institutions de l'UEMOA pour leurs transactions avec les non-résidents de l'Union, au nombre de 9.

3.2. Caractéristiques générales des supports de collecte

Les supports de collecte présentent les caractéristiques ci-après :

- ◆ une page de garde, comportant notamment l'identifiant de l'agent économique enquêté, la raison sociale, l'activité principale, l'adresse et les dispositions du Règlement N°09/2010/RC/CM/UEMOA du 1er octobre 2010, relatif aux relations financières extérieures des Etats membres de l'Union, régissant la collecte et le traitement des données sur les échanges extérieurs ;
- ◆ des rubriques destinées au recueil des données du compte courant, du compte de capital et

du compte financier :

- ◆ une codification des rubriques des supports de collecte suivant la norme SDMX⁸, conforme à celle retenue dans la présentation des composantes du MBP6 ;
- ◆ une ventilation des données selon trois zones géographiques, à savoir, l'UEMOA, la Zone euro et les Autres pays. La Zone euro correspond à la Zone d'ancrage de la parité du FCFA, depuis la création de la devise européenne en 1999 ;
- ◆ les rubriques des comptes de transactions courantes et de capital sont présentées en termes de flux bruts créditeurs et débiteurs comme dans l'ancien dispositif ;
- ◆ les rubriques d'actifs et passifs financiers continuent d'être collectées sous forme de stocks. La nouveauté concerne le recueil simultané des positions d'ouverture (stock de début de période) et de fermeture (stock de fin de période), accompagnées des « Autres flux » enregistrés au cours de la période.

Une notice technique à l'intention des déclarants, donnant des définitions détaillées sur les rubriques, ainsi qu'un tableau de passage des rubriques du SYSCOA à celles du MBP6, sont joints aux questionnaires pour faciliter le service des rubriques.

Pour toutes les entreprises financières et non financières, le questionnaire de la balance des paiements est accompagné d'un formulaire complémentaire, destiné au recueil des données sur investissements directs étrangers ventilés en « fonds propres » et « instruments de dette », par pays partenaire et par secteur bénéficiaire. Cet outil permet :

- d'assurer une analyse plus complète des IDE ;
- de procéder à la réconciliation des données sur les investissements directs étrangers intra-UEMOA ;
- de répondre à l'ECID du FMI, à laquelle les pays de l'UEMOA ont adhéré à compter de 2011.

3.3. Sources de données et méthodologies d'estimation des rubriques

Comme indiqué précédemment, en plus des renseignements recueillis à travers les enquêtes, des données hors enquêtes sont également collectées pour améliorer la couverture statistique.

Les sources de données et la liste des méthodologies d'estimation ont été actualisées, pour tenir compte des modifications et précisions apportées sur les concepts de base, ainsi que les introductions de nouvelles rubriques et les reclassifications de certaines transactions.

Un guide méthodologique, décrivant le nouveau dispositif d'élaboration de la balance des paiements dans les Etats membres de l'UEMOA, selon la sixième édition du Manuel d'élaboration de la balance des paiements et de la position extérieure globale, a été élaboré.

Ce document est publié sur le site internet de la BCEAO à l'adresse <http://www.bceao.int/Guide-methodologique-pour-1.html>. Il expose, en plus du nouveau champ de collecte de données et des questionnaires, une description des sources de données et des notes méthodologiques pour l'estimation des rubriques.

3.4. Application informatique

Une nouvelle application informatique « BPT » dédiée au traitement des données de la balance des paiements et de la position extérieure globale a été développée au sein de la BCEAO, par la Direction des Systèmes d'Information, en vue notamment de prendre en compte les modifications apportées sur le champ de couverture et la structure des supports de collecte.

Elle est accessible sur le réseau intranet de la BCEAO, avec un compte pour chaque pays membre et pour le Siège, qui élabore la balance régionale.

⁸ Statistical Data and Metadata Exchange - Normes ouvertes communes pour l'échange et le partage de données et de métadonnées

A côté de cet outil, des applicatifs ont été développés au niveau de la Direction de la Recherche et de la Statistique, pour le dépouillement des données recueillies à l'aide des formulaires complémentaires sur les IDE.

=====

Annexe 3 : Balance des paiements en termes de transactions 2021 (Optique BCEAO)
(En millions de FCFA)

	Postes	Crédit	Débit	Solde
1	Compte des transactions courantes	4 127 359	4 084 519	42 840
1.A	Biens et services	3 456 854	3 235 715	221 139
1.A.a	Biens	3 148 802	2 450 620	698 181
1.A.a.1	Marchandises générales	743 509	2 450 620	-1 707 111
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	36 591	0	36 591
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	4 738	0	4 738
1.A.a.3	Or non monétaire	2 400 554	0	2 400 554
1.A.b	Services	308 052	785 095	-477 043
1.A.b.3	Transport	48 133	335 992	-287 858
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	14 030	287 093	-273 063
1.A.b.4	Voyage	45 258	44 162	1 096
1.A.b.0	Autres services	214 661	404 941	-190 280
1.B	Revenus primaires	184 776	696 795	-512 020
1.B.1	Revenus des salariés	34 378	20 724	13 654
1.B.2	Revenus des investissements	135 526	639 150	-503 624
1.B.3	Autres revenus primaires	14 872	36 921	-22 049
1.C	Revenus secondaires	485 730	152 008	333 721
1.C.1	Administrations publiques	167 740	21 557	146 183
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	80 927	0	80 927
1.C.2	Autres secteurs	317 990	130 451	187 539
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	282 232	91 614	190 618
2	Compte de capital	236 045	325	235 720
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	233	0	233
2.2	Transfert en capital	235 813	325	235 488
2.2.1	Administrations publiques	179 305	0	179 305
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	56 508	325	56 183
3	Compte financier	229 080	603 578	-374 498
3.1	Investissements directs	-23 911	-44 339	20 428
3.2	Investissements de portefeuille	42 929	483 427	-440 498
3.3	Dérivés financiers	0	0	0
3.4	Autres investissements	210 062	164 490	45 571
3.4.0.3	Administration publique	344	350 681	-350 337
3.4.0.4	Autres secteurs	209 718	-186 190	395 908
6	Erreurs et omissions nettes	-3 683 970	-3 679 648	-4 322
7	Solde global	450 355	-198 382	648 737
8	Avoirs et engagements extérieurs	-450 355	198 382	-648 737
8.1	Banque centrale	-84 303	173 300	-257 603
8.2	Autres institutions de dépôts	-366 052	25 082	-391 134

Source : BCEAO

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 1/9

Code	Poste	Crédit	Débit	Solde
1	. Compte des transactions courantes	4 127 359	4 084 519	42 840
1.A	. - - Biens et services	3 456 854	3 235 715	221 139
1.A.a	. - - - - Biens	3 148 802	2 450 620	698 181
1.A.a.1	. - - - - - Marchandises générales, base balance des paiements	743 509	2 450 620	-1 707 111
1.A.a.1.1	. - - - - - - Dont : Réexportations	36 591	0	36 591
1.A.a.2	. - - - - - Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce international	4 738	0	4 738
1.A.a.2.1	. - - - - - - Biens achetés dans le cadre du négoce international (crédits négatifs)	-275	0	-275
1.A.a.2.2	. - - - - - - Biens vendus dans le cadre du négoce international	5 013	0	5 013
1.A.a.3	. - - - - - Or non monétaire	2 400 554	0	2 400 554
1.A.b	. - - - - Services	308 052	785 095	-477 043
1.A.b.1	. - - - - - Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers	238	3 277	-3 039
1.A.b.1.1	. - - - - - - Biens destinés à transformation dans l'économie déclarante Biens expédiés après transformation (CR.), Biens reçus pour transformation (DR.)	0	0	0
1.A.b.1.2	. - - - - - - Biens destinés à transformation à l'étranger Biens expédiés pour transformation (CR.), Biens reçus après transformation (DR.)	238	3 277	-3 039
1.A.b.2	. - - - - - Services d'entretien et de réparation non inclus ailleurs	750	43 089	-42 339
1.A.b.3	. - - - - - Transport	48 133	335 992	-287 858
1.A.b.3.0	. - - - - - - Pour tous les modes de transports	49 679	330 062	-280 383
1.A.b.3.0.1	. - - - - - - - Voyageurs	35 048	40 103	-5 055
1.A.3.0.1.1	. - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.3.0.2	. - - - - - - - Fret	14 030	287 093	-273 063
1.A.b.3.0.3	. - - - - - - - Autres	601	2 866	-2 265
1.A.b.3.1	. - - - - - - Transports maritimes	62	217 465	-217 404
1.A.b.3.1.1	. - - - - - - - Voyageurs	0	0	0
1.A.b.3.1.1.1	. - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			0
1.A.b.3.1.2	. - - - - - - - Fret		217 103	-217 103
1.A.b.3.1.3	. - - - - - - - Autres	62	363	-301
1.A.b.3.2	. - - - - - - Transports aériens	30 787	69 048	-38 261
1.A.b.3.2.1	. - - - - - - - Voyageurs	27 422	27 040	382
1.A.b.3.2.1.1	. - - - - - - - - Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			0
1.A.b.3.2.2	. - - - - - - - Fret	2 825	39 504	-36 679
1.A.b.3.2.3	. - - - - - - - Autres	539	2 503	-1 964
1.A.b.3.3	. - - - - - - Autres modes de transport	18 831	43 549	-24 718
1.A.b.3.3.1	. - - - - - - - Voyageurs	7 626	13 063	-5 437

1.A.b.3.3.1.1 Travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
---------------	---	---	---	---

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 2/9

Code	Poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.3.3.2	. . . . . Fret	11 205	30 486	-19 281
1.A.b.3.3.3	. . . . . Autres		0	0
1.A.b.3.4	. . . . . Services postaux et services de messagerie	-1 546	5 930	-7 476
1.A.b.4	. . . . . Voyages	45 258	44 162	1 096
1.A.b.4.1	. . . . . À titre professionnel	17 855	17 359	496
1.A.b.4.1.1	. . . . . Acquisition de biens et services par les travailleurs frontaliers ou autres travailleurs à temps limité	0	0	0
1.A.b.4.1.2	. . . . . Autres	17 855	17 359	496
1.A.b.4.2	. . . . . À titre personnel	27 403	26 803	600
1.A.b.4.2.1	. . . . . Santé	775	12 124	-11 349
1.A.b.4.2.2	. . . . . Éducation	699	11 072	-10 373
1.A.b.4.2.3	. . . . . Autres	25 929	3 607	22 322
1.A.b.4.0	. . . . . Pour les voyages à titre professionnel et les voyages à titre personnel	4 567	0	4 567
1.A.b.4.0.1	. . . . . Biens			0
1.A.b.4.0.2	. . . . . Services de transports locaux			0
1.A.b.4.0.3	. . . . . Services d'hébergement	4 567	0	4 567
1.A.b.4.0.4	. . . . . Services de restauration			0
1.A.b.4.0.5	. . . . . Autres services	0	0	0
1.A.b.4.0.5.1	. . . . . Services de santé			0
1.A.b.4.0.5.2	. . . . . Services d'éducation			0
1.A.b.5	. . . . . Travaux de construction	66 288	42 632	23 656
1.A.b.5.1	. . . . . Travaux de construction réalisés à l'étranger	65 776	0	65 776
1.A.b.5.2	. . . . . Travaux de construction réalisés dans l'économie déclarante	512	42 632	-42 120
1.A.b.6	. . . . . Services d'assurance et de retraite	4 289	81 200	-76 911
1.A.b.6.1	. . . . . Assurance directe	3 497	69 322	-65 825
1.A.b.6.2	. . . . . Réassurance	268	5 816	-5 549
1.A.b.6.3	. . . . . Services auxiliaires d'assurance	238	658	-421
1.A.b.6.4	. . . . . Services de retraite et de garantie standardisée	287	5 403	-5 116
1.A.b.7	. . . . . Services financiers	52 737	67 005	-14 268
1.A.b.7.1	. . . . . Services financiers explicitement facturés et autres	52 737	67 005	-14 268
1.A.b.7.2	. . . . . Services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIFIM)			0
1.A.b.8	. . . . . Commission pour usage de propriété intellectuelle non incluses ailleurs	451	257	193
1.A.b.9	. . . . . Services de télécommunications, d'informatique et d'information*1	34 081	58 291	-24 210
1.A.b.9.1	. . . . . Services de télécommunications	21 714	16 235	5 479
1.A.b.9.2	. . . . . Services d'informatique	6 508	13 185	-6 677

1.A.b.9.3	. - - - - - Services d'information	5 860	28 871	-23 011
1.A.b.10	. - - - - - Autres services aux entreprises	17 110	82 864	-65 755
1.A.b.10.1	. - - - - - Services de recherche-développement	11 274	5 012	6 262

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 3/9

Code	Poste	Crédit	Débit	Solde
1.A.b.10.2	. - - - - - Services spécialisés et services de conseil en gestion	44	36 462	-36 418
1.A.b.10.3	. - - - - - Services techniques, services liés au commerce international et autres services aux entreprises	5 792	41 390	-35 599
1.A.b.11	. - - - - - Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	26	14 807	-14 781
1.A.b.11.1	. - - - - - Services audio-visuels et connexes	0	14 807	-14 807
1.A.b.11.2	. - - - - - Autres services personnels, culturels et relatifs aux loisirs	26	0	26
1.A.b.12	. - - - - - Biens et services des administrations publiques non inclus ailleurs	38 693	11 519	27 173
1.A.b.0.1	. - - - - - Services liés au tourisme compris dans les voyages et les transports de voyageurs			0
1.B	. - - Revenu primaire	184 776	696 795	-512 020
1.B.1	. - - - Rémunération des salariés	34 378	20 724	13 654
1.B.2	. - - - Revenus des investissements	135 526	639 150	-503 624
1.B.2.1	. - - - - Investissements directs	12 885	511 893	-499 008
1.B.2.1.1	. - - - - - Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement	7 766	466 627	-458 861
1.B.2.1.1.1	. - - - - - - Dividendes et prélèvements sur les revenus des quasi-sociétés	3 306	378 675	-375 369
1.B.2.1.1.1.1	. - - - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	1 740	257 776	-256 036
1.B.2.1.1.1.2	. - - - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	125	882	-757
1.B.2.1.1.1.3	. - - - - - - - Entre entreprises soeurs	1 441	120 017	-118 576
1.B.2.1.1.1.3.1	. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident			0
1.B.2.1.1.1.3.2	. - - - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			0
1.B.2.1.1.1.3.3	. - - - - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.1.2	. - - - - - - Bénéfices réinvestis	4 461	87 952	-83 491
1.B.2.1.1.2.1	. - - - - - - - Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de pension et de garantie standardisée, et aux propriétés de parts de fonds de placement			0
1.B.2.1.1.2.1.1	. - - - - - - - - Dont - Revenu des investissements attribuable aux propriétés de parts de fonds de placement			0
1.B.2.1.2	. - - - - - Intérêts	5 119	45 266	-40 147
1.B.2.1.2.1	. - - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	2 969	38 476	-35 507
1.B.2.1.2.2	. - - - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissements à rebours)	9	303	-293
1.B.2.1.2.3	. - - - - - - - Entre entreprises soeurs	2 140	6 487	-4 347

1.B.2.1.2.3.1	. . . . . si le contrôle ultime est détenu par un résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.2	. . . . . si la société mère ayant le contrôle ultime est détenue par un non-résident	0	0	0
1.B.2.1.2.3.3	. . . . . si le détenteur du contrôle ultime est inconnu	0	0	0
1.B.2.1.2M	. . . . . Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés			0

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 4/9

Code	Poste	Crédit	Débit	Solde
1.B.2.2	. . . . . Investissements de portefeuille	101 354	71 128	30 225
1.B.2.2.1	. . . . . Revenu des investissements sur titres de participation et parts de fonds de placement	1 291	9 351	-8 061
1.B.2.2.1.1	. . . . . Dividendes sur titres de participation hors parts de fonds de placement	1 239	2 693	-1 454
1.B.2.2.1.2	. . . . . Revenus des investissements attribuables aux propriétaires de parts de fonds de placement	51	6 658	-6 607
1.B.2.2.1.2.1	. . . . . Dividendes			0
1.B.2.2.1.2.2	. . . . . Bénéfices réinvestis	51	6 658	-6 607
1.B.2.2.2	. . . . . Intérêts	100 063	61 777	38 286
1.B.2.2.2.1	. . . . . À court terme	58 037	50 039	7 997
1.B.2.2.2.2	. . . . . À long terme	42 026	11 738	30 289
1.B.2.3	. . . . . Autres investissements	21 287	56 129	-34 842
1.B.2.3.1	. . . . . Prélèvement sur les revenus des quasi-sociétés			0
1.B.2.3.2	. . . . . Intérêts	21 287	56 129	-34 842
1.B.2.3.2M	. . . . . Pour mémoire: Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés			0
1.B.2.3.3	. . . . . Revenus des investissements attribuables aux titulaires de contrats d'assurance, de retraite et de garantie standardisée	0	0	0
1.B.2.4	. . . . . Avoirs de réserves	0	0	0
1.B.2.4.1	. . . . . Revenus des titres de participation et des parts de fonds de placement			0
1.B.2.4.2	. . . . . Intérêts			0
1.B.2.4.2M	. . . . . Pour mémoire : Intérêts avant services d'intermédiation financière indirectement mesurés (SIGIM)			0
1.B.3	. . . . . Autre revenu primaire	14 872	36 921	-22 049
1.B.3.1	. . . . . Taxes sur la production et importations		21 784	-21 784
1.B.3.2	. . . . . Subventions à la production			0
1.B.3.3	. . . . . Loyers	14 872	15 137	-265
1.C	. . . . . Revenu secondaire	485 730	152 008	333 721
1.C.1	. . . . . Administrations publiques	167 740	21 557	146 183
1.C.1.1	. . . . . Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	25 917	0	25 917
1.C.1.1.1	. . . . . payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			0
1.C.1.2	. . . . . Cotisations sociales	0	314	-314
1.C.1.2.1	. . . . . payables par les travailleurs frontaliers, saisonniers ou autres travailleurs à temps limité			0
1.C.1.3	. . . . . Prestations Sociales (Débit)			0
1.C.1.4	. . . . . Coopération internationale courante	141 190	21 243	119 947
1.C.1.5	. . . . . Transferts courants divers des administrations publiques (D75)	633	0	633
1.C.1.5.1	. . . . . Transferts courants aux ISBLSM			0

1.C.2	. - - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	317 990	130 451	187 539
1.C.2.1	. - - - - - Transferts personnels (transferts courants entre ménages résidents et non-résidents)	282 232	91 614	190 618
1.C.2.1.1	. - - - - - - Envois de fonds des travailleurs	282 232	91 614	190 618
1.C.2.2	. - - - - - Autres transferts courants	35 758	38 837	-3 079

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 5/9

Code	Poste	Crédit	Débit	Solde
1.C.2.0.1	. - - - - - Impôts courants sur le revenu, le patrimoine, etc.	0	0	0
1.C.2.0.2	. - - - - - Cotisations sociales	0	0	0
1.C.2.0.3	. - - - - - Prestations sociales	3 613	318	3 295
1.C.2.0.4	. - - - - - Primes d'assurance nettes hors assurance vie	0	0	0
1.C.2.0.5	. - - - - - Indemnités d'assurance dommage	0	0	0
1.C.2.0.6	. - - - - - Coopération internationale courante	21 638	383	21 255
1.C.2.0.7	. - - - - - Transferts courants divers	10 507	38 136	-27 629
1.C.2.0.7.1	. - - - - - - Dont : transferts courants aux ISBLSM			0
1.C.3	. - - - - Ajustement pour variation des droits à pension			0
2	Compte de capital	236 045	325	235 720
	. - - Acquisitions (DR.) / cessions (CR.) d'actifs non financiers non produits	233	0	233
	. - - Transferts de capital	235 813	325	235 488
	. - - - Administration publique	179 305	0	179 305
2.2.1.1	. - - - - Remises de dette		0	0
2.2.1.2	. - - - - Autres transferts de capital	179 305	0	179 305
2.2.1.2.1	. - - - - - dont : impôts en capital			0
	. - - - Sociétés financières, sociétés non financières, ménages et ISBLSM	56 508	325	56 183
2.2.2.1	. - - - - Remises de dette	0	0	0
2.2.2.2	. - - - - Autres transferts de capital	56 508	325	56 183
2.2.2.2.1	. - - - - - dont : impôts en capital (Crédit)	0	0	0
2.2.2.0.1	. - - - - - dont : entre ménages	0	0	0
4	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (solde des comptes des transactions courantes et de capital)	4 363 405	4 084 844	278 561
3	Compte financier	679 435	424 136	255 299
5	. Capacité (+) / besoin (-) de financement (Compte financier)	679 435	424 136	255 299
	. - - Investissement direct	-23 911	-44 339	20 428
	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	-1 913	30 890	-32 803
3.1.1.1	. - - - - Titres de participation autres que le réinvestissement des bénéficiaires	-6 373	-57 062	50 688
3.1.1.1.1	. - - - - - Investisseur direct dans des entreprises d'investissement direct	-5 423	-38 763	33 340
3.1.1.1.2	. - - - - - Entreprises d'investissement direct dans un investisseur direct (investissement à rebours)	-712	-2 351	1 639
3.1.1.1.3	. - - - - - Entre entreprises soeurs	-238	-15 948	15 710
3.1.1.1.3.1	. - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident			0
3.1.1.1.3.2	. - - - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			0

3.1.1.1.3.3	. - - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			0
3.1.1.2	. - - - - Réinvestissement des bénéfices	4 461	87 952	-83 491
3.1.1.0.1	. - - - - Actions/Parts de fonds de placement			0
3.1.1.0.1.1	. - - - - Actions/Parts de fonds de placement monétaires			0
	. - - - Instruments de dette	-21 998	-75 229	53 231
3.1.2.1	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	-19 997	-61 234	41 238

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 6/9

Code	Poste	Crédit	Débit	Solde
3.1.2.2	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	-756	-1 358	601
3.1.2.3	. - - - - Entre entreprises soeurs	-1 245	-12 637	11 392
3.1.2.3.1	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident			0
3.1.2.3.2	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			0
3.1.2.3.3	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			0
3.1.2.0	. - - - - Titres de créance :	0	0	0
3.1.2.0.1	. - - - - Créances d'un investisseur direct sur des entreprises d'investissement direct	0	0	0
3.1.2.0.2	. - - - - Créances des entreprises d'investissement direct sur un investisseur direct (investissement à rebours)	0	0	0
3.1.2.0.3	. - - - - Entre entreprises soeurs	0	0	0
3.1.2.0.3.1	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un résident			0
3.1.2.0.3.2	. - - - - si le contrôle ultime est détenu par un non-résident			0
3.1.2.0.3.3	. - - - - si le détenteur du contrôle ultime est inconnu			0
	. - - Investissements de portefeuille	393 601	502 366	-108 765
	. - - - Titres de participation et parts de fonds de placement	462	18 940	-18 477
3.2.1.1	. - - - - Banque centrale			0
3.2.1.3	. - - - - Administrations publiques			0
3.2.1.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-3 507		-3 507
3.2.1.4	. - - - - Autres secteurs	3 969	18 940	-14 970
3.2.1.4.1	. - - - - Autres sociétés financières	26	75	-49
3.2.1.4.2	. - - - - Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	3 943	18 865	-14 921
3.2.1.0.1	. - - - - Titres de participation autres que parts de fonds de placement			0
3.2.1.0.1.1	. - - - - Cotés en bourse			0
3.2.1.0.1.2	. - - - - Non cotés en bourse			0
3.2.1.0.2	. - - - - Actions/Parts de fonds de placement			0
3.2.1.0.2.1	. - - - - Réinvestissement des bénéfices			0
3.2.1.0.2.2	. - - - - Dont : Actions/Parts de fonds de placement monétaires			0
	. - - - Titres de créance	393 139	483 427	-90 288
3.2.2.1	. - - - - Banque centrale			0
3.2.2.1.1	. - - - - À court terme			0
3.2.2.1.2	. - - - - À long terme			0
3.2.2.1.9	. - - - - Autorités monétaires (le cas échéant)			0
3.2.1.1.9.1	. - - - - À court terme			0
3.2.1.1.9.2	. - - - - À long terme			0
3.2.2.2	. - - - - Établissements de dépôts autres que la banque centrale	354 179		354 179
3.2.2.2.1	. - - - - À court terme			0
3.2.2.2.2	. - - - - À long terme	354 179		354 179

3.2.2.3	.----- Administrations publiques	0	483 427	-483 427
3.2.2.3.1	.----- À court terme		72 514	-72 514
3.2.2.3.2	.----- À long terme	0	410 913	-410 913
3.2.2.4	.----- Autres secteurs	38 960	0	38 960
3.2.2.4.0.1	.----- À court terme	10 416	0	10 416
3.2.2.4.0.2	.----- À long terme	28 544	0	28 544
3.2.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	235	0	235
3.2.2.4.1.1	.----- À court terme	0	0	0
3.2.2.4.1.2	.----- À long terme	235	0	235

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 7/9

Code	Poste	Crédit	Débit	Solde
3.2.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	38 725	0	38 725
3.2.2.4.2.1	.----- À court terme	10 416	0	10 416
3.2.2.4.2.2	.----- À long terme	28 309	0	28 309
	.-- Dérivés financiers (autres que réserves) et options sur titres des employés	0	0	0
	.---- Banque centrale			0
3.3.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)			0
	.---- Établissements de dépôts autres que la banque centrale			0
	.---- Administrations publiques			0
	.---- Autres secteurs			0
3.3.4.1	.----- Autres sociétés financières			0
3.3.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			0
3.3.0.1	.----- Dérivés financiers (autres que réserves)			0
3.3.0.1.1	.----- Options			0
3.3.0.1.2	.----- Contrats à terme			0
3.3.0.2	.----- Options sur titres des employés			0
	.-- Autres investissements	225 442	-33 892	259 334
	.---- Autres titres de participation	3 969	0	3 969
	.---- Monnaie fiduciaire et dépôts	118 138	40 436	77 702
3.4.2.1	.----- Banque centrale	0	42 994	-42 994
3.4.2.1.1	.----- À court terme	0	42 994	-42 994
3.4.2.1.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.1.9	.----- Autorités monétaires (le cas échéant)			0
3.4.2.1.9.1	.----- À court terme			0
3.4.2.1.9.2	.----- À long terme			0
3.4.2.2	.----- Établissements de dépôts autres que la banque centrale	53 369	-2 558	55 927
3.4.2.2.0.1	.----- Dont: positions interbancaires	0	0	0
3.4.2.2.1	.----- À court terme	53 369	-2 558	55 927
3.4.2.2.2	.----- À long terme	0	0	0
3.4.2.3	.----- Administrations publiques	344	0	344
3.4.2.3.1	.----- À court terme	344		344
3.4.2.4	.----- Autres secteurs	64 426	0	64 426
3.4.2.4.0.1	.----- À court terme	33 952		33 952
3.4.2.4.0.2	.----- À long terme	30 473		30 473
3.4.2.4.1	.----- Autres sociétés financières	12 948		12 948
3.4.2.4.1.1	.----- À court terme	12 948		12 948
3.4.2.4.1.2	.----- À long terme	0		0
3.4.2.4.2	.----- Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	51 478	0	51 478
3.4.2.4.2.1	.----- À court terme	20 952		20 952
3.4.2.4.2.2	.----- À long terme	30 525		30 525
	.---- Prêts	-31 997	296 314	-328 310
3.4.3.1	.----- Banque centrale		1 362	-1 362
3.4.3.1.1	.----- Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)		1 362	-1 362
3.4.3.1.2	.----- Autres prêts à court terme			0
3.4.3.1.3	.----- Autres prêts à long terme			0

3.4.3.1.9	. . . . . Autorités monétaires (le cas échéant)	0	0	0
3.4.3.1.9.1	. . . . . Crédits et prêts du FMI (autres que réserves)			0
3.4.3.1.9.2	. . . . . Autres prêts à court terme			0
3.4.3.1.9.3	. . . . . Autres prêts à long terme			0
3.4.3.2	. . . . . Établissements de dépôts autres que la banque centrale	-38 797	-24 484	-14 313
3.4.3.2.1	. . . . . À court terme	-38 797	-6 142	-32 655
3.4.3.2.2	. . . . . À long terme	0	-18 342	18 342
3.4.3.3	. . . . . Administrations publiques		390 021	-390 021
3.4.3.3.1	. . . . . Crédits et prêts avec le FMI (autres que réserves)	0	0	0

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 8/9

Code	Poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.3.3.2	. . . . . Autres à court terme	0	117 295	-117 295
3.4.3.3.3	. . . . . Autres à long terme	0	272 726	-272 726
3.4.3.4	. . . . . Autres secteurs	6 800	-31 245	38 045
3.4.3.4.0.1	. . . . . À court terme	6 163	-20 290	26 453
3.4.3.4.0.2	. . . . . À long terme	637	-10 955	11 592
3.4.3.4.1	. . . . . Autres sociétés financières	5 802	1 681	4 121
3.4.3.4.1.1	. . . . . À court terme	5 802	2 579	3 223
3.4.3.4.1.2	. . . . . À long terme	0	-898	898
3.4.3.4.2	. . . . . Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	998	-32 926	33 924
3.4.3.4.2.1	. . . . . À court terme	361	-22 869	23 230
3.4.3.4.2.2	. . . . . À long terme	637	-10 057	10 694
	. . . . Régime d'assurance, de pension et de garanties standardisées	3 164	277	2 887
3.4.4.1	. . . . . Banque centrale			0
3.4.4.1.9	. . . . . Autorités monétaires (le cas échéant)			0
3.4.4.2	. . . . . Établissements de dépôts autres que la banque centrale			0
3.4.4.3	. . . . . Administrations publiques			0
3.4.4.4	. . . . . Autres secteurs	3 164	277	2 887
3.4.4.4.1	. . . . . Autres sociétés financières	3 013	277	2 736
3.4.4.4.2	. . . . . Sociétés non financières, ménages et ISBLSM			0
3.4.4.0.1	. . . . . Réserves techniques d'assurance hors assurance vie			0
3.4.4.0.2	. . . . . Droits à assurance vie et à annuités			0
3.4.4.0.3	. . . . . Droits à pension			0
3.4.4.0.4	. . . . . Créances des fonds de pension sur les sponsors			0
3.4.4.0.5	. . . . . Droits à prestations autres que des pensions			0
3.4.4.0.6	. . . . . Provisions pour appels de garanties dans le cadre des garanties standardisées			0
	. . . . . Crédits commerciaux et avances	116 146	-12 000	128 146
3.4.5.1	. . . . . Banque centrale			0
3.4.5.1.1	. . . . . À court terme			0
3.4.5.1.2	. . . . . À long terme			0
3.4.5.1.9	. . . . . Autorités monétaires (le cas échéant)			0
3.4.5.1.9.1	. . . . . À court terme			0
3.4.5.1.9.2	. . . . . À long terme			0
3.4.5.2	. . . . . Établissements de dépôts autres que la banque centrale			0
3.4.5.2.1	. . . . . À court terme			0
3.4.5.2.2	. . . . . À long terme			0
3.4.5.3	. . . . . Administrations publiques			0
3.4.5.3.1	. . . . . À court terme			0
3.4.5.3.2	. . . . . À long terme			0
3.4.5.4	. . . . . Autres secteurs	116 146	-12 000	128 146
3.4.5.4.0.1	. . . . . À court terme	56 879	-65 849	122 728
3.4.5.4.0.2	. . . . . À long terme	59 267	-46 151	105 418
3.4.5.4.1	. . . . . Autres sociétés financières	0	-1 595	1 595
3.4.5.4.1.1	. . . . . À court terme	0	-1 595	1 595
3.4.5.4.1.2	. . . . . À long terme	0	0	0

3.4.5.4.2	. . . . . Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	116 146	- 10 405	226 551
3.4.5.4.2.1	. . . . . À court terme	56 879	-64 254	121 133
3.4.5.4.2.2	. . . . . À long terme	59 267	53 849	5 418
#	. . . . . Autres comptes à recevoir/ à payer	16 021	-37 0 703	476 724
3.4.6.1	. . . . . Banque centrale	0	-319 441	319 441
3.4.6.1.1	. . . . . À court terme	0	-319 441	319 441
3.4.6.1.2	. . . . . À long terme	0	0	0
3.4.6.1.9	. . . . . Autorités monétaires (le cas échéant)			0
3.4.6.1.9.1	. . . . . À court terme			0
3.4.6.1.9.2	. . . . . À long terme			0

Annexe 4 : Balance des paiements en termes de transactions (Optique FMI) – 9/9

Code	Poste	Crédit	Débit	Solde
3.4.6.2	. . . . . Établissements de dépôts autres que la Bq centrale	808	1 960	-1 152
3.4.6.2.1	. . . . . À court terme	808	1 960	-1 152
3.4.6.2.2	. . . . . À long terme	0	0	0
3.4.6.3	. . . . . Administrations publiques			0
3.4.6.3.1	. . . . . À court terme			0
3.4.6.3.2	. . . . . À long terme			0
3.4.6.4	. . . . . Autres secteurs	105 213	-53 222	158 435
3.4.6.4.0.1	. . . . . À court terme	13 262	-47 337	60 599
3.4.6.4.0.2	. . . . . À long terme	91 950	-8 885	-97 835
3.4.6.4.1	. . . . . Autres sociétés financières	0	8 757	-8 757
3.4.6.4.1.1	. . . . . À court terme	0	0	0
3.4.6.4.1.2	. . . . . À long terme	0	8 757	-8 757
3.4.6.4.2	. . . . . Sociétés non financières, ménages et ISBLSM	105 213	-61 979	167 192
3.4.6.4.2.1	. . . . . À court terme	13 262	-47 337	60 599
3.4.6.4.2.2	. . . . . À long terme	91 950	-14 642	106 592
	. . . . . Droits de tirage spéciaux		101 785	-101 785
	. . . . . Avoirs de réserve	84 303	0	84 303
	. . . . . Or monétaire			0
3.5.1.1	. . . . . Or métal			0
3.5.1.2	. . . . . Comptes en or non affectés	0		0
	. . . . . Droits de tirage spéciaux	108 528	0	108 528
	. . . . . Position de réserve au FMI	9 512	0	9 512
	. . . . . Autres avoirs de réserve	-33 737	0	-33 737
3.5.4.1	. . . . . Monnaie fiduciaire et dépôts	-33 737	0	-33 737
3.5.4.1.1	. . . . . Créances sur les autorités monétaires	-1 701	0	-1 701
3.5.4.1.2	. . . . . Créances sur d'autres entités	-32 036		-32 036
3.5.4.2	. . . . . Titres			0
3.5.4.2.1	. . . . . Titres de créance			0
3.5.4.2.1.1	. . . . . À court terme			0
3.5.4.2.1.2	. . . . . À long terme			0
3.5.4.2.2	. . . . . Titres de participation et parts de fonds de placement			0
3.5.4.3	. . . . . Dérivés financiers			0
3.5.4.4	. . . . . Autres créances	0		0
6	. Erreurs et omissions nettes	-3 683 970	-3 679 648	-4 322

Annexe 5 : Evolution récente de la balance des paiements en termes de transactions
(en millions de FCFA)

	Postes	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
1	Compte des transactions courantes	-412 097	-369 262	-306 921	269 285	42 840
1.A	Biens et services	-413 226	-364 144	-325 461	184 634	221 139
1.A.a	Biens	105 232	161 121	214 321	618 133	698 181
1.A.a.1	Marchandises générales	-1 177 730	-1 335 927	-1 476 080	-1 665 832	-1 707 111
1.A.a.1.1	<i>Dont : Réexportations</i>	36 352	35 141	52 136	26 679	36 591
1.A.a.2	Exportations nettes dans le cadre du négoce	4 568	4 591	4 628	4 684	4 738
1.A.a.3	Or non monétaire	1 278 394	1 492 457	1 685 773	2 279 280	2 400 554
1.A.b	Services	-518 457	-525 265	-539 783	-433 499	-477 043
1.A.b.3	Transport	-327 167	-346 847	-357 252	-253 363	-287 858
1.A.b.3.0.2	<i>Dont : Fret</i>	-316 012	-335 253	-343 535	-242 554	-273 063
1.A.b.4	Voyage	647	1 083	1 099	1 084	1 096
1.A.b.0	Autres services	-191 937	-179 501	-183 630	-181 219	-190 280
1.B	Revenus primaires	-230 416	-266 963	-299 461	-319 852	-512 020
1.B.1	Revenus des salariés	20 732	-4 235	8 196	13 386	13 654
1.B.2	Revenus des investissements	82 126	-244 194	-288 242	-313 577	-503 624
1.B.3	Autres revenus primaires	9 894	-18 534	-19 415	-19 661	-22 049
1.C	Revenus secondaires	231 544	261 845	318 002	404 503	333 721
1.C.1	Administrations publiques	100 008	123 306	169 278	235 022	146 183
1.C.1.4	<i>Aides budgétaires</i>	74 356	92 701	88 463	159 678	80 927
1.C.2	Autres secteurs	131 536	138 539	148 724	169 481	187 539
1.C.2.1.1	<i>Dont : Envois de fonds des travailleurs</i>	221 309	230 161	241 669	268 253	282 232
2	Compte de capital	172 840	175 837	125 931	197 269	235 720
2.1	Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	196	211	127	228	233
2.2	Transfert en capital	172 644	175 626	125 804	197 041	235 488
2.2.1	Administrations publiques	119 947	122 390	71 772	141 931	179 305
	<i>Remises de dettes</i>	0	0	0	0	0
2.2.2	Autres secteurs	52 698	53 236	54 032	55 110	56 183
3	Compte financier	-490 732	-313 216	-252 596	-8 475	-374 498
3.1	Investissements directs	4 469	-111 480	-85 858	52 746	20 428
3.2	Investissements de portefeuille	-112 403	-150 199	-119 991	-105 782	-440 498
3.3	Dérivés financiers	40	0	0	0	0
3.4	Autres investissements	-382 838	-51 537	-46 747	44 561	45 571
3.4.0.3	Administration publique	-77 150	-158 617	-233 688	-272 398	-350 337
3.4.0.4	Autres secteurs	-305 689	107 080	186 941	316 959	395 908
6	Erreurs et omissions nettes	-4 500	-3 506	-4 202	-4 276	-4 322
7	Solde global	246 976	116 286	67 405	470 752	648 737
8	Avoirs et engagements extérieurs	-246 976	-116 286	-67 405	-470 752	-648 737
8.1	Banque centrale	-125 682	-314 379	231 409	-124 363	-257 603
8.2	Autres institutions de dépôts	-121 294	198 093	-298 814	-346 389	-391 134

Source : BCEAO

Annexe 6 : Compte de transactions courantes*(En millions de FCFA)*

Postes	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Biens et services	-413 226	-364 144	-325 461	184 634	221 139
Biens	105 232	161 121	214 321	618 133	698 181
Services	-518 457	-525 265	-539 783	-433 499	-477 043
Revenus primaires	-230 416	-266 963	-299 461	-319 852	-512 020
Revenus secondaires	231 544	261 845	318 002	404 503	333 721
Compte des transactions courantes	-412 097	-369 262	-306 921	269 285	42 840
Balance courante hors dons/PIB (%)	-8,6	-7,8	-6,8	-1,5	-2,8
Balance courante (hors dons publics) (% du PIB)	-7,3	-1,5	-0,5	3,9	1,6
PIB Nominal	8 191 299	8 920 421	9 369 188	10 310 357	11 290 106
Solde courant (en % du PIB)	-5,0	-4,1	-3,3	2,6	0,4

Source : BCEAO

Annexe 7 : Compte de biens et services*(En millions de FCFA)*

Postes	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Exportations de biens et services	2 274 863	2 505 809	2 617 656	3 136 031	3 456 854
Importations de biens et services	2 688 089	2 869 953	2 943 118	2 951 398	3 235 715
Balance de biens et services	-413 226	-364 144	-325 462	184 633	221 139
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	84,6	87,3	88,9	106,3	106,8
Degré d'ouverture (en %)	30,3	30,1	29,7	29,5	29,6

Source : BCEAO

Annexe 8 : Compte de biens*(En millions de FCFA)*

Postes	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Exportations de biens	1 995 635	2 196 367	2 301 324	2 843 251	3 148 802
Importations de biens	-1 890 403	-2 035 246	-2 087 003	-2 225 119	-2 450 620
Balance de biens	105 232	161 121	214 321	618 132	698 182
Taux de couverture des importations par les exportations (en %)	105,6	108,0	110,0	128,0	128,0
Degré d'ouverture (en %)	23,7	24,0	23,0	25,0	25,0

Source : BCEAO

Annexe 9 : Evolution des exportations de biens*(En millions de FCFA)*

Postes	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Marchandises générales	1 890 403	2 035 246	2 087 003	2 225 119	2 450 620
Dont réexportations	36 352	35 141	52 136	26 679	36 591
Exportations nettes de biens dans le cadre du négoce	4 568	4 591	4 628	4 684	4 738
Or non monétaire	1 278 394	1 492 457	1 685 773	2 279 280	2 400 554
Total exportations de biens	1 995 635	2 196 367	2 301 324	2 843 251	3 148 802

Source : BCEAO

Annexe 10 : Exportations par principaux produits*(En millions de FCFA)*

Postes	2017	2018	2019	2020	2021
Or non monétaire	1 345 385	1 492 457	1 685 773	2 279 280	2 400 554
Coton en masse	216 167	179 672	206 120	150 675	254 562
Zinc	95 818	103 720	90 870	61 436	87 679
Noix de cajou	99 558	117 113	55 787	39 042	64 373
Animaux vivants	1 480	272	98	49 103	62 028
Total exportations de biens	1 995 635	2 196 367	2 301 324	2 843 251	3 148 802

Source : BCEAO

Annexe 11 : Ventilation géographique des exportations de marchandises*(En millions de FCFA)*

ZONES GEOGRAPHIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
EUROPE	1 099 453	1 098 212	1 172 705	2 023 553	2 116 497
UNION EUROPEENNE	92 316	136 752	121 713	100 051	74 045
ZONE EURO	72 786	106 835	91 043	81 481	60 358
France	45 168	76 058	61 334	31 562	22 208
Allemagne	5 157	7 231	8 522	11 072	7 295
Italie	737	673	1 751	1 217	0
Pays-Bas	16 449	15 979	5 087	6 336	0
Belgique	4 210	6 213	8 676	13 107	0
GRECE	0	1	4 004	16 016	3 115
Espagne	987	585	1 529	2 069	0
AUTRES PAYS de l'UE	19 530	29 917	30 669	18 569	13 687
Royaume-Uni	8 713	17 398	12 037	2 673	3 352
Danemark	10 576	12 064	18 448	15 896	9 948
AUTRES PAYS D'EUROPE	1 007 136	961 459	1 050 993	1 923 503	2 042 452
Suisse	999 964	957 035	1 048 866	1 921 301	2 039 876
Russie	2	3	33	0	38
Türkiye	7 164	4 415	2 066	2 202	2 503
AFRIQUE	218 780	245 117	223 336	215 160	252 710
UEMOA	69 220	81 054	106 188	128 915	154 246
Bénin	2 759	2 819	2 890	3 507	7 723

Burkina	0	0		0	0
Côte d'Ivoire	14 644	13 750	28 958	28 793	35 438
Guinée-Bissau	2	26	6	0	56
Mali	18 029	11 314	34 256	45 011	64 852
Niger	12 936	12 489	17 993	31 135	18 679
Sénégal	7 306	5 905	5 552	6 633	6 493
Togo	13 544	34 751	16 533	13 836	21 005
CEDEAO (hors UEMOA)	31 273	59 497	54 255	37 128	37 994
Nigeria	36	26	48	27	18
Ghana	26 347	55 818	52 007	34 006	27 703
Guinée	4 797	2 892	1 920	3 023	3 990
Sierra Leone	11	14	244	72	316
CEMAC	348	268	406	125	146
Tchad	19	57	282		47
Cameroun	204	19	54	70	28
Congo	43	40	31	0	0
Gabon	81	122	18	8	75
République centrafricaine	1	5	14	0	35
Guinée équatoriale	0	24	8	0	0
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	117 940	104 297	62 487	48 992	60 324
Afrique du Sud	16 574	492	1 381	1 639	710
Maroc	647	1 350	704	384	686
Tunisie	172	393	272	174	133
Algérie	136	166	157	161	10
Libye	0	2	40	1	3
Egypte	0	61	397	182	476
Ethiopie	1 342	3 625	2 488	1 628	1 858
Ile Maurice	0	0	3 000	19 304	16 945
AMERIQUE	2 647	13 206	15 848	6 759	32 787
USA	1 938	4 340	4 403	5 944	31 405
Canada	516	8 172	1 231	674	1 157
Brésil	154	642	8 587	0	19
ASIE	375 392	463 492	500 023	273 220	405 240
Singapour	153 188	139 714	123 784	69 006	107 955
Chine	5 844	7 290	8 060	1 482	11 036
Japon	16 657	2 257	4 339	4 765	2 580
Inde	168 026	278 768	336 295	170 361	268 978
Emirats arabes unis	1 058	5 734	5 493	7 734	7 299
Thaïlande	1	0	0	0	4
Malaisie	1 240	1 767	3 319	4 588	2 122
Vietnam	21 575	22 919	15 580	0	0
Autres pays	299 363	376 340	389 411	271 163	333 375
TOTAL	1 995 635	2 196 367	2 301 324	2 789 855	3 140 609

Sources: BCEAO, INSD

Annexe 12 : Evolution des importations de biens

(En millions de FCFA)

Postes	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Marchandises générales	1 890 403	2 035 246	2 087 003	2 225 119	2 450 620
Or non monétaire	-	-	-	-	-
Total exportations de biens	1 890 403	2 035 246	2 087 003	2 225 119	2 450 620
Importation de bien/PIB (%)	23,1	22,8	22,3	21,6	21,7

Source : BCEAO

Annexe 13 : Importations par principaux produits

(En millions de FCFA)

Postes	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Produits alimentaires	202 149	224 805	199 613	232 397	254 011
Autres biens de conso. courante	185 469	218 289	224 222	258 795	273 193
Biens intermédiaires	410 782	427 534	395 645	494 053	546 822
Produits énergétiques	444 498	541 909	588 953	592 241	708 709
Biens d'équipement	602 808	560 503	619 951	572 689	594 521
Produits divers	44 697	62 207	58 620	74 944	73 364
Total	1 890 403	2 035 246	2 087 003	2 225 119	2 450 620

Source : BCEAO

Annexe 14 : Estimation de la matrice des échanges intra-communautaires en 2021

(En millions de FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		14 930	8 536	1	18 546	40 464	1 325	18 802	102 604
	Burkina	7 723		35 438	56	64 852	18 679	6 493	21 005	154 246
	Côte d'Ivoire	31 228	351 554		1 112	500 783	70 585	85 972	30 940	1 072 175
	Guinée-Bissau	1	19	746		428	0	3 947	293	5 434
	Mali	12 299	40 190	71 624	428		23 953	127 881	9 810	286 185
	Niger	15 182	59 759	6 685	0	83 941		571	6 791	172 929
	Sénégal	16 650	37 140	124 726	47 902	601 625	13 298		14 869	856 209
	Togo	105 905	106 422	49 611	359	127 239	50 346	34 522		474 402
	UEMOA	188 988	610 014	297 366	49 858	1 397 414	217 324	260 711	102 509	3 124 183

Source : BCEAO

Annexe 15 : Ventilation géographique des importations de marchandises

(En millions de FCFA)

ZONES GEOGRAPHIQUES	2017	2018	2019	2020	2021
EUROPE	644 222	658 666	722 539	688 280	658 903
UNION EUROPEENNE (UE)	562 262	493 057	515 036	520 240	513 147
ZONE EURO	511 560	433 162	431 976	431 017	429 846
France	161 822	147 897	153 260	147 556	170 609
Allemagne	73 897	69 513	59 759	69 663	61 442
Italie	28 661	32 191	42 198	45 968	25 346
Pays-Bas	128 230	63 704	46 436	61 073	66 460
Belgique	36 802	36 255	42 636	31 252	40 249
GRECE	2 521	414	359	5 676	8 170
Espagne	47 521	43 279	29 147	42 415	35 329
AUTRES PAYS de l'UE	50 703	59 895	83 060	89 223	83 302
Royaume-Uni	19 863	25 155	38 163	38 767	43 343
Danemark	4 848	10 494	10 145	6 048	4 525
AUTRES PAYS D'EUROPE	96 908	168 119	217 387	192 591	178 075
Suisse	21 601	8 841	3 483	3 118	2 912
Russie	42 073	110 395	164 703	139 230	109 677
Türkiye	30 744	25 810	31 192	40 595	63 256
AFRIQUE	734 005	770 937	800 908	772 813	843 709
UEMOA	559 036	560 010	559 531	543 687	610 014
Bénin	6 561	6 820	13 469	19 676	14 930
Burkina	-	-	-	-	-
Côte d'Ivoire	317 464	348 327	343 494	296 701	351 554
Guinée-Bissau	-	-	-	-	19
Mali	58 306	49 389	55 897	42 044	40 190
Niger	28 220	15 638	21 055	52 860	59 759
Sénégal	34 663	39 156	39 081	30 434	37 140
Togo	113 822	100 680	86 534	101 972	106 422
CEDEAO (hors UEMOA)	96 615	104 543	149 712	131 954	135 452
Nigeria	5 447	5 967	5 528	4 667	6 942
Ghana	90 996	97 603	143 729	127 225	128 208
Guinée	89	67	139	0	291
Sierra Leone	34	2	133	0	5
CEMAC	633	606	2 655	596	234
Tchad	1	14	15	0	0
Cameroun	302	404	548	186	160
Congo	95	8	12	5 990	586
Gabon	51	8	4	409	74
République centrafricaine	0	7	2	0	0
Guinée équatoriale	184	166	2 075	0	12
AUTRES PAYS D'AFRIQUE	77 720	105 779	89 009	96 577	98 009
Afrique du Sud	35 905	39 395	31 313	31 215	32 412

Maroc	19 030	32 081	34 673	24 964	26 671
Tunisie	7 819	14 029	10 097	9 289	10 549
Algérie	135	4 686	1 127	6 005	11 877
Libye	1 044	1 136	10	54	0
Egypte	8 882	9 847	6 462	9 910	15 217
Ethiopie	162	101	78	236	309
Ile Maurice	123	316	32	1 268	56
AMERIQUE	183 372	171 707	200 793	177 136	192 320
USA	134 220	119 505	133 087	144 874	151 740
Canada	16 801	14 063	15 934	12 841	11 155
Brésil	12 155	13 101	42 206	10 648	10 084
ASIE	570 974	646 486	598 346	579 514	750 892
Singapour	1 747	2 256	7 143	1 456	4 775
Chine	277 163	258 757	255 373	250 315	304 944
Japon	59 431	56 330	56 780	62 507	60 553
Inde	85 235	110 593	117 830	110 397	122 666
Emirats arabes unis	5 406	17 728	16 470	7 046	16 174
Thaïlande	32 579	33 402	26 703	9 315	11 581
Malaisie	8 056	8 002	4 658	5 893	33 751
Vietnam	5 177	6 630	8 084	0	0
Autres pays	12 779	9 149	22 305	7 375	4 796
TOTAL	2 145 352	2 256 947	2 344 890	2 225 119	2 450 620

Sources: BCEAO, INSD

Annexe 16 : Evolution de la balance des services

(En millions de FCFA)

Postes	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Transport	-327 167	-346 847	-357 252	-253 363	-287 858
<i>Dont : Fret</i>	-316 012	-335 253	-343 535	-242 554	-273 063
Voyage	647	1 083	1 099	1 084	1 096
Autres services	-191 937	-179 501	-183 630	-181 219	-190 280
Services	-518 457	-525 265	-539 783	-433 499	-477 043

Source : BCEAO

Annexe 17 : Estimation de la matrice des flux touristiques intra-communautaires en 2021

(En millions de FCFA)

		Recettes de tourisme au crédit par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Dépenses de tourisme au débit par pays	Bénin		3 413	1 229	169	892	2 289	2 720	8 087	18 797
	Burkina	14 041		9 170	108	2 999	4 198	3 064	10 780	44 359
	Côte d'Ivoire	22 653	27 119		94	4 969	4 939	5 501	17 740	83 015
	Guinée-Bissau	7	13	37		58	38	3 068	10	3 230
	Mali	5 896	8 390	8 862	1 002		3 942	4 418	3 706	36 216
	Niger	5 560	1 894	4 709	35	1 009		4 520	2 722	20 449
	Sénégal	1 632	4 257	1 706	1 181	4 625	1 346		710	15 456
	Togo	19 742	2 401	259	114	779	2 550	4 706		30 551
	UEMOA	69 531	47 487	25 972	2 703	15 330	19 301	27 995	43 755	252 072

Source : BCEAO

Annexe 18 : Evolution du compte du revenu primaire

(En millions de FCFA)

Postes	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Revenus des salariés	-7 295	-4 235	8 196	13 386	13 654
Revenus des investissements	-207 741	-244 194	-288 242	-313 577	-503 624
Autres revenus primaires	-15 380	-18 534	-19 415	-19 661	-22 049
Revenus primaires	-230 416	-266 963	-299 461	-319 852	-512 020

Source : BCEAO

Annexe 19 : Evolution du compte du revenu secondaire

(En millions de FCFA)

Postes	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Administrations publiques	100 008	123 306	169 278	235 022	146 183
Aides budgétaires	74 356	92 701	88 463	159 678	80 927
Autres secteurs	131 536	138 539	148 724	169 481	187 539
Dont : Envois de fonds des travailleurs	133 824	141 377	150 414	172 435	190 618
Revenus secondaires	231 544	261 845	318 002	404 503	333 721

Source : BCEAO

Annexe 20 : Estimation de la matrice des flux relatifs aux envois de fonds des travailleurs migrants intra-communautaires en 2021

(En millions de FCFA)

		Transferts des migrants reçus par pays								
		Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Transferts des migrants émis par pays	Bénin		3 431	8 122	138	1 519	10 248	5 690	4 754	33 903
	Burkina	6 339		20 090	26	14 612	9 050	16 376	11 903	78 396
	Côte d'Ivoire	15 779	48 075		530	63 522	11 419	41 117	39 393	219 835
	Guinée-Bissau	384	78	571		887	633	5 901	353	8 807
	Mali	5 981	12 504	18 240	52		9 023	23 994	10 870	80 664
	Niger	6 960	2 478	6 760	78	4 925		4 651	7 941	33 792
	Sénégal	6 304	4 333	22 890	1 214	23 774	7 998		5 667	72 180
	Togo	3 328	3 590	6 485	205	2 402	8 609	5 091		29 710
	UEMOA	45 074	74 488	83 158	2 243	111 642	56 981	102 819	80 880	557 285

Source : BCEAO

Annexe 21 : Evolution du compte de capital

(En millions de FCFA)

Postes	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Acquisitions/cessions d'actifs non fin. non prod.	196	211	127	228	233
Transfert en capital	172 644	175 626	125 804	197 041	235 488
Administrations publiques	119 947	122 390	71 772	141 931	179 305
Remises de dettes	0	0	0	0	0
Autres secteurs	52 698	53 236	54 032	55 110	56 183
Compte de capital	172 840	175 837	125 931	197 269	235 720

Source : BCEAO

Annexe 22 : Evolution du compte financier⁹

(En millions de FCFA)

Postes	2 017	2 018	2 019	2 020	2 021
Investissements directs	4 469	-111 480	-85 858	52 746	20 428
Investissements de portefeuille	-112 403	-150 199	-119 991	-105 782	-440 498
Dérivés financiers	40	0	0	0	0
Autres investissements	-382 838	-51 537	-46 747	44 561	45 571
Compte financier	-490 732	-313 216	-252 596	-8 475	-374 498

Source : BCEAO

⁹ Les données analysées dans ce tableau proviennent de la balance des paiements, optique BCEAO.

Annexe 23 : Variation de la position extérieure globale nette entre le 31 décembre 2020 et le 31 décembre 2021

(En millions de FCFA)

	Postes	Début de période	Autres flux	Fin de période	Flux nets
A	Stock d'actifs financiers	6 966 189	-10 380	7 635 244	679 435
1	Investissements directs	109 042	0	85 131	-23 911
2	Investissements de portefeuille	2 760 251	0	3 153 852	393 601
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	3 126 720	0	3 352 162	225 442
4.1	Autres titres de participation	128 758	0	132 727	3 969
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	493 483	0	611 622	118 138
4.3	Prêts	660 528	0	628 531	-31 997
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	18 338	0	21 502	3 164
4.5	Crédits commerciaux	990 020	0	1 106 166	116 146
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	835 594	0	851 615	16 021
5	Avoirs de réserves	970 177	-10 380	1 044 099	84 303
5.1	Or monétaire	0	0	0	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	118 485	-9 431	217 583	108 528
5.3	Position de réserve au FMI	13 343	-949	21 906	9 512
5.4	Autres avoirs de réserve	838 348	0	804 611	-33 737
B	Stocks de passifs financiers	11 031 198	40 139	11 495 473	424 136
1	Investissements directs	2 019 131	0	1 974 792	-44 339
2	Investissements de portefeuille	2 761 336	0	3 263 702	502 366
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	6 250 731	40 139	6 256 978	-33 892
4.1	Autres titres de participation	0	0	0	0
4.2	Monnaie fiduciaire et dépôts	387 436	0	427 872	40 436
4.3	Prêts	3 849 988	46 225	4 192 527	296 314
4.4	Régime d'assurance, de pens. et de garant.	2 643	0	2 919	277
4.5	Crédits commerciaux	931 530	0	819 530	-112 000
4.6	Autres comptes à payer/à recevoir	1 034 417	0	673 714	-360 703
4.7	Droits de tirage spéciaux	44 717	-6 086	140 416	101 785
C	Position extérieure globale nette (A) - (B)	-4 065 009	-50 519	-3 860 229	255 299

Source : BCEAO

Annexe 24 : Ventilation sectorielle de la position extérieure globale à fin décembre 2021

(En millions de FCFA)

	Poste	Banque centrale	Autres institutions de dépôts	Administration publique	Autres secteurs			Total
					Sous total	Autres Sté. Financières	Sté. Non Financières	
	Stock d'actifs financiers	1 044 099	2 455 932	138 438	3 996 775	48 868	3 947 906	7 635 244
1	Investissements directs				85 131		85 131	85 131
2	Investissements de portefeuille		1 739 428	0	1 414 424	21 136	1 393 288	3 153 852
3	Dérivés financiers				0	0	0	0
4	Autres investissements		716 504	138 438	2 497 221	27 733	2 469 488	3 352 162
5	Avoirs de réserves	1 044 099	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	1 044 099
5.1	Or monétaire		n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	0
5.2	Droits de tirage spéciaux	217 583	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	217 583
5.3	Position de réserve au FMI	21 906	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	21 906
5.4	Autres avoirs de réserve	804 611	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	n.a.	804 611
	Stocks de passifs financiers	764 714	286 596	4 243 932	6 200 230	35 902	6 164 329	11 495 473
1	Investissements directs				1 974 792		1 974 792	1 974 792
2	Investissements de portefeuille		0	1 600 256	1 663 446	930	1 662 516	3 263 702
3	Dérivés financiers		0		0	0	0	0
4	Autres investissements	764 714	286 596	2 643 676	2 561 992	34 971	2 527 021	6 256 978
	Position extérieure globale nette	279 385	2 169 336	-4 105 494	-2 203 456	12 967	-2 216 423	-3 860 229

n.a. (non applicable) : aucune donnée dans cette cellule.

Source : BCEAO

Annexe 25 : Orientation géographique de la position extérieure globale à fin décembre 2021

(En millions de FCFA)

	Postes	Autres pays de l'UEMOA	Zone euro	Autres pays	Total
	Stock d'actifs financiers	3 551 082	551 730	3 532 431	7 635 244
1	Investissements directs	68 104	5 660	11 366	85 131
2	Investissements de portefeuille	1 576 926	378 462	1 198 464	3 153 852
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	1 843 689	167 608	1 340 865	3 352 162
5	Avoirs de réserves	62 363	0	981 736	1 044 099
5.1	<i>Or monétaire</i>	0	0	0	0
5.2	<i>Droits de tirage spéciaux</i>	0	0	217 583	217 583
5.3	<i>Position de réserve au FMI</i>	0	0	21 906	21 906
5.4	<i>Autres avoirs de réserve</i>	62 363	0	742 248	804 611
	Stocks de passifs financiers	3 181 984	1 437 756	6 875 733	11 495 473
1	Investissements directs	296 219	315 967	1 362 607	1 974 792
2	Investissements de portefeuille	2 447 777	183 242	632 683	3 263 702
3	Dérivés financiers	0	0	0	0
4	Autres investissements	437 988	938 547	4 880 443	6 256 978
	Position extérieure globale nette	369 098	-886 025	-3 343 302	-3 860 229

Source : BCEAO